



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 25 février 1967

Quebec, Saturday, February 25, 1967

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le **mardi**. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. If that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on **Tuesday**. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-6

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**A & W Coffee Shop (McGill College) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, tous deux de Montréal, et Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « A & W Coffee Shop (McGill College) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 267 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

48.67

Accommodation Granby 67 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Constant Bagordo, bibliothécaire, 100, Principale, Granby, Jean-Pierre Plumet, restaurateur, 26, Principale, Granby, Philippe Kennes, journaliste, 35, Landsdowne, Granby, et Dr Jacques Jolin, dentiste, 459, Principale, Granby, pour les objets suivants:

Letters Patent**A & W Coffee Shop (McGill College) Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, both of Montreal, and Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "A & W Coffee Shop (McGill College) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 267 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

48-67

Accommodation Granby 67 inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Constant Bagordo, librarian, 100 Main, Granby, Jean-Pierre Plumet, restaurateur, 26 Main, Granby, Philippe Kennes, journalist, 35 Landsdowne, Granby, and Dr. Jacques Jolin, dentist, 459 Main, Granby, for the following purposes:

Préparer des logements chez les particuliers pour les touristes de l'Expo 67, sous le nom de « Accommodation Granby 67 inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5381-66

Agence de distributions Brillex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Réal Laforest, agent distributeur, Eugénie Laforest, ménagère, veuve non remariée de J.-A. Laforest, tous deux de 1653, rue Beaudry, et Ronald Michaud, pompier, 3152, rue Langelier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Opérer des kiosques à journaux et tabagies, sous le nom de « Agence de distributions Brillex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 4854-66

Agence Maurice Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Claude Leblanc, avocat, 11846, rue de Poutrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Agence Maurice Fortin inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 207, rue Fisher, Bourlamaque, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5438-66

René Allard isolation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: René Allard, entrepreneur, Jacqueline Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit René Allard, tous deux de St-Nicolas-Sud, et Louis Rochette, estimateur, 24, rue St-Jean, Neufchâtel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce d'isolants de toutes sortes, sous le nom de « René Allard isolation inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

To prepare lodgings in the individual homes for the tourists of Expo 67, under the name of "Accommodation Granby 67 inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire or possess is \$20,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5381-66

Agence de distributions Brillex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Laforest, distribution agent, Eugénie Laforest, housewife, widow not remarried of J.-A. Laforest, both of 1653 Beaudry Street, and Roland Michaud, fireman, 3152 Langelier Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate newspaper stands and tobacco stores, under the name of "Agence de distributions Brillex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 4854-66

Agence Maurice Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 3000 Ste-Rose Blvd., Laval, and Claude Leblanc, advocate, 11846 de Poutrincourt St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Agence Maurice Fortin inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 207 Fisher St., Bourlamaque, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5438-66

René Allard isolation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Allard, contractor, Jacqueline Côté, housewife, wife separate as to property of the said René Allard, both of St-Nicolas-South, and Louis Rochette, appraiser, 24 St-Jean St., Neufchâtel, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of insulation materials, under the name of "René Allard isolation inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Nicolas-Sud, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5242-66

Almor Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Helen Xenos, 6636, rue Bordeaux, Denise-Marie Landry, 5000, Clanranald, toutes deux secrétaires, célibataires, de Montréal, et Stanley Herbert Hartt, avocat, 5526, avenue Ashdale, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Almor Investment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 100 actions catégorie « B », d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,980 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5810, chemin Côte-St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

7-67

Arella Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, notaire, 3760, Harvard, René Forest, fonctionnaire, 4343, Earncliffe, et Guy Lacoste, notaire, 3787, Vendôme, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics privés, sous le nom de « Arella Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 577, 16^e avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5415-66

Arton Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Henry George Arton, 4125, Blueridge Crescent, David Dorfman, 4625, avenue Oxford, et Morty Dorfman, 3212, avenue Falaise, tous trois administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes, sous le nom de « Arton Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5433-66

The head office of the company is at St-Nicolas-South, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5242-66

Almor Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Helen Xenos, 6636 Bordeaux Street, Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald, both secretaries, spinsters, of Montreal, and Stanley Herbert Hartt, advocate, 5526 Ashdale Avenue, Côte St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Almor Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 class "A" shares of the par value of \$1 each, 100 class "B" shares of the par value of \$1 each and 3,980 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5810 Côte St-Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18750-o

7-67

Arella Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, notary, 3760 Harvard, René Forest, civil servant, 4343 Earncliffe, and Guy Lacoste, notary, 3787 Vendôme, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as general contractors for the construction of public and private works, under the name of "Arella Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 577, 16th Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5415-66

Arton Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry George Arton, 4125 Blueridge Crescent, David Dorfman, 4625 Oxford Avenue, and Morty Dorfman, 3212 Falaise Avenue, all three executives, of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Arton Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1435 St-Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5433-66

Bar-B Foods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: David M. Notkin, avocat et conseil en Loi de la reine, 3742, The Boulevard, Westmount, Maurice J. Boxer, avocat, 1411, Carol Crescent, Laval, et Fay Ross, secrétaire, fille majeure, 2850, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Bar-B Foods Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5416-66

Charles A. Beaudin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Charles-A. Beaudin, distributeur, Christiane Durand, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles-A. Beaudin, tous deux de 36, chemin de la Croix, Sainte-Adèle, et Marc Tétrault, industriel, 17, Ainslie, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la bière et d'autres produits de brasserie, sous le nom de « Charles A. Beaudin inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5418-66

Beaver Painting Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: René Lacroix, peintre, 2835, rue Bayonne, Laval, Julius Rosenblum, avocat et conseil en Loi de la reine, 2250, chemin Duncan, Mont Royal, et Cécile Pépin, ménagère, épouse séparée de biens de James Peter Hannigan, 5001, rue Cartier, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de peintres et entrepreneurs, sous le nom de « Beaver Painting Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 15,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5342-66

Bar-B Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David M. Notkin, advocate and Queen's Counsel, 3742 The Boulevard, Westmount, Maurice J. Boxer, advocate, 1411 Carol Crescent, Laval, and Fay Ross, secretary, fille majeure, 2850 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Bar-B Foods Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 5416-66

Charles A. Beaudin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-A. Beaudin, distributor, Christiane Durand, housewife, wife separate as to property of the said Charles-A. Beaudin, both of 36 de la Croix Road, Sainte-Adèle, and Marc Tétrault, industrialist, 17 Ainslie, Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in beer and other brewery products, under the name of "Charles A. Beaudin inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no nominal value and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5418-66

Beaver Painting Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lacroix, painter, 2835 Bayonne Street, Laval, Julius Rosenblum, advocate and Queen's Counsel, 2250 Duncan Road, Mount Royal, and Cécile Pépin, housewife, wife separate as to property of James Peter Hannigan, 5001 Cartier Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as painters and contractors, under the name of "Beaver Painting Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each, 15,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 15,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 5342-66

Maurice Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Maurice Bergeron, comptable agréé, Bérangère Hotte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Bergeron, et Yvonne Hotte, gérante, veuve non remariée d'Armand Hotte, tous trois de 86, avenue Touzin, Dorval, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers, consultants et agents dans les organisations et planifications fiscales, ainsi que dans la conduite des affaires et la finance en général, sous le nom de « Maurice Bergeron inc. », avec un capital total de \$500, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

4626-66

Roger Bisson & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Roger Bisson, 280, Pré-Vert, Beloeil, Yvon Daigle, 564, Carré Arsenault, Ste-Thérèse, Jean-Paul Pilon, 280, Du Marché, Salaberry-de-Valleyfield, Gérard Leclerc, 1498, rue Laurier est, Montréal, tous quatre assureurs-vie, et J.-Lambert Toupin, avocat, 227, Lockhart, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la vente de l'assurance, sous le nom de « Roger Bisson & associés inc. », avec un capital total de \$78,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5337-66

Blum's Discount Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, Montréal, Gordon Echenberg, 4125, Bluebridge Crescent, app. 44, Montréal, et Arthur I. Bronstein, 5703, avenue Eldridge, Côte St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturiers de savons et faire le commerce de toutes sortes de produits effets et marchandises sous le nom de « Blum's Discount Store Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4109, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5244-66

Maurice Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bergeron, chartered accountant, Bérangère Hotte, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Bergeron, and Yvonne Hotte, manageress, widow not remarried of Armand Hotte, all three of 86 Touzin Avenue, Dorval, for the following purposes:

To act as advisers, consultants and agents in fiscal organizations and planifications, as well as in the conduct of business and finance in general, under the name of "Maurice Bergeron inc.", with a total capital stock of \$500, divided into 500 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

4626-66

Roger Bisson & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Bisson, 280 Pré-Vert, Beloeil, Yvon Daigle, 564 Arsenault Square, Ste-Thérèse, Jean-Paul Pilon, 280 Du Marché, Salaberry-de-Valleyfield, Gérard Leclerc, 1498 Laurier Street East, Montreal, all four life insurers, and J.-Lambert Toupin, lawyer, 227 Lockhart, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in and sell insurance, under the name of "Roger Bisson & associés inc.", with a total capital stock of \$78,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$10 each and into 750 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5337-66

Blum's Discount Store Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, Montreal, Gordon Echenberg, 4125 Bluebridge Crescent, Apt. 44, Montreal, and Arthur I. Bronstein, 5703 Eldridge Avenue, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To act as soap manufacturers and to deal in all kinds of products, wares and merchandise, under the name of "Blum's Discount Store Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4109 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5244-66

Boutique Marie-Christine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Claude Pothier, marchand, 71, De Varennes, Denis-Richard Lanctôt, avocat, 48, Cicot, tous deux de Boucherville, et Claude Gendron, épiciier-boucher, 241, Martin, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Marie-Christine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5367-66

M. V. Breber & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Michael Rusko, avocat, 3500, rue Mountain, Louis Forget, étudiant en droit, 686, avenue Outremont, tous deux de Montréal, et David Gregory, avocat, 218, rue Morrison, Mont Royal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et conseillers en général à toute personne exerçant un commerce ou à la gérance et administrateurs de toute entreprise commerciale ou industrielle, sous le nom de « M. V. Breber & Associates Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 620, rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 52-67

Brillig Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1967, constituant en corporation: William Ross McAllister, 17, Linwood Crescent, John Arden Blakely, 170, Morrison, tous deux de Mont Royal, et George Roy MacLaren, 6, Park Place, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Brillig Limited », avec un capital total de \$1,010, divisé en 10 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5409-66

P. Brunette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Boutique Marie-Christine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Pothier, merchant, 71 De Varennes, Denis-Richard Lanctôt, advocate, 48 Cicot, both of Boucherville, and Claude Gendron, grocer-butcher, 241 Martin, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of wearing apparel, under the name of "Boutique Marie-Christine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5367-66

M. V. Breber & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Rusko, advocate, 3500 Mountain Street, Louis Forget, law student, 686 Outremont Avenue, both of Montreal, and David Gregory, advocate, 218 Morrison Street, Mount Royal, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in general to any person engaged in business or to the management and executives of any commercial or industrial enterprise, under the name of "M. V. Breber & Associates Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 620 Cathcart Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 52-67

Brillig Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Ross McAllister, 17 Linwood Crescent, John Arden Blakely, 170 Morrison, both of Mount Royal, and George Roy MacLaren, 6 Park Place, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Brillig Limited", with a total capital stock of \$1,010, divided into 10 class "A" shares of a par value of \$1 each and 1,000 class "B" shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 5409-66

P. Brunette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Françoise Théorêt, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, tous deux de St-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17^e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport et de placement, sous le nom de « P. Brunette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A », d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 37,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5383-66

Camp Trailers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte St-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Eric Smith, 414, avenue Wood, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tentes-roulottes, roulettes, équipement de camping et de sport de toutes sortes, sous le nom de « Camp Trailers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5260-66

Carpet Sales (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Gilles Poulin, 1270, Quenneville, tous deux de Montréal, et Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'ameublement et de fournitures de maison, sous le nom de « Carpet Sales (Montreal) Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

1-67

Le Centre de l'Art et des Loisirs de Shipton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions:

the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille, Françoise Théorêt, secretary, wife separate as to property of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille St., both of St-Eustache, and Christiane Forget, secretary, fille majeure, 206, 17th Ave., Two-Mountains, for the following purposes:

To carry on business as a transport and investment company, under the name of "P. Brunette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$1 each and 37,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

18570

5383-66

Camp Trailers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte St-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Eric Smith, 414 Wood Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To deal in camping trailers, trailers, camping equipment and sports equipment of every kind, under the name of "Camp Trailers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5260-66

Carpet Sales (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Gilles Poulin, 1270 Quenneville, both of Montreal, and Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To deal in household furniture and furnishings of all kinds, under the name of "Capet Sales (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

1-67

Le Centre de l'Art et des Loisirs de Shipton inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without shares capital:

Jean-Paul Dupont, opérateur, Jacqueline Roy, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean-Paul Dupont, tous deux de route rurale numéro 3, Danville, et Henri-Paul Hamel, professeur, 20, avenue Le Prince, Victoriaville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le Centre de l'Art et des Loisirs de Shipton inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Danville, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5069-66

Centre musical de Thetford inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Conrad Lafontaine, marchand, Suzanne Lafontaine, commis, épouse séparée de biens dudit Conrad Lafontaine, tous deux de 605, Dubé, et Claire Bizier, secrétaire, fille majeure, 114, Notre-Dame sud, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disques, instruments de musique, musique en feuille et tous leurs accessoires, sous le nom de « Centre musical de Thetford inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 120, Notre-Dame sud, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

23-67

Century Laminating & Bonding Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Eli Zeisler, administrateur, 554, avenue Grosvenor, Westmount, Nachum Oppenheim, administrateur, 2557, chemin Bedford, Solomon Rawas, administrateur, et Hedi Grossman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Solomon Rawas, ces deux derniers de 5765, chemin Côte St-Luc, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'équipement et d'accessoires de laminage, monnayage et assemblage, sous le nom de « Century Laminating & Bonding Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

2-67

P. R. Charette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966,

Jean-Paul Dupont, operator, Jacqueline Roy, housewife, wife common as to property of said Jean-Paul Dupont, both of Rural Route Number 3, Danville, and Henri-Paul Hamel, professor, 20 Le Prince Avenue, Victoriaville, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Le Centre de l'Art et des Loisirs de Shipton inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Danville, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5069-66

Centre musical de Thetford inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Lafontaine, merchant, Suzanne Lafontaine, clerk, wife separate as to property of the said Conrad Lafontaine, both of 605 Dubé, and Claire Bizier, secretary, fille majeure, 114 Notre-Dame south, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in records, musical instruments, sheet music and all their accessories, under the name of "Centre musical de Thetford inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 120 Notre-Dame South, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

23-67

Century Laminating & Bonding Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eli Zeisler, executive, 554 Grosvenor Avenue, Westmount, Nachum Oppenheim, executive, 2557 Bedford Road, Solomon Rawas, executive, and Hedi Grossman, housewife, wife separate as to property of the said Solomon Rawas, the latter two of 5765 Côte St. Luc Road, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in laminating, coining and kiss bonding equipment and accessories thereof, under the name of "Century Laminating & Bonding Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, 1,000 preferred class "A" shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

2-67

P. R. Charette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Bernard-C. Forest, 3760, avenue Harvard, Guy Lacoste, 3787, avenue Vendôme, tous deux notaires, et René Forest, fonctionnaire, 4343, avenue Earncliffe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en relations publiques, sous le nom de « P. R. Charette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5413-66

**Chaussures Lyne inc.
Lyne Footwear Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Roger Bergeron, 143, rue Caron, Loretteville, Henri Bergeron, 80, boulevard de la Colline, Neufchâtel, et Roland Gagné, 87, des Érables, St-Émile, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Chaussures Lyne inc. — Lyne Footwear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 143, rue Caron, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

96-67

Club Auto-neige Matambin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de janvier 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Lavoie, débosseleur, 1837, boulevard St-Joseph, Montréal, Raymond Baril, camionneur, St-Damien, Bernard Bouchard, courtier d'assurances, 3425, Sherbrooke est, Montréal, et Jean-Paul Léger, menuisier, St-Damien, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club Auto-neige Matambin inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à St-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5133-66

Club de l'Age d'or, Marieville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de janvier 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Rose-Alba Monast, Amandine Boulais et Édouard Boulais, tous trois rentiers, de Marieville, pour les objets suivants:

incorporating: Bernard-C. Forest, 3760 Harvard Avenue, Guy Lacoste, 3787 Vendôme Avenue, both notaries, and René Forest, civil servant, 4343 Earncliffe Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as public relations consultants, under the name of "P. R. Charette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5413-66

**Chaussures Lyne inc.
Lyne Footwear Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Bergeron, 143 Caron St., Loretteville, Henri Bergeron, 80 de la Colline Blvd., Neufchâtel, and Roland Gagné, 87 des Érables, St-Émile, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Chaussures Lyne inc. — Lyne Footwear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 143 Caron St., Loretteville, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

96-67

Club Auto-neige Matambin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ernest Lavoie, body repairer, 1837 St. Joseph Blvd., Montreal, Raymond Baril, trucker, St-Damien, Bernard Bouchard, insurance broker, 3425 Sherbrooke Street, east, Montreal, and Jean-Paul Léger, joiner, St. Damien, for the following purposes:

To promote snow-mobile sport, under the name of "Club Auto-neige Matambin inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire or possess is \$20,000.

The head office of the corporation is at St-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5133-66

Club de l'Age d'or, Marieville

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rose-Alba Monast, Amandine Boulais et Édouard Boulais, all three annuitants, of Marieville, for the following purposes:

Établir et opérer un centre de loisirs et s'occuper en particulier des loisirs de personnes âgées, sous le nom de « Club de l'Age d'or, Marieville ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

407-67

Corporation Inter-Service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Claude Leblanc, avocat, 11846, rue de Poutrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance-vie et faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Corporation Inter-Service inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 340, boulevard Henri-Bourassa ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5184-66

La Corporation Sportive de Baie-des-Sables inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Massé, entrepreneur, Lucius Paradis, maître de poste, et J.-Robert Bernier, industriel, tous trois de Baie-des-Sables, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « La Corporation Sportive de Baie-des-Sables inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-des-Sables, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

49-67

Cortina Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Saul Handelman, avocat, 175, chemin Dufferin, Hampstead, Anne Brown, sténographe, femme seule, en pleine jouissance de ses droits légaux, 5501, Adalbert, Côte St-Luc, et Daphne Saunderson, sténographe, en pleine jouissance de ses droits légaux, 322, avenue Elm, Montréal, pour les objets suivants:

To establish and operate a recreational center and to provide pastime to elderly persons in particular, under the name of "Club de l'Age d'or, Marieville".

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the company is at Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

407-67

Corporation Inter-Service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalande, both of 3000 Ste-Rose Boulevard, Laval, and Claude Leblanc, lawyer, 11846 de Poutrincourt Street, Montreal, for the following purposes:

To act as life insurance brokers and to carry on business as a holding and investment company, under the name of "Corporation Inter-Service inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 340 Henri-Bourassa Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5184-66

La Corporation Sportive de Baie-des-Sables inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roland Massé, contractor, Lucius Paradis, postmaster, and J.-Robert Bernier, industrialist, all three of Baie-des-Sables, for the following purposes:

Organization of recreations, under the name of "La Corporation Sportive de Baie-des-Sables inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire or possess is \$10,000.

The head office of the corporation is at Baie-des-Sables, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

49-67

Cortina Furniture Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Handelman, advocate, 175 Dufferin Road, Hampstead, Anne Brown, stenographer, femme seule, in the full exercise of her legal capacity, 5501 Adalbert, Côte St-Luc, and Daphne Saunderson, stenographer, in the full exercise of her legal capacity, 322 Elm Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement de toute description, sous le nom de « Cortina Furniture Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7345, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5083-66

Cottage Industry Emporium Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en Loi de la reine, 4865, chemin Queen Mary, app. 17, Richard Boucher, courtier en immeuble, 6625, 33^e avenue, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3456, rue Aylmer, app. 12, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de « Cottage Industry Emporium Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 509, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

89-67

Courrier-Rivière Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Yvon St-Louis, comptable, 18, St-Nicholas, Raymond Goulet, courtier d'assurances, et Yolande Joyal, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Guévremont, ces deux derniers de 70, du Roi, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité et éditer des journaux et autres publications, sous le nom de « Courrier-Rivière Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

5296-66

Craftsman Printing Ink Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: François Hogue, 11480, Suzor Côté, Yves Gauthier, 10215 est, Gouin, et Jean-N. Bergeron, 2990, Place de Chazal, tous trois notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'encre d'imprimerie ou toute autre sorte d'encre, sous le nom de « Craftsman Printing Ink Ltd. », avec un capital total

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Cortina Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 7345 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-0

5083-66

Cottage Industry Emporium Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, 4865 Queen Mary Road, Apt. 17, Richard Boucher, realtor, 6625, 33rd Avenue, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, 3456 Aylmer Street, Apt. 12, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Cottage Industry Emporium Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, suite 509, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-0

89-67

Courrier-Rivière Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon St-Louis, accountant, 18 St-Nicholas, Raymond Goulet, insurance broker, and Yolande Joyal, secretary, wife contractually separate as to property of Jacques Guévremont, the two latter of 70 du Roi, all three of Sorel, for the following purposes:

To operate an advertising agency, and to edit newspapers and other publications, under the name of "Courrier-Rivière Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5296-66

Craftsman Printing Ink Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Hogue, 11480 Suzor Côté, Yves Gauthier, 10215 Gouin East, and Jean-N. Bergeron, 2990 Place de Chazal, all three notaries of Montreal, for the following purposes:

To deal in printing ink craftsman or other kind of ink, under the name of "Craftsman Printing Ink Ltd.", with a total capital stock of \$40,000,

de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5120-66

Cygne Blanc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Henri-B. Grenade, fils, industriel, 2253, Augier, Robert Beaudoin, comptable agréé, 10210, St-Denis, et Gérard Beaudoin, notaire, 5685, Langelier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de gestion et de portefeuille, sous le nom de «Cygne Blanc inc.», avec un capital divisé en 900 actions ordinaires sans valeur nominale et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

5346-66

Lucien Cyr Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lucien Cyr, entrepreneur, Pierrette Tessier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien Cyr, tous deux de 228, rue Barron, Lachute, et Robert Miron, mécanicien, 494, St. Patrick, Brownsburg, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation d'équipement pétrolier de toutes sortes, sous le nom de «Lucien Cyr Itée», avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

5199-66

D. G. L. Super Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Emanuelle Leo, commis, 7555, Cartier, app. 2, Raimondo Gurrieri, gérant d'épicerie, 7413, Iberville, et Gerlando Leo, maçon, 7006, Fabre, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de «D. G. L. Super Market Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1880, rue Everett, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

47-67

divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-0

5120-66

Cygne Blanc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-B. La Grenade, jr., industrialist, 2253 Augier, Robert Beaudoin, chartered accountant, 10210 St-Denis, and Gérard Beaudoin, notary, 5685 Langelier, all three of Montréal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, management and holding company, under the name of "Cygne Blanc inc.", with a capital stock divided into 900 common shares without nominal value and into 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5346-66

Lucien Cyr Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Cyr, contractor, Pierrette Tessier, housewife, wife separate as to property of said Lucien Cyr, both of 228 Barron Street, Lachute, and Robert Miron, mechanic, 494 St. Patrick, Brownsburg, for the following purposes:

To carry on the business and to repair petroleum equipment of all kinds, under the name of "Lucien Cyr Itée", with a capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5199-66

D. G. L. Super Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emanuelle Leo, clerk, 7555 Cartier, Apt. 2, Raimondo Gurrieri, grocery manager, 7413 Iberville, and Gerlando Leo, mason, 7006 Fabre, all three of Montréal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "D. G. L. Super Market Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1880 Everett Street, Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

47-67

**D. & M. Development Ltd.
Développement D. & M. Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 5615, avenue Pinedale, Côte St-Luc, tous deux avocats et conseils en en Loi de la reine, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal ouest, et Michael Cytrynbaum, 5160, avenue MacDonald, Côte St-Luc, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, de construction et de placements, sous le nom de « D. & M. Development Ltd.—Développement D. & M. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5279-66

**Décorateurs d'extérieurs A. L. M. inc.
A. L. M. Exterior Decorators Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, tous deux avocats, et Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, avenue Claremont, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fenêtres, portes, auvents, cadres et aluminum, bois, verre et autres matériaux de toutes sortes, sous le nom de « Décorateurs d'extérieurs A. L. M. inc.—A. L. M. Exterior Decorators Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5234-66

Diana Dee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Harvey Cooperstone, 63, Banstead, Montréal Ouest, Murray Spiegel, 1448, Beverly Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445, Valade, St-Laurent, et Maximilien Polak, 7897, Wavell, Côte St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Diana Dee Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

**D. & M. Development Ltd.
Développement D. & M. Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max Sidney Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 5615 Pinedale Avenue, Côte St-Luc, both advocates and Queen's Counsels, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Michael Cytrynbaum, 5160 MacDonald Avenue, Côte St-Luc, the latter three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "D. & M. Development Ltd.—Développement D. & M. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5279-66

**Décorateurs d'extérieurs A. L. M. inc.
A. L. M. Exterior Decorators Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, both advocates, and Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal in widows, doors, awnings, sidings and aluminum, wood, glass and other materials of every kind, under the name of "Décorateurs d'extérieurs A. L. M. inc.—A. L. M. Exterior Decorators Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5234-66

Diana Dee Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey Cooperstone, 63 Banstead, Montreal West, Murray Spiegel, 1448 Beverly Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445 Valade, St-Laurent, and Maximilien Polak, 7897 Wavell, Côte St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Diana Dee Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5417-66

Direct Provisions (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Réal Paquette, marchand, Marguerite Paquette, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Réal Paquette, tous deux de 9862, St-Hubert, Montréal, Herbert Singer, homme d'affaires, et Dorothy Bellefeuille, ménagère, épouse séparée de biens dudit Herbert Singer, ces deux derniers de 1376, Franklin Drive, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires et épiceries, sous le nom de « Direct Provisions (Quebec) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7341, rue de Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5393-66

Distribution C. M. Joliette limitée C. M. Distribution Joliette Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Claude Mongeau, professeur, 230, Lajoie sud, Dr Jean-Patrice Chiasson, psychiatre, et Alice Bernard, ménagère, épouse dudit Jean-Patrice Chiasson, ces deux derniers de 505, Delanaudière, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Distribution C. M. Joliette limitée — C. M. Distribution Joliette Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 505, Delanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

76-67

Domaine Blainville inc. Blainville's Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Lacasse, industriel, Andrée Beaudry, ménagère, épouse dudit Marcel Lacasse, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5, Collin, Ste-Thérèse-Ouest, et Jean Guérin, avocat, 477, boulevard du Domaine, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Domaine Blainville inc. — Blainville's Estate Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5417-66

Direct Provisions (Quebec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Paquette, merchant, Marguerite Paquette, secretary, wife separate as to property of the said Réal Paquette, both of 9862 St-Hubert, Montreal, Herbert Singer, businessman, and Dorothy Bellefeuille, housewife, wife separate as to property of the said Herbert Singer, the latter two of 1376 Franklin Drive, Laval, for the following purposes:

To deal in food products and groceries, under the name of "Direct Provisions (Quebec) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7341 de Châteaubriand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5393-66

Distribution C. M. Joliette limitée C. M. Distribution Joliette Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Mongeau, professor, 230 Lajoie South, Dr. Jean-Patrice Chiasson, psychiatrist, and Alice Bernard, housewife, wife of the said Jean-Patrice Chiasson, the latter two of 505 Delanaudière, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on the trade of plastic substances of all kinds, under the name of "Distribution C. M. Joliette limitée — C. M. Distribution Joliette Limited", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 505 Delanaudière, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

76-67

Domaine Blainville inc. Blainville's Estate Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lacasse, industrialist, Andrée Beaudry, housewife, wife of the said Marcel Lacasse, and duly authorized by him for these presents, both of 5 Collin, Ste-Thérèse-West, and Jean Guérin, advocate, 477 du Domaine Blvd., St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Domaine Blainville inc. — Blainville's Estate Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 5, rue Collin, Ste-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5366-66

Domaine Desormiers inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Ménéippe Desormiers, entrepreneur, Alice Paradis, ménagère, épouse dudit Ménéippe Desormiers, tous deux de 8868, rue Clark, et Fernand Desormiers, vice-président, 8892, rue St-Urbain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Domaine Desormiers inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8868, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

4904-66

Dominion Automobile Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Conrad Shatner, 4725, Fulton, Harry Blank, 4625, Miller, tous deux avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, MacDonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, sous le nom de « Dominion Automobile Sales Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5306-66

Driver's Education Motor League Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Dora Stephan, secrétaire, épouse de Peter Stephan, 4403, rue Orléans, Nicole Graf, secrétaire, épouse de Mervin W. Graf, 4318, rue Boyce, tous deux de Montréal, et Max M. Teitelbaum, avocat, 2022, rue Ward, St-Laurent, pour les objets suivants:

Éduquer le public par les écoles, églises, littérature et toutes voies de publicité, sur les questions touchant la sécurité publique, sous le nom de « Driver's Education Motor League Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$250,000.

The head office of the company is at 5 Collin St., Ste-Thérèse-West, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5366-66

Domaine Desormiers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ménéippe Desormiers, contractor, Alice Paradis, housewife, wife of the said Ménéippe Desormiers, both of 8868 Clark St., and Fernand Desormiers, vice-president, 8892 St-Urbain St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Domaine Desormiers inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8868 Clark St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

4904-66

Dominion Automobile Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, 4725 Fulton, Harry Blank, 4625 Miller, both attorneys, and Rhoda Cohen, secretary, fille majeure, 6427 MacDonald, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Dominion Automobile Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5306-66

Driver's Education Motor League Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dora Stephan, secretary, wife of Peter Stephan, 4403 Orléans Street, Nicole Graf, secretary, wife of Mervin W. Graf, 4318 Boyce Street, both of Montreal, and Max M. Teitelbaum, advocate, 2022 Ward Street, St-Laurent, for the following purposes:

To educate the public through schools, churches, literature and all channels of publicity, upon matters pertinent to public safety, under the name of "Driver's Education Motor League Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5422-66

Dubeau & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: William Dubeau, industriel, Irma Lalonde, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit William Dubeau, Jules Dubeau, industriel, et Lucette Dauphin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jules Dubeau, tous quatre de St-Norbert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Dubeau & frères inc. », avec un capital total de \$120,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Norbert, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5295-66

Dubreuil & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gabriel Dubreuil, industriel, 1173, King est, Roger Martin, 222, rue Court, et Roland Beaupré, 1280, Dorval, ces deux derniers comptables, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Dubreuil & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5376-66

Ducas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Ducas, entrepreneur, Hélène Gravel, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Ducas, tous deux de 8856, rue Centrale, app. 1, et Blanche Martin, ménagère, veuve de Joseph-Charles Ducas, 220, 1re Avenue, tous trois de LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ducas inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 220, 1re Avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5316-66

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5422-66

Dubeau & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Dubeau, industrialist, Irma Lalonde, housewife, wife contractually separate as to property of the said William Dubeau, Jules Dubeau, industrialist, and Lucette Dauphin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jules Dubeau, all four of St-Norbert, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Dubeau & frères inc.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Norbert, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5295-66

Dubreuil & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gabriel Dubreuil, industrialist, 1173 King east, Roger Martin, 222 Court St., and Roland Beaupré, 1280 Dorval, the two latter accountants, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Dubreuil & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5376-66

Ducas inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Ducas, contractor, Hélène Gravel, housewife, wife separate as to property of said Marcel Ducas, both of 8856 Centrale Street, apt. 1, and Blanche Martin, housewife, widow of Joseph-Charles Ducas, 220, 1st Avenue, all three of LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Ducas inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 220, 1st Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5316-66

Dyke's Caravans Sales & Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, avenue Coolbrook, William Levitt, 4869, Dornal, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, 5871, Melling, Côte St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de négoce général, sous le nom de « Dyke's Caravans Sales & Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Luc, comté de St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5395-66

Les Entreprises Courchesne Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: J.-Jacques Courchesne, garagiste, Thérèse Bonin, ménagère, épouse dudit J.-Jacques Courchesne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de La Providence, et Jean-Claude Courchesne, marchand d'huile, St-Joseph, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et quincailliers et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les Entreprises Courchesne Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5170-66

Les Entreprises de Louis Vachon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Maurice Désy, avocat et conseil en Loi de la reine, 240, avenue Willowdale, Outremont, P.-André Gervais, 5155, avenue Clanranald, et Pierre-G. Rioux, 135, rue Sherbrooke est, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Les Entreprises de Louis Vachon inc. », avec un capital total de \$900,000, divisé en 20 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 698,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Marie, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5392-66

Dyke's Caravans Sales & Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook Avenue, William Levitt, 4869 Dornal, both of Montreal, and Jack Shayne, 5871 Melling, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a general trading company, under the name of "Dyke's Caravans Sales & Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Luc, county of St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-0 5395-66

Les Entreprises Courchesne Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Jacques Courchesne, garagiste, Thérèse Bonin, housewife, wife of the said J.-Jacques Courchesne, and duly authorized by him for these presents, both of La Providence, and Jean-Claude Courchesne, oil merchant, St-Joseph, for the following purposes:

To carry on business as garagemen and hardware dealers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Les Entreprises Courchesne Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5170-66

Les Entreprises de Louis Vachon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Désy, advocate and Queen's Counsel, 240 Willowdale Ave., Outremont, P.-André Gervais, 5155 Clanranald Ave., and Pierre-G. Rioux, 135 Sherbrooke St. East, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, holding and management company, under the name of "Les Entreprises de Louis Vachon inc.", with a total capital stock of \$900,000, divided into 20 common shares of a nominal value of \$100 each, 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 698,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Ste-Marie, county of Beauce, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5392-66

Les Entreprises maritimes (1966) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Dionne, 1492, Commerciale, Firmin Bernatchez, 211, Pierre-Arthur, tous deux avocats, de St-Romuald-d'Etchemin, et François Jobin, avocat et conseil en Loi de la reine, 780, chemin St-Louis, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des chantiers maritimes, sous le nom de « Les Entreprises maritimes (1966) inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$50 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 787, rue du Marché Central, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

5-67

Les Entreprises maritimes (1966) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Dionne, 1492 Commerciale, Firmin Bernatchez, 211 Pierre-Arthur, both lawyers of St-Romuald-d'Etchemin, and François Jobin, lawyer and Queen's Counsel, 780 St-Louis Road, Quebec, for the following purposes:

To operate shipyards, under the name of "Les Entreprises maritimes (1966) inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of \$50 each and into 5,000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 787 du Marché Central Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5-67

Les Entreprises Techni-Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Claude Roy, comptable agréé, 5815, Cadillac, Montréal, Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, Arcand, Montréal, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exploiter des bureaux et ateliers de dessin technique, sous le nom de « Les Entreprises Techni-Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

5448-66

Les Entreprises Techni-Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Roy, chartered accountant, 5815 Cadillac, Montreal, Lise Marsolais, secretary, fille majeure, 2577 Arcand, Montreal, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To operate technical draughting offices and shops, under the name of "Les Entreprises Techni-Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5448-66

Expert Carpenters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte St-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Oscar Respitz, avocat, 4945, avenue Glencairn, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de charpentiers et entrepreneurs en charpenterie, sous le nom de « Expert Carpenters Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5362-66

Expert Carpenters Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte St-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as carpenters and carpentry contractors, under the name of "Expert Carpenters Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-0

5362-66

Exposal Appraisal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Robert Bourassa,

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Bourassa, appraiser, 1296

estimeur, 1296, Beaubien est, app. 1, Montréal, Jean-Guy Bourdon, estimateur, et Lucienne Hamilton, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Bourdon, ces deux derniers de 349, St-François, Laval, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Exposal Appraisal Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5385-66

Fédération cyclotouriste Provinciale (FCP)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Mercier, avocat, 70, 7^e avenue, Lucien Blais, vendeur, 50 rue Marmette, et Ida Roy, secrétaire, fille majeure, 37, avenue Ste-Marie, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Montrer aux jeunes cyclistes comment pratiquer leur sport en toute sécurité par des cours théoriques et pratiques complets, sous le nom de « Fédération cyclotouriste Provinciale (FCP) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est Patro Roc-Amadour, 2301, 1^{re} avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

4900-66

Ferronnerie Trudeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Alcide Trudeau, marchand, 1071, Belvédère sud, Roger Veilleux, comptable agréé, 911, des Jacinthes, et Jacques O'Bready, avocat, 581, Bouchette, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Ferronnerie Trudeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$50 chacune et en 700 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 402, rue Alexandre, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5370-66

Paul Forget inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Paul Forget, Roger Forget, tous deux électriciens, et Gaston Dumoulin, comptable, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Beaubien east, app. 1, Montreal, Jean-Guy Bourdon, appraiser, and Lucienne Hamilton, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Guy Bourdon, the two latter of 349 St-François, Laval, for the following purposes:

To value, appraise and appreciate all kinds of goods, properties and operations, under the name of "Exposal Appraisal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5385-66

Fédération cyclotouriste Provinciale (FCP)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvon Mercier, lawyer, 70, 7th Avenue, Lucien Blais, salesman, 50 Marmette Street, and Ida Roy, secretary, fille majeure, 37 Ste-Marie Avenue, all three of Montmagny, for the following purposes:

To teach young cyclists how to practice their sport in security by complete theoretical and practical courses, under the name of "Fédération cyclotouriste Provinciale (FCP)".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$20,000.

The head office of the corporation is at Patro Roc-Amadour, 2301, 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

4900-66

Ferronnerie Trudeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alcide Trudeau, merchant, 1071 Belvédère south, Roger Veilleux, chartered accountant, 911 des Jacinthes, and Jacques O'Bready, advocate, 581 Bouchette, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Ferronnerie Trudeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$50 each and 700 preferred shares of a nominal value of \$50 each.

The head office of the company is at 402 Alexandre St., Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5370-66

Paul Forget inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Forget, Roger Forget, both electricians, and Gaston Dumoulin, accountant, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Paul Forget inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5384-66

Foyer de Val d'Or inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Marcoux, homme d'affaires, Jacques Charbonneau, comptable, Bernard Quesnel, gérant de banque, André Casabon, entrepreneur électricien, tous quatre de Val d'Or, Bertin Albert, gérant de ville, et Paul Violette, homme d'affaires, ces deux derniers de Bourlamaque, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer de Val d'Or inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$750,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5113-66

Henri Gagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Henri Gagnon, négociant en gros, Eva Fiset, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri Gagnon, tous deux de 1115, chemin Ste-Foy, Jean-Marc Gagnon, négociant en gros, et Françoise Racine, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marc Gagnon, ces deux derniers de 1659, Hocquart, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Henri Gagnon ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE

18570-0 5424-66

Garage Leduc & Pilon ltée Garage Leduc & Pilon Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Paquette, avocat, 1320, Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, Micheline Pilote, 0727, Charlevoix, et Ginette Lafrenière, 680, Frederick-Chopin, app. 3, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business as electricians and to deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Paul Forget inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570 5384-66

Foyer de Val d'Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Marcoux, businessman, Jacques Charbonneau, accountant, Bernard Quesnel, bank manager, André Casabon, contractor in electricity, all four of Val d'Or, Bertin Albert, two manager, and Paul Violette, businessman, the latter two of Bourlamaque, for the following purposes:

To provide aged couples and elderly persons of both sexes with a home permitting them to live in full security and in a real atmosphere of family spirit, under the name of "Foyer de Val d'Or inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and own is to limited, is \$750,000.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570 5113-66

Henri Gagnon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Gagnon, wholesaler, Eva Fiset, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri Gagnon, both of 1115 Ste-Foy Road, Jean-Marc Gagnon, wholesaler, and Françoise Racine, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marc Gagnon, the two latter of 1659 Hocquart, all four of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Henri Gagnon ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570 5424-66

Garage Leduc & Pilon ltée Garage Leduc & Pilon Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Paquette, lawyer, 1320 Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, Micheline Pilote, 0727 Charlevoix, and Ginette Lafrenière, 680 Frederick-Chopin, Apt. 3, the latter two secretaries, filles majeures of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Leduc & Pilon Ltée — Garage Leduc & Pilon Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue St-Jean-Baptiste, Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5136-66

Garceau électrique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Armand Poupart fils, avocat, 217, Varry, St-Laurent, Jeanne Senay, 298, boulevard Desmarchais, Verdun, et Cécile Corbeil, 6580, 26^e avenue, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Garceau électrique Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,700 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1465, rue Champlain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5406-66

Marcel Gareau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Alexander Biega, 105, Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, et Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Marcel Gareau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5265-66

Golden Moon Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: George A. Bey, 336 nord, Ballantyne, Montréal Ouest, Michael Awada, 11230, Joseph-Casavant, tous deux avocats, et Christel Dodell, secrétaire, fille majeure, 7830, Mountain Sights, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Golden Moon Restaurant Inc. », avec

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage Leduc & Pilon Ltée — Garage Leduc & Pilon Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Jean-Baptiste Street, Rigaud, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5136-66

Garceau électrique Ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Poupart Jr., advocate, 217 Varry, St-Laurent, Jeanne Senay, 298 Desmarchais Boulevard, Verdun, and Cécile Corbeil, 6580, 26th Avenue, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all kinds of electrical apparatus and supplies, under the name of "Garceau électrique Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,700 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1465 Champlain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5406-66

Marcel Gareau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander Biega, 105 Upper Bellevue, Westmount, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, and Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Marcel Gareau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5265-66

Golden Moon Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George A. Bey, 336 Ballantyne North, Montreal West, Michael Awada, 11230 Joseph-Casavant, both advocates, and Christel Dodell, secretary, fille majeure, 7830 Mountain Sights, the latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Golden Moon Restaurant Inc.",

un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.
Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 27-67

L. A. Hébert Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Louis-André Hébert, entrepreneur, Jeanne Perras, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis-André Hébert, et Léandre Ampleman, comptable, tous trois de St-Constant, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « L. A. Hébert Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Constant, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5382-66

Hexatec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Edward J. Druker, avocat, 5763, McMurray, Côte-St-Luc, Jack Boidman, commis en Loi, 6205, Fielding, Montréal, et Charmian Silver, secrétaire, épouse séparée de biens de Don Silver, 40, place Côte-Vertu, St-Laurent, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce et exercer les activités d'un service complet de dessin, détaillant et dessinant pour l'industrie, les professions et les affaires en général, sous le nom de « Hexatec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 21, avenue Springfield, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5394-66

Immeubles Dupuy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gaston Deslauriers, hommes d'affaires, 8475, De Garonne, Charlesbourg, Jacques Deslauriers, commerçant, 766, de Longpré, et Pierre Deslauriers, ingénieur, 904, Place Bon-Air, ces deux derniers de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de gestion et de portefeuille, sous le nom de « Immeubles Dupuy inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 27-67

L. A. Hébert Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-André Hébert, contractor, Jeanne Perras, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis-André Hébert, and Léandre Ampleman, accountant, all three of St-Constant, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "L. A. Hébert Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Constant, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5382-66

Hexatec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edward J. Druker, advocate, 5763 McMurray, Côte-St-Luc, Jack Boidman, law clerk, 6205 Fielding, Montreal, and Charmian Silver, secretary, wife separate as to property of Don Silver, 40 Place Côte-Vertu, St-Laurent, for the following purposes:

To engage in and carry on a complete drafting, detailing and designing service for industry, professions and business generally, under the name of "Hexatec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 21 Springfield Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 5394-66

Immeubles Dupuy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Deslauriers, businessman, 8475 De Garonne, Charlesbourg, Jacques Deslauriers, merchant, 766 de Longpré, and Pierre Deslauriers, engineer, 904 Bon-Air Place, the latter two of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, management and holding company, under the name of "Immeubles Dupuy inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 355, rue Dupuy, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5437-66

The head office of the company is at 355 Dupuy Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

18570

5437-66

Immeubles Jacques Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lionel Jacques, commerçant, Jean-Guy Jacques, comptable, tous deux de 930, Bowen sud, et Lucien Dion, comptable agréé, 148, Gagnon, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Jacques Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5432-66

Immeubles Jacques Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Jacques, trader, Jean-Guy Jacques, accountant, both of 930 Bowen south, and Lucien Dion, chartered accountant, 148 Gagnon, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Jacques Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

18570

5432-66

Industrial Knitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Harvey Crestohl, 158, avenue Lockhart, Mont Royal, Avrum Cohen, 4460, 3^e rue, Laval, tous deux avocats, et Beverlee Glassman, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben Glassman, 6300, avenue Lennox, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de tricots, sous le nom de « Industrial Knitting Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5458-66

Industrial Knitting Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harvey Crestohl, 158 Lockhart Avenue, Mount Royal, Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, Laval, both advocates, and Beverlee Glassman, secretary, wife separate as to property of Ben Glassman, 6300 Lennox Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in knitted goods of all kinds, under the name of "Industrial Knitting Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

18570-o

5458-66

Italcasa Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, tous deux de Laval, et Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et effets de toutes sortes, sous le nom de « Italcasa Import Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6961, rue Henri-Julien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5343-66

Italcasa Import Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, both of Laval, and Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Italcasa Import Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6961 Henri-Julien Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

18570-o

5343-66

Italo Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Italo Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard-C. Forest, notaire, 3760, Harvard, René Forest, fonctionnaire, 4343, Earncliffe, et Guy Lacoste, notaire, 3787, Vendôme, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de « Italo Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 675, 16e avenue, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5414-66

Jalumar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lucien Couture, gérant, 18, 14e avenue Drummondville, Jacques Faucher, commis de bureau, 556 rue Ferland, Drummondville, et Jean-Marie Couture, commis de bureau, 139, Cormier, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jalumar inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune, 890 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 20 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

4569-66

Jean Talon automobile Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, Arcand, Montréal, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et quincailliers et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Jean Talon automobile Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5390-66

Journal-Administration Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966,

28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard-C. Forest, notary, 3760 Harvard, René Forest, civil servant, 4343 Earncliffe, and Guy Lacoste, notary, 3787 Vendôme, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as general contractors for the construction of public and private works, under the name of "Italo Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 675, 16th Avenue, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5414-66

Jalumar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Couture, manager, 18, 14th Ave., Drummondville, Jacques Faucher, office clerk, 556 Ferland St. Drummondville, and Jean-Marie Couture, office clerk, 139 Cormier, Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Jalumar inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each, 890 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 20 preferred class "B" shares of a nominal value of \$50 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

4569-66

Jean Talon automobile Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, Lise Marsolais, secretary, fille majeure, 2577 Arcand, Montreal, et André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as garagemen and hardware dealers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Jean Talon automobile Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

5390-66

Journal-Administration Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, in-

constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, 26, avenue Sunnyside, Réjane Laberge, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, Decasson, tous deux de Westmount, et Fernand Lalonde, 4902, Roslyn, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs et livreurs, sous le nom de « Journal-Administration ltée », avec un capital composé de 4,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5335-66

Les Jouvencelles de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Rocheleau, assureur-vie, 144, Lelièvre, Normand Rocheleau, opérateur, 131, Grande-Allée, et Michel Coutu, journaliste, 7A, rue Laurendeau, tous trois de Montréal-Est, pour les objets suivants:

Établir et diriger un corps de majorettes, de mignonette, de cadets, de clairons et de musique, de culture physique et autres, sous le nom de « Les Jouvencelles de l'Est inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

13-67

Klondyke Trailer Park & Camping Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, William Levitt, 4869, Dornal, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, 5871, Melling, Côte St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des parcs pour roulettes, des garages, des terrains de stationnement, maison d'entreposage et autres endroits pour le stationnement de roulottes et toutes sortes de véhicules automobiles, sous le nom de « Klondyke Trailer Park & Camping Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Luc, comté de St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5396-66

Emmanuel Labbé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre, 1966, constituant en corporation: Emmanuel Labbé, cultivateur, Yvette Létourneau, ménagère, épouse

corporate: Christophe-Antoine Geoffrion, 26 Sunnyside Avenue, Réjane Laberge, wife separate as to property of Émile Colas, 25, Decasson, both of Westmount, and Fernand Lalonde, 4902, Roslyn, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, bookbinders and booksellers, under the name of "Journal-Administration ltée", with a capital stock of 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5335-66

Les Jouvencelles de l'Est inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Rocheleau, life insurance agent, 144 Lelièvre, Normand Rocheleau, operator, 131 Grande-Allée, and Michel Coutu, journalist, 7A Laurendeau Street, all three of Montreal-Est, for the following purposes:

To establish and conduct a group of majorettes, mognonnettes, cadets, bugles and music, physical culture and others, under the name of "Les Jouvencelles de l'Est inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable properties that the corporation may acquire and possess is \$5,000.

The head office of the corporation is at Montreal-Est, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

13-67

Klondyke Trailer Park & Camping Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, William Levitt, 4869 Dornal, both of Montreal, and Jack Shayne, 5871 Melling, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To operate and manage trailer parks, garages, parking lots, warehouses and other places for the parking of trailers and motor vehicles of all kinds, under the name of "Klondyke Trailer Park & Camping Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Luc, county of St-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5396-66

Emmanuel Labbé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Emmanuel Labbé, farmer, Yvette Létourneau, housewife, wife contractually se-

contractuellement séparée de biens dudit Emmanuel Labbé, tous deux de St-François, Ile d'Orléans, et Pierre Joli-Coeur, avocat, 1312, Teillet, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pommes de terre ainsi que de tous produits agricoles et de leurs sous-produits, sous le nom de « Emmanuel Labbé inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-François, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5357-66

Lachine Metal Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Paul Timbro, industriel, Jeanne d'Arc Lanthier, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul Timbro, tous deux de 685, 16e avenue, et Victor Timbro, commerçant, 905, 7e avenue, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de feuilles de métal, sous le nom de « Lachine Metal Works Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 925, 14e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5372-66

Lachine Tire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Claude Durocher, 318, Duquette, Lawrence Rose, 296, Colonia, tous deux de Châteauguay, et Robert Croze, 2355, Duff Court, app. 17, Lachine, tous trois propriétaires de garage pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Lachine Tire Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 578, boulevard St-Joseph, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-0 5389-66

René Laguë inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Irenée Laguë, commerçant, Vilma Lucente, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Irenée Laguë, et Pierre Laguë, commerçant, tous trois de 689, boulevard St-Luc, St-Luc, pour les objets suivants:

parate as to property of said Emmanuel Labbé, both of St-François, Ile d'Orléans, and Pierre Joli-Coeur, lawyer, 1312 Teillet, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in potatoes as well as in all agricultural products and their by-products, under the name of "Emmanuel Labbé inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St-François, Ile d'Orléans, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5357-66

Lachine Metal Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Timbro, industrialist, Jeanne d'Arc Lanthier, housewife, wife common as to property of said Paul Timbro, both of 685, 16th Avenue, and Victor Timbro, trader, 905, 7th Avenue, all three of Lachine, for the following purposes:

To deal in metal sheets, under the name of "Lachine Metal Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 945, 14th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5372-66

Lachine Tire Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Durocher, 318 Duquette, Lawrence Rose, 296 Colonia, both of Châteauguay, and Robert Croze, 2355 Duff Court, Apt. 17, Lachine, all three garage proprietors, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Lachine Tire Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 578 St-Joseph Boulevard, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5389-66

René Laguë inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irenée Laguë, trader, Vilma Lucente, housewife, wife contractually separate as to property of the said Irenée Laguë, and Pierre Laguë, trader, all three of 689 St-Luc Boulevard, St-Luc, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « René Laguë inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 689, boulevard St-Luc, St-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

4379-66

J. A. Landry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Jacques Taschereau, 315, Laurier, François Rainville, 1348, Frontenac, tous deux notaires, de Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme grossistes en alimentation et en fournitures diverses, sous le nom de « J. A. Landry inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

38-67

Laurex électronique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Gilbert Lamoureux, notaire, 10842, Wilfrid-St-Louis, Montréal-Nord, Andrée Demers, secrétaire, fille majeure, 52, des Plaines, Laval, et Hélène Lamoureux, secrétaire, fille majeure, 10610, Verville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils électriques, sous le nom de « Laurex électronique ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10957, boulevard Pie IX, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

20-67

Lavauto de Lévis limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Anatole Corriveau, avocat, 850, Casot, Yves Potvin, comptable agréé, 1475, Maréchal-Foch, tous deux de Québec, et Guy Leblond, comptable, 758, Chanoine-Scott, app. 2, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de lavage d'automobiles et de vente d'essence, sous le nom de « Lavauto de Lévis limitée », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale.

To carry on business dealing in all kinds of heating apparatus or systems, under the name of "René Laguë inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 689 St-Luc Boulevard, St-Luc, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

4379-66

J. A. Landry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Taschereau, 315 Laurier, François Rainville, 1348 Frontenac, both notaries of Quebec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, 300 Valcartier, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as food and various provisions wholesalers, under the name of "J. A. Landry inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

38-67

Laurex électronique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert Lamoureux, notary, 10842 Wilfrid-St-Louis, Montreal-North, Andrée Demers, secretary, fille majeure, 52 des Plaines, Laval, and Hélène Lamoureux, secretary, fille majeure, 10610 Verville, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of electrical appliances, under the name of "Laurex électronique ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10957 Pie IX Boulevard, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

20-67

Lavauto de Lévis limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Anatole Corriveau, lawyer, 850 Casot, Yves Potvin, chartered accountant, 1475 Maréchal-Foch, both of Quebec, and Guy Leblond, accountant, 758 Chanoine-Scott, Apt. 2, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in the washing of automobiles and to sell gas, under the name of "Lavauto de Lévis limitée", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value.

Le siège social de la compagnie est 1130, avenue Fournier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5356-66

P. E. Lavoie autos limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Maurice Simard, vendeur, 1243, rue Bizet, Dr André Guimont, médecin, 445, rue Plamondon, et Jean-Marc Lavoie, avocat, 251, rue Carroussel, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et quincailliers et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « P. E. Lavoie autos limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 3,200 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 127, boulevard de la Grande-Baie, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 233-67

Lee-Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, C. Ralph Lipper, 4350, ouest, rue Sherbrooke, tous deux de Montréal, et Harry Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme marchands de marchandises sèches, fourreurs, drapiers, merciers, bonnetiers, vendeurs de gros et en détail, sous le nom de « Lee-Son Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1470, rue Peel, suite 915, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5363-66

Les Loisirs de Pointe-du-Lac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Dugré, organisateur syndical, Georges-Henri Denoncourt, cultivateur, et Jean-Paul Boisvert, gérant de caisse populaire, tous trois de Pointe-du-Lac, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Pointe-du-Lac inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Pointe-du-Lac, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 31-67

The head office of the company is at 1130 Fournier Avenue, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5356-66

P. E. Lavoie autos limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Simard, salesman, 1243 Bizet Street, Dr. André Guimont, doctor, 445 Plamondon Street, and Jean-Marc Lavoie, lawyer, 251 Carroussel Street, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and hardware merchants and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "P. E. Lavoie autos limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$5 each and into 3,200 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at 127 de la Grande-Baie Boulevard, Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 233-67

Lee-Son Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, C. Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke Street West, both of Montreal, and Harry Aronovitch, 5623 Randall Avenue, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as dry goods merchants, furriers, clothiers, haberdashers, hosiers, wholesale and retail dealers, under the name of "Lee-Son Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the value of \$1 each.

The head office of the company is at 1470 Peel Street, Room 915, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 5363-66

Les Loisirs de Pointe-du-Lac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean Dugré, syndicate organizer, Georges-Henri Denoncourt, farmer, and Jean-Paul Boisvert, manager of caisse populaire, all three of Pointe-du-Lac, for the following purposes:

Organization of recreations, under the name of "Les Loisirs de Pointe-du-Lac inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and possess is \$20,000.

The head office of the corporation is at Pointe-du-Lac, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 31-67

Les Loisirs de St-Raphaël inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Rémillard, registraire, Armand Picard, comptable, Jean-Paul Beaulieu, agent vendeur, Yvonne Nadeau, ménagère, veuve d'Adélard Jolin, Henri Charest, contremaitre, Gérard Bélanger, commis, et Alphonse Théberge, industriel, tous sept de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de St-Raphaël inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

4565-66

Plateau Loranger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Chartier, 157, Désilets, Trois-Rivières, Gilles Gauthier, 56a, Notre-Dame, Louiseville, tous deux avocats, Florentine Tourigny, 562, Ste-Ursule, Trois-Rivières, Thérèse Marchand, 488, Julien, Cap-de-la-Madeleine, et Yolande Paquette, 464, 4^e rue, Cap-de-la-Madeleine, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Plateau Loranger inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

4957-66

**Louage d'autos B. T. inc.
B. T. Auto Leasing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Lessard, avocat, 1019, rue Moffat, Verdun, Louis-Rhéal Tremblay, 43, rue Ritchot, et Gilles Thouin, 561, rue Notre-Dame, ces deux derniers avocats, de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la location de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Louage d'autos B. T. inc. — B. T. Auto Leasing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Les Loisirs de St-Raphaël inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymond Rémillard, registrar, Armand Picard, accountant, Jean-Paul Beaulieu, salesman agent, Yvonne Nadeau, housewife, widow of Adélard Jolin, Henri Charest, foreman, Gérard Bélanger, clerk, and Alphonse Théberge, industrialist, all seven of Saint-Raphaël, county of Bellechasse, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Les Loisirs de St-Raphaël inc."

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Raphaël, county of Bellechasse, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

4565-66

Plateau Loranger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Chartier, 157 Désilets, Trois-Rivières, Gilles Gauthier, 56a Notre-Dame, Louiseville, both advocates, Florentine Tourigny, 562 Ste-Ursule, Trois-Rivières, Thérèse Marchand, 488 Julien, Cap-de-la-Madeleine, and Yolande Paquette, 464, 4th St., Cap-de-la-Madeleine, the three latter secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Plateau Loranger inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

4957-66

**Louage d'autos B. T. inc.
B. T. Auto Leasing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lessard, lawyer, 1019 Moffat Street, Verdun, Louis-Rhéal Tremblay, 43 Ritchot Street, and Gilles Thouin, 561 Notre-Dame Street, the latter two lawyers of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to rent motor vehicles of all kinds, under the name of "Louage d'autos B. T. inc. — B. T. Auto Leasing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 200 class "A" shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 600, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

4513-66

The head office of the company is at 600 Notre-Dame Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

18570

4513-66

J. P. MacKimmie Funeral Home Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Willard M. C. Steeves, avocat, 78 chemin Brownsburg, Denise Tessier, secrétaire, fille majeure, 232, rue Hamford, tous deux de Lachute, et Robert Armstrong, courtier d'assurance, 365, rue des Érables, Brownsburg, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompe funèbres, sous le nom de « J. P. MacKimmie Funeral Home Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 660, rue Principale, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

74-67

J. P. MacKimmie Funeral Home Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Willard M. C. Steeves, lawyer, 78 Brownsburg Road, Denise Tessier, secretary, fille majeure, 232 Hamford Street, both of Lachute, and Robert Armstrong, insurance broker, 365 Maple Street, Brownsburg, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors, under the name of "J. P. MacKimmie Funeral Home Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 660 Main Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-0

74-67

Management Consultants for Construction and Industry Inc.

Conseillers en administration

pour l'Industrie et la Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: John Michelin, 5200, Prince de Galles, Montréal, Jason Ruby, 47, place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Evelyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, avenue Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité de conseillers et consultants dans toutes entreprises scientifiques, commerces et activités, sous le nom de « Management Consultants for Construction and Industry Inc.—Conseillers en administration pour l'Industrie et la Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5359-66

Management Consultants for Construction and Industry Inc.

Conseillers en administration

pour l'Industrie et la Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Michelin, 5200 Prince of Wales, Montreal, Jason Ruby, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Evelyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and advisors in all scientific enterprises, businesses and operations, under the name of "Management Consultants for Construction and Industry Inc.—Conseillers en administration pour l'Industrie et la Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-0

5359-66

**Manoir Sacré-Coeur
Sacred Heart Manor**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Monsieur l'abbé Roland Pilon, prêtre, James J. Ward, agent d'assurances, Lorrain Amyotte, garagiste, Édouard Audet, contremaître, Kenneth Rose, fonctionnaire, François-Xavier Bertrand, commerçant, tous six de Fort-Coulonge, Hector La Salle, commerçant, Grand-Calumet, Dr Roland-J. Chrétien, chirurgien dentiste, Edgar-L.

**Manoir Sacré-Coeur
Sacred Heart Manor**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital, Father Roland Pilon, priest, James J. Ward: insurance agent, Lorrain Amyotte, garageman, Édouard Audet, foreman, Kenneth Rose, civil servant, François-Xavier Bertrand, trader, all six of Fort-Coulonge, Hector La Salle, trader, Grand-Calumet, Dr. Roland-J. Chrétien, dental surgeon, Edgar-L. Allard, advocate, both of

Allard, avocat, tous deux de Campbell's Bay, Jean Vaillancourt, fonctionnaire, Maurice Allard, commerçant, tous deux de Chapeau, et Simon Corriveau, cultivateur, Litchfield, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Manoir Sacré-Coeur — Sacred Heart Manor ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Mansfield et Pontefract, district judiciaire de Pontiac.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

4577-66

Marc Shoes Jobbers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Maurice Rochette, administrateur, 3975, rue St-Zotique est, Claudette Raymond, secrétaire, fille majeure, 561, boulevard Crémazie est, et Gaétan Lussier, comptable, 2065, rue Sauriol est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Marc Shoes Jobbers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

95-67

Marjo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Alesius Nagine, constructeur, Marcelle Jakubauskas, ménagère, épouse légalement séparée de biens dudit Alesius Nagine, et Joyce Nagine, administratrice, épouse légalement séparée de biens et de corps de Alexander Biega, tous trois de Vaudreuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Marjo inc. », avec un capital total de \$500,750, divisé en 10 actions ordinaires de \$25 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

4518-66

Meklyn Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, 5711, avenue Edgemore, Côte St-Luc, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal

Campbell's Bay, Jean Vaillancourt, civil servant, Maurice Allard, trader, both of Chapeau, and Simon Corriveau, farmer, Litchfield, for the following purposes:

To give aged couples and aged persons of both sexes a home, permitting them to live in safety and in an atmosphere of true family spirit, under the name of "Manoir Sacré-Coeur — Sacred Heart Manor".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Mansfield and Pontefract, judicial district of Pontiac.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

4577-66

Marc Shoes Jobbers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Rochette, administrator, 3975 St-Zotique St. East, Claudette Raymond, secretary, fille majeure, 561 Crémazie Boulevard East, and Gaétan Lussier, accountant, 2065 Sauriol St. East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Marc Shoes Jobbers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

95-67

Marjo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alesius Nagine, builder, Marcelle Jakubauskas, housewife, wife legally separate as to property of the said Alesius Nagine, and Joyce Nagine, administrator, wife legally separate as to bed and board of Alexander Biega, all three of Vaudreuil, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Marjo inc.", with a total capital stock of \$500,750, divided into 10 common shares of \$25 each, 5,000 preferred class "A" shares of \$100 each and 100 preferred class "B" shares of \$5 each.

The head office of the company is at Vaudreuil, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

4518-66

Meklyn Investment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, 5711 Edgemore Avenue, Côte St-Luc, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, and

Ouest, et Morton Bell, 701, avenue Bertrand, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Meklyn Investment Ltd. », avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1765, boulevard Fortin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5399-66

Menuiserie D. Pouliot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Dominique Pouliot, entrepreneur général, Colette Verret, ménagère, épouse dudit Dominique Pouliot, tous deux de 925, rue Drolet, et François Pouliot, menuisier, 87, Crémazie est, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Menuiserie D. Pouliot inc. », avec un capital divisé en 150 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 927, rue Drolet, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5420-66

Miami Ornementale Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Robert Lafrance, industriel, Claire Duval, ménagère, épouse, commune en biens dudit Robert Lafrance, et Gilles Lafrance, contremaître, tous trois de 1742, rue Murray, Laffèche, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et objets en fer, servant à la décoration, ou entrant dans la construction d'immeubles, sous le nom de « Miami Ornementale Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 950 actions privilégiées classe « B » de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2300, Côte Noire, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-0

5009-66

Modella Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5200, Prince de Galles, tous deux avocats, et Evelyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Morton Bell, 701 Bertrand Avenue, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Meklyn Investment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1765 Fortin Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-0

5399-66

Menuiserie D. Pouliot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dominique Pouliot, general contractor, Colette Verret, housewife, wife of said Dominique Pouliot, both of 925 Drolet Street, and François Pouliot, carpenter, 87 Crémazie East, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Menuiserie D. Pouliot inc.", with a capital stock divided into 150 common shares without nominal value and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 927 Drolet Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5420-66

Miami Ornementale Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Lafrance, industrialist, Claire Duval, housewife, wife common as to property of said Robert Lafrance, and Gilles Lafrance, foreman, all three of 1742 Murray Street, Laffèche, for the following purposes:

To deal in iron articles and objects, serving as decorations, or in the construction of immovables, under the name of "Miami Ornementale Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 250 common shares of \$10 each, 1,000 preferred class "A" of \$10 each and into 950 preferred class "B" shares of \$50 each.

The head office of the company is at 2300 Côte Noire, Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5009-66

Modella Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5200 Prince of Wales, both advocates, and Evelyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et effets, sous le nom de « Modella Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5391-66

**Mont Gilford Stables Ltd.
Les Écuries Mont-Gilford Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Peter E. Graham, 3610, Durocher, Montréal, Robert J. Stocks, 736, Upper Lansdown, Westmount, tous deux avocats, et John McDougall, avocat et conseil en Loi de la reine, 226, Fairfield, Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de chevaux, sous le nom de « Mont Gilford Stables Ltd.—Les Écuries Mont-Gilford Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5340-66

**Montreal Food Provisionners Inc.
Les Fournisseurs d'Aliments de Montréal inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Monique Bédard, commis, fille majeure, 6682, 2^e avenue, Nicole Laporte, secrétaire, fille majeure, 8082, St-Denis, toutes deux de Montréal, et Edward John Delaney, mécanicien d'ascenseurs, 42, Bar Le Duc, Lorraine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes, volailles, et animaux de toutes sortes, sous le nom de « Montreal Food Provisionners Inc.—Les Fournisseurs d'Aliments de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6682, 2^e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5403-66

Morrisette asphalte Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Benoît Morrisette, entrepreneur, Fernande Leduc, secrétaire, épouse commune en biens dudit Benoît Morrisette, tous deux de 230, boulevard Providence, et Marcel Leduc, facteur, 406A, rue Principale, tous trois de Lachute, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Modella Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5391-66

**Mont Gilford Stables Ltd.
Les Écuries Mont-Gilford Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter E. Graham, 3610 Durocher, Montreal, Robert J. Stocks, 736 Upper Lansdown, Westmount, both advocates, and John McDougall, advocate and Queen's Counsel, 226 Fairfield, Rosemère, for the following purposes:

To deal in all kinds of horses, under the name of "Mont Gilford Stables Ltd.—Les Écuries Mont-Gilford Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5340-66

**Montreal Food Provisionners Inc.
Les Fournisseurs d'Aliments de Montréal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monique Bédard, clerk, fille majeure, 6682, 2nd Avenue, Nicole Laporte, secretary, fille majeure, 8082 St-Denis, both of Montreal, and Edward John Delaney, elevator mechanic, 42 Bar Le Duc, Lorraine, for the following purposes:

To deal in alimentary products, groceries, meats, poultry and animals of all kinds, under the name of "Montreal Food Provisionners Inc.—Les Fournisseurs d'Aliments de Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6682, 2nd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Assistant Secretary of the Province.
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5403-66

Morrisette asphalte Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoît Morrisette, contractor, Fernande Leduc, secretary, wife common as to property of the said Benoît Morrisette, both of 230 Providence Boulevard, and Marcel Leduc, postman, 406A Main Street, all three of Lachute, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving works and construction of all kinds, under

sortes, sous le nom de « Morrisette asphalte ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5150-66

Motel St-Hyacinthe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gérard Lagueur, commerçant, 4825, boulevard Laurier, Douville, Roland Beaupré, comptable, 1280, rue Dorval, Sherbrooke, et Maurice Busque, comptable, 224, Alexandre, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel St-Hyacinthe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 5375-66

Les Moulures Laval inc. Laval Moulding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Daniel Manseau, clerc, 3221, rue Forest Hill, Montréal, Monique Robitaille, secrétaire, fille majeure, 124, 64e avenue, LaSalle, et Marie-Ange Lapalme, secrétaire, veuve de Victor Daigneault, 1008, chemin d'Oka, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Moulures Laval inc. — Laval Moulding Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6325, boulevard Lafayette, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 4673-66

Musée d'Art de Joliette

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Révérends Pères Wilfrid Corbeil, Fernand Cuerrier et Lionel Cloutier, tous trois religieux, clercs de St-Viateur, du Séminaire de Joliette, Joliette, pour les objets suivants:

Établir un musée d'oeuvres artistiques, peintures, sculptures et autres, sous le nom de « Musée d'Art de Joliette ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

the name of "Morrisette asphalte ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5150-66

Motel St-Hyacinthe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Lagueur, trader, 4825 Laurier Boulevard, Douville, Roland Beaupré, accountant, 1280 Dorval Street, Sherbrooke, and Maurice Busque, accountant, 224 Alexandre, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel St-Hyacinthe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 5375-66

Les Moulures Laval inc. Laval Moulding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Manseau, clerk, 3221 Forest Hill St., Montreal, Monique Robitaille, secretary, fille majeure, 124, 64th Ave., LaSalle, and Marie-Ange Lapalme, secretary, widow of Victor Daigneault, 1008 Oka Road, Two-Mountains, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Les Moulures Laval inc. — Laval Moulding Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6325 Lafayette Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 4673-66

Musée d'Art de Joliette

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Reverend Fathers Wilfrid Corbeil, Fernand Cuerrier and Lionel Cloutier, all three priests, clergymen of St-Viateur, Joliette Seminary, Joliette, for the following purposes:

To establish a museum of artistical works, paintings, sculptures and others, under the name of "Musée d'Art de Joliette".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5365-66

New Style Woodwork Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Harry Neuman, entrepreneur, Ida Neuman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Neuman, tous deux de 3875, avenue Kevin, Montréal, et Jack Maged, comptable, 323, rue Tait, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de « New Style Woodwork Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3875, avenue, St-Kevin, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5179-66

Pan-Rhodian Association of Montreal "Colossos"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Nicolaos Kritikos, surintendant, 9504 est, rue Sherbrooke, Vasilios Pelecanos, boucher, 3550, rue Clark, Emmanuel Anastasou, camionneur, 3715 est, rue Laurier, app. 5, trois de Montréal, et Vassilios Athanasiou, vendeur, 2, Place David, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Enseigner les principes, les idéaux et les doctrines de la citoyenneté canadienne aux personnes de nationalité grecque résidant au Canada, sous le nom de « Pan-Rhodian Association of Montreal "Colossos" ».

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de \$2,000.

Le siège social de la corporation est à 2, Place David, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

4191-66

Les Pervenches de Repentigny inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de janvier 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Lessard, 1019, rue Moffat, Verdun, Louis-Rhéal Tremblay, 42, rue Ritchot, Repentigny, tous deux avocats, et Jacques Laurier, étudiant, 7821, rue Sainte-Claire, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un corps de majorettes, sous le nom de « Les Pervenches de Repentigny inc. ».

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5365-66

New Style Woodwork Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Neuman, contractor, Ida Neuman, housewife, wife of the said Harry Neuman, both of 3875 Kevin Avenue, Montreal, and Jack Maged, accountant, 323 Tait Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "New Style Woodwork Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3875 St. Kevin Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5179-66

Pan-Rhodian Association of Montreal "Colossos"

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Nicolaos Kritikos, superintendent, 9504 Sherbrooke Street East, Vasilios Pelecanos, butcher, 3550 Clark Street, Emmanuel Anastasou, trucker, 3715 Laurier Street East, Apt. 5, all three of Montreal, and Vassilios Athanasiou, salesman, 2 David Place, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To teach persons of Greek nationality residing in Canada the principles, ideals and doctrines of the Canadian Citizenship, under the name of "Pan-Rhodian Association of Montreal "Colossos".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$2,000.

The head office of the corporation is at 2 David Place, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

4191-66

Les Pervenches de Repentigny inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Lessard, 1019 Moffat Street, Verdun, Louis-Rhéal Tremblay, 42 Ritchot Street, Repentigny, both lawyers, and Jacques Laurier, student, 7821 Sainte-Claire Street, Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a majorette corps, under the name of "Les Pervenches de Repentigny inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 570, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o 2852-66

The Pizza Chef Inc.
Le Chef des Pizzas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Richard Gareau, avocat, 11771, de Poutrincourt, Liette M. Parent, secrétaire, épouse séparée de biens de J.-J. Parent, 2449, avenue Benny, tous deux de Montréal, et Milton Brock, administrateur d'affaires, 251, ouest 19e rue, New-York, N.-Y. des États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « The Pizza Chef Inc. — Le Chef des Pizzas inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 635, ouest, boulevard Dorchester, suite 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 5435-66

Playboy Club (Montreal) Inc.
Club Playboy (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat et conseil en Loi de la reine, 2300, St-Mathieu, Lorraine Larrivée, 3350, Linton, et Constance Desmarais, 10587, St-Hubert, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, taverne, bar, cabaret, auberge, boîte de nuit, restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Playboy Club (Montreal) Inc. — Club Playboy (Montréal) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2081-2085, Aylmer, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570 4795-66

L. G. Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Aron Lieberman, manufacturier, 3453, boulevard St-Laurent, Edward Samuel Berger, avocat, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 159, ouest, rue Craig, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 570 Notre-Dame Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570 2852-66

The Pizza Chef Inc.
Le Chef des Pizzas inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Gareau, advocate, 11771 de Poutrincourt, Liette M. Parent, secretary, wife separate as to property of J.-J. Parent, 2449 Benny Avenue, both of Montreal, and Milton Brock, business executive, 251, 19th Street West, New-York, N.-Y., of the United States of America, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "The Pizza Chef Inc. — Le Chef des Pizzas inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 5435-66

Playboy Club (Montreal) Inc.
Club Playboy (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Lajeunesse, lawyer and Queen's Counsel, 2300 St-Mathieu, Lorraine Larrivée, 3350 Linton, and Constance Desmarais, 10587 St-Hubert, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, bar, saloon, public house, night club, restaurant or any combination thereof, under the name of "Playboy Club (Montreal) Inc. — Club Playboy (Montréal) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2081-2085 Aylmer, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o 4795-66

L. G. Plaza Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aron Lieberman, manufacturer, 3453 St. Lawrence Boulevard, Edward Samuel Berger, advocate, and Martha Bent, secretary, fille majeure, the latter two of 159 Craig Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « L. G. Plaza Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5215-66

Raymond industries inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Lauraine Tremblay, 641, Perreault, Sidonia Tremblay, 645, Perreault, tous deux camionneurs, et Rosaire Tremblay, chauffeur, 83, Bois, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de minerais, métaux, produits chimiques et autres préparations, sous le nom de « Raymond industries inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 430, avenue Noël, Sept-Iles, district judiciaire de Haute-riève.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

34-67

Romar (d'Anjou) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, 615, Westluka, Côte-St-Luc, Baruch Pollack, 6085, de Vimy, Montréal, tous deux avocats, Jpyce Issac, 955, Plymouth, Mont Royal, et Lorna Dafter, 4972, Belleville, Pierrefonds, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames, sous le nom de « Romar (d'Anjou) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5400-66

S. O. S. Drywall inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de janvier, 1967, constituant en corporation: Réginald Létourneau, 404, Lahaie, Laval, Raymond Ouellet, 6604a, rue de Gaspé, Montréal, et Gilles Gagnon 5355, 17^e avenue, Montréal, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits et matériaux de toutes sortes, sous le nom de « S. O. S. Drywall inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

To carry on the business of a real estate company, under the name of "L. G. Plaza Inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5215-66

Raymond industries inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lauraine Tremblay, 641 Perreault, Sidonia Tremblay, 645 Perreault, both truckers, and Rosaire Tremblay, chauffeur, 83 Bois, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To deal in minerals, metals, chemical products and other preparations, under the name of "Raymond industries inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 430 Noël Avenue, Sept-Iles, judicial district of Haute-riève.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570

34-67

Romar (d'Anjou) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Greenbaum, 615 Westluka, Côte St-Luc, Baruch Pollack, 6085 de Vimy, Montreal, both advocates, Joyce Issac, 955 Plymouth, Mount Royal, and Lorna Dafter, 4972 Belleville, Pierrefonds, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in women's apparel, under the name of "Romar (d'Anjou) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5400-66

S. O. S. Drywall inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réginald Létourneau, 404 Lahaie, Laval, Raymond Ouellet, 6604a de Gaspé St., Montreal, and Gilles Gagnon, 5355, 17th Avenue, Montreal, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products and materials, under the name of "S. O. S. Drywall inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

239-67

St. Regis Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906, avenue Fulton, tous deux avocats, de Montréal, et Harry Aronovitch, avocat et conseil en Loi de la reine, 5623, avenue Randall, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « St. Regis Building Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5410-66

Salle Horizon Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Henriot Bienvenu, agent d'assurances, 1211, St-Charles, Martial Viens, restaurateur, route nationale, et Gilbert Denicourt, notaire, 1122, Union, tous trois de St-Césaire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Salle Horizon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Césaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

68-67

Samson Beauty Salon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte St-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Oscar Resnitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de beauté, sous le nom de « Samson Beauty Salon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

5360-66

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

239-67

St. Regis Building Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906 Fulton Avenue, both advocates, of Montreal, and Harry Aronovitch, advocate and Queen's Counsel, 5623 Randall Avenue, Côte St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "St. Regis Building Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville-Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5410-66

Salle Horizon Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henriot Bienvenu, insurance agent, 1211 St-Charles, Martial Viens, restaurant keepers, National Route, and Gilbert Denicourt, notary, 1122 Union, all three of St-Césaire, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Salle Horizon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at St-Césaire, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

68-67

Samson Beauty Salon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte St-Luc, both advocates and Queen's Counsels, Oscar Resnitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, the latter two advocates, for the following purposes:

To operate a beauty salon, under the name of "Samson Beauty Salon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5360-66

Sound Installations (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Théodore William Martinson, 4217, avenue Western, Westmount, Colin Richard Chisholm, 736, 41^e avenue, LaSalle, tous deux commis, et Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'équipement électrique, électronique, sonore et de reproduction, sous le nom de « Sound Installations (Quebec) Limited », avec un capital-actions divisé en 4,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

4875-66

Stern Draperies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Mark Abramowitz, 7461, chemin Kingsley, Côte St-Luc, Léon Jedeikin, 5761, chemin Côte St-Luc, Hampstead, et Philip Shaposnick, 5485, avenue Coolbrook, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de draperies, rideaux, couvre-pieds, oreillers, traversins, édredons, taies d'oreillers, tissus de rembourrage, accessoires de draperies et tentures, sous le nom de « Stern Draperies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5830, avenue Westminister, Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5263-66

**Tapis Imperial inc.
Imperial Carpets Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Solange Turmel, célibataire, 242 est, rue Laurier, André Papillon, 3240, Cadillac, et Rolland Papillon, 11420, Plaza, tous trois marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tapis, couvre-planchers et autres garnitures de maison et produits connexes, sous le nom de « Tapis Imperial inc. — Imperial Carpets Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

5460-66

Le Théâtre des Marguerites inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Sound Installations (Quebec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Théodore William Martinson, 4217 Western Avenue, Westmount, Colin Richard Chisholm, 736, 41st Avenue, LaSalle, both clerks, and Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montréal, for the following purposes:

To deal in electrical, electronics, sound and reproducing equipment, under the name of "Sound Installations (Quebec) Limited", with a capital stock divided into 4,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

4875-66

Stern Draperies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mark Abramowitz, 7461 Kingsley Road, Côte St-Luc, Léon Jedeikin, 5761 Côte St-Luc Road, Hampstead, and Philip Shaposnick, 5485 Coolbrook Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in draperies, curtains, bedspreads, pillows, bolsters, quilts, slip covers, upholstery fabrics, drapery hardware and hangings, under the name of "Stern Draperies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5830 Westminister Avenue, Côte St-Luc, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5263-66

**Tapis Imperial inc.
Imperial Carpets Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Solange Turmel, spinster, 242, Laurier Street East, André Papillon, 3240 Cadillac, and Rolland Papillon, 11420 Plaza, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To deal in rugs, floor coverings and other home improvement and allied consumer products, under the name of "Tapis Imperial inc. — Imperial Carpets Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18570-o

5460-66

Le Théâtre des Marguerites inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Georges Carrère, comédien, Mariette Duval, comédienne, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges Carrère, tous deux de 5567, Wilderton, Montréal, et Léonie Silipo, rentière, veuve non remariée de Gaston Carrère, 258, Willowdale, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Le Théâtre des Marguerites inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

249-67

**Timco Smelters Inc.
Les Fonderies Timco inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Howard Grief, 854, avenue Wiseman, Montréal, Joseph P. Miller, 120, 90e Avenue, LaSalle, tous deux avocats, et Yvon Ostiguy, commis, 55, rue Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de métaux et de produits en métal, sous le nom de « Timco Smelters Inc. — Les Fonderies Timco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,990 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 90, rue Prince, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

3-67

Trans-Sonor limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1967, constituant en corporation: François Rhéaume, courtier en valeur mobilières, 442, rue Lafontaine, Gérard Landry, opérateur de musique, 55, rue St-Louis, et Guy Renaud, comptable agréé, 124, Lafontaine, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous appareils, articles, machines, outillages, dispositifs et accessoires employés dans la réception ou la transmission par les airs d'images et sons de toutes sortes, sous le nom de « Trans-Sonor limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

5132-66

505 Administration inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Arthur Kay, administrateur, 3500, Parc Lafontaine, Jacques Rolland, avocat, 1663, rue Linden, tous deux de

20th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Carrère, actor, Mariette Duval, actress, wife contractually separate as to property of Georges Carrère, both of 5567 Wilderton, Montreal, and Léonie Silipo, annuitant, unmarried widow of Gaston Carrère, 258 Willowdale, Outremont, for the following purposes:

To operate a business consisting in furnishing amusement to the public, under the name of "Le Théâtre des Marguerites inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

249-67

**Timco Smelters Inc.
Les Fonderies Timco inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Howard Grief, 854 Wiseman Avenue, Montreal, Joseph P. Miller, 120, 90th Avenue, LaSalle, both advocates, and Yvon Ostiguy, clerk, 55 Ostiguy Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals and metal products, under the name of "Timco Smelters Inc. — Les Fonderies Timco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each and 3,990 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 90 Prince Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

3-67

Trans-Sonor limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Rhéaume, real estate broker, 442 Lafontaine Street, Gérard Landry, music operator, 55 St-Louis Street, and Guy Renaud, chartered accountant, 124 Lafontaine, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To deal in all appliances, articles, machines, tools, devices and accessories employed in the receiving and transmitting by air of pictures and sounds of all kinds, under the name of "Trans-Sonor limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,600 common shares of \$25 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570

5132-66

505 Administration inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Kay, director, 3500 Lafontaine Park, Jacques Rolland, lawyer, 1663 Linden Street, both of Montreal, and Gisèle St-Laurent,

Montréal, et Gisèle St-Laurent, secrétaire, fille majeure, 159, rue Pasteur, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Agir en qualité de conseiller et d'agent pour toutes entreprises, industries, firmes, corporations ou individus, dans la recherche, l'examen, le choix et l'engagement de personnel, à tous les échelons, sous le nom de « 505 Administration inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3500, Parc Lafontaine, suite 505, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

93-67

secretary, fille majeure, 159 Pasteur Street, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To act as counsellors and agents for all enterprises, industries, firms, corporations or individuals, in the research, examination, choice and hiring of personnel, on all scales, under the name of "505 Administration inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 3500 Lafontaine Park, Suite 505, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

18570

93-67

Action en séparation de biens

Gervais vs Perrault

Canada, province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure, No 19-053. Dame Félicienne Gervais, épouse de Charles Édouard Perrault, soudeur, domiciliée à St-Joseph de Sorel, district de Richelieu, a intenté une action en séparation de biens contre ce dernier à Sorel, district de Richelieu.

Sorel, le 14 février 1967.

Le Procureur de la demanderesse,

P. N. PONTBRIAND, C.R.

18571-o

Action for separation as to property

Gervais vs Perrault

Canada, province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 19-053. Dame Félicienne Gervais, wife of Charles Édouard Perrault, welder, domiciled at St-Joseph of Sorel, district of Richelieu, has instituted an action in separation as to property against the latter at Sorel, district of Richelieu.

Sorel, February 14, 1967.

P. N. PONTBRIAND, Q.C.,

Solicitor for the plaintiff.

18571-o

Arrêtés en Conseil

Erratum

L'arrêté en conseil numéro 199 du 1^{er} février 1967, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay, publié dans l'édition du 11 février 1967 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé comme suit:

Aux pages 1155, 1156, 1157 et 1158, au haut de l'échelle de salaires, les chiffres « 1/3/1967 » apparaissant au-dessous des mots « Zone C » doivent se lire « 1/5/1967 ».

Le sous-ministre du Travail,

DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 25 février 1967.

18611-o

Orders in Council

Erratum

In the *Québec Official Gazette* of February 11, 1967, Order in Council number 199, dated February 1, 1967, and concerning amendments to the decree respecting the Construction Industry and Trades in the electoral district of Saguenay, is corrected as follows:

On pages 1155, 1156, 1157 and 1158, the date "1/3/1967", at the top of the wage scale and just below the words "Zone C", should read: "1/5/1967".

DONAT QUIMPER,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, February 25, 1967.

18611-o

Erratum

L'arrêté en conseil numéro 157 du 25 janvier 1967, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Hull, Gatineau, Papineau et Pontiac, publié dans l'édition du 4 février 1967 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé comme suit:

1° Les mots « Zone I » apparaissant au début de la page 1024 doivent se lire « Zone II ».

2° L'item « Plongeur - Driver » apparaissant dans l'échelle de salaires, à la page 1024, doivent se lire « Plongeur - Diver ».

Le sous-ministre du Travail,

DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 25 février 1967.

18611-o

Erratum

In the *Québec Official Gazette* of February 4, 1967, Order in Council number 157, dated January 25, 1967, and concerning amendments to the decree respecting the Construction Industry and Trades in the electoral districts of Hull, Gatineau, Papineau and Pontiac, is corrected as follows:

1. At the beginning of page 1024, the words "Zone I" should read "Zone II".

2. In the wage scale given on page 1024, the item "Plongeur - Driver" should read "Plongeur - Diver".

DONAT QUIMPER,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, February 25, 1967.

18611-o

Associations coopératives

Association coopérative étudiante du consortium Marguerite d'Youville

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante du consortium Marguerite d'Youville ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 285, Boulevard Taché, Hull, Québec, dans le district électoral de Hull.

Québec, le 14 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18574-0 RAYMOND DOUVILLE.

L'Association coopérative d'économie familiale (Thetford-Mines)

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative d'économie familiale (Thetford-Mines) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Thetford-Mines, Québec, dans le district électoral de Mégantic.

Québec, le 20 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

18612-0 RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

Association coopérative étudiante du consortium Marguerite d'Youville

(Cooperative Associations Act)

Notice given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante du consortium Marguerite d'Youville".

The head office of this cooperative association is situated at 285 Taché Boulevard, Hull, Quebec, in the electoral district of Hull.

Quebec, February 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18474 Assistant Secretary of the Province.

L'Association coopérative d'économie familiale (Thetford-Mines)

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association coopérative d'économie familiale (Thetford-Mines)".

The head office of this cooperative association is situated at Thetford-Mines, Quebec, in the electoral district of Mégantic.

Quebec, February 20, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

18612 Assistant Secretary of the Province.

Ministère du Travail

Avis de modification

Coiffeurs et coiffeuses Terrebonne, Deux-Montagnes, etc.

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Papineau, rendue obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes « a », « b », et « c » de l'article 115 seront remplacés par les suivants:

« a » Employé permanent: Coiffeur pour hommes, classe « A », \$45.00 par semaine plus 60% des recettes de son travail excédant \$55.00 au cours de la semaine.

Coiffeur pour hommes, classe « B », \$40.00 par semaine plus 60% des recettes de son travail excédant \$55.00 au cours de la semaine.

b) Employé surnuméraire: 60% des recettes de son travail.

c) Apprentis:

Par semaine

0 à 12 mois:
\$30.00 plus 25% des recettes excédant... \$45.00
12 à 24 mois:
\$35.00 plus 25% des recettes excédant... 50.00
24 à 36 mois:
\$40.00 plus 25% des recettes excédant... 55.00

2° L'article 116 sera remplacé par le suivant:

Department of Labour

Notice of Amendment

Hairdressing Trades — Terrebonne, Deux-Montagnes, etc.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Hairdressing Trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Papineau (made binding by decree number 140 of February 27, 1952 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsections "a", "b", and "c" of section 115 will be superseded by the following:

"a" Regular employee: Men's hairdresser, class "A", \$45.00 a week plus 60% of his work's receipts exceeding \$55.00 during the week.

Men's hairdresser, class "B": \$40.00 a week plus 60% of his work's receipts exceeding \$55.00 during the week.

b) Occasional employee: 60% of his work's receipts.

c) Apprentices:

Per week

0 to 12 months:
\$30.00 plus 25% of receipts exceeding... \$45.00
12 to 24 months:
\$35.00 plus 25% of receipts exceeding... 50.00
24 to 36 months:
\$40.00 plus 25% of receipts exceeding... 55.00

2. Section 116 will be replaced by the following:

« 116. *Horaires de travail:* a) Les horaires de travail sont les suivants:

Dans les salons de barbier ou coiffeur pour hommes

ZONE I

le lundi: jour de repos;
le mardi: 9h du matin à 6h du soir;
le mercredi: 9h du matin à 6h du soir;
le jeudi: 9h du matin à 6h du soir;
le vendredi: 9h du matin à 9h du soir;
le samedi: 9h du matin à 5h de l'après-midi.

Ces horaires s'appliquent sauf dans la région touristique comprenant les villes de Sainte-Adèle, Ste-Agathe-des-Monts et St-Jovite où l'ouverture des salons demeure à 8h.30 du matin.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessus:

Le lundi précédant le Premier jour de l'An de 9h du matin à 6h du soir;

Le lundi précédant Noël, de 9h du matin à 6h du soir;

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 9h du matin à 9h du soir;

Les veilles de fêtes chômées, de 9h du matin à 6h du soir.

Exceptions:

i. Dans la ville de Mont-Laurier, le travail se termine à 6h du soir, le samedi;

ii. Dans la municipalité de Ste-Adèle, les horaires de travail du lundi et du mercredi sont les suivants:

le lundi: de 8.30 du matin à 6h du soir;

le mercredi: de 8h.30 du matin à midi.

ZONE II

Le lundi: jour de repos;
le mardi: de 8h du matin à 8h du soir;
le mercredi: de 8h du matin à 8h du soir;
le jeudi: de 8h du matin à 8h du soir;
le vendredi: de 8h du matin à 10h du soir;
le samedi: de 8h du matin à 8h du soir.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Le lundi précédant le Premier jour de l'An, de 8h du matin à 8h du soir;

Le lundi précédant Noël, de 8h du matin à 8h du soir;

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 8h du matin à 9h du soir;

Les veilles de fêtes chômées, de 8h du matin à 6h du soir.

Cependant dans tout le territoire du district électoral de Papineau assujéti au présent décret, les horaires de travail sont les suivants:

Le lundi: jour de repos;
le mardi: de 8h du matin à 7h du soir;
le mercredi: de 8h du matin à 7h du soir;
le jeudi: de 8h du matin à 7h du soir;
le vendredi: de 8h du matin à 9h du soir;
le samedi: de 8h du matin à 6h du soir.

Les samedis du 1er juin au 15 septembre, du 8h du matin à 7h du soir. »

3° Le premier paragraphe de l'article 116-A sera remplacé par le suivant:

« 116-A. Le congé annuel payé des employés réguliers des salons de coiffure pour hommes (barbier) doit être pris pendant la première semaine complète du mois d'août dans les villes de St-Jérôme, Ste-Thérèse, ville de Laval, St-Sauveur-des-Monts, Ferme-Neuve, district élec-

« 116. *Hours of work:* (a) Hours of work are as follows:

In barber shops and men's hairdressing salons

ZONE I

Monday: day off;
Tuesday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Wednesday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 9:00 a.m. to 5:00 p.m.

The above schedule is applicable except in the tourist area which includes Sainte-Adèle, Ste. Agathe-des-Monts and St-Jovite, where salons open at 8:30 a.m.

However, the following schedule may be in effect on the days hereafter specified:

Monday before New Year's: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Monday before Christmas: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Working days between December 19th and 23rd inclusively 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Eves of general holidays: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.

Exceptions:

i. In the town of Mont-Laurier, work ends at 6:00 p.m. on Saturdays;

ii. In the municipalities of Ste. Adèle, hours of work for Monday and Wednesday are as follows:

Monday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Wednesday: 8:30 a.m. to noon.

ZONE II

Monday: day off;
Tuesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Wednesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Thursday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.

However, the following schedule may be in effect on the days hereafter specified:

Monday before New Year's: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Monday before Christmas: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Working days between December 19th and 23rd inclusively: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Eves of general holidays: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

However, in all the territory of the electoral district of Papineau covered by this decree, hours of work are as follows:

Monday: day off;
Tuesday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;
Wednesday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;
Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

Saturdays, from June 1st to September 15th: 8:00 a.m. to 7:00 p.m. »

3. The first subsection of section 116-A will be superseded by the following:

« 116-A. In all men's hairdressing salons (barber shops) located in the towns of St. Jérôme, Ste. Thérèse, Ville de Laval, St. Sauveur-des-Monts, Ferme-Neuve, the electoral district of Deux-Montagnes as well as that part of the electoral district of Papineau covered by this

total des Deux-Montagnes, ainsi que la partie du district électoral de Papineau assujetti au présent décret.»

4° L'article 117 sera remplacé par le suivant:

«117. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Services des barbiers et coiffeurs pour hommes

Coupe de cheveux — Haircut.....	\$ 1.50
Coupe de cheveux en brosse — Brushcut.....	1.75
Coupe de cheveux au rasoir, comprenant shampooing et mise en plis — Razor cut (including shampoo and setting).....	3.50
Mise en plis — Setting.....	1.25
Barbe — Shave.....	1.25
Flambage de cheveux — Hair singeing.....	0.35
Shampooing — Shampoo.....	1.00
Message.....	1.50
Tonique ou lotion — Tonic or lotion.....	0.40
Teinture des cheveux — Hair dyeing.....	3.00
Aiguisage de rasoir — Razor honing.....	0.50

Note: 1. En ce qui concerne les prix minima des services à charger aux clients, le district électoral de Papineau est considéré comme faisant partie de la zone II.

2. Les prix minima ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou postiche.»

5° Le paragraphe «a» de l'article 119 sera remplacé par le suivant:

«119. Les salaires minima sont les suivants:

a) *Employé permanent:*

Coiffeur pour dames classe «A» \$55.00 par semaine
Coiffeur pour dames classe «B» \$50.00 par semaine.»

6. L'article 121 sera remplacé par le suivant:
«121. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger des clients les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Services des coiffeurs pour dames

	Zones I et II
Coupe de cheveux pour adultes.....	\$1.75
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans.....	1.25
Ondulation permanente ordinaire pour adultes.....	7.00
Ondulation permanente à froid pour adultes (y compris la coupe de cheveux, le shampooing et la mise en plis).....	8.00
Ondulation ordinaire pour enfants de moins de 14 ans.....	5.00
Ondulation permanente à froid pour enfants de moins de 14 ans (y compris la coupe de cheveux, le shampooing et la mise en plis).....	6.00
Repeignage des cheveux.....	1.00
Reprise de permanente, mèches individuelles, chacune.....	0.25
Décolorant.....	5.00
Retouche de décolorant.....	5.00
Teinture des cheveux (incluant shampooing).....	6.50

decree, the annual vacation with pay shall be taken during the first full week in August.”

4. Section 117 will be replaced by the following:

“117. Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for services listed below:

Barbers' and men's hairdressers' services

Zone I		Zone II	
adultes	enfants 14 ans moins de children under 14	adultes	enfants 14 ans moins de children under 14
\$ 1.50	\$ 1.00	\$ 1.25	\$ 0.75
1.75	1.15	1.35	1.00
3.50		3.50	
1.25		1.00	
1.25		1.00	
0.35		0.35	
1.00		1.00	
1.50		1.50	
0.40		0.40	
3.00		3.00	
0.50		0.50	

Note: 1. In so far as prices are concerned, the electoral district of Papineau is considered as part of Zone II.

2. The abovementioned minimum prices also apply, when work is done on wigs and hairpieces.”

5. Subsection “a” of section 119 will be superseded by the following:

“119. Minimum wages are as follows:

(a) *Regular employee:*

Ladies' hairdresser, class “A”: \$55.00 a week;
Ladies hairdresser, class “B”: \$50.00 a week.”

6. Section 121 will be replaced by the following:
“121. Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for services listed below:

Ladies' hairdressers' services

	Zones I and II
Haircut, adults.....	\$1.75
Haircut, children under 14.....	1.25
Regular permanent wave, adults.....	7.00
Cold permanent wave (including haircut, shampoo and setting), adults.....	8.00
Regular permanent wave, children under 14.....	5.00
Cold permanent wave (including haircut, shampoo and setting), children under 14.....	6.00
Re-combing of hair.....	1.00
Permanent wave touch-up, each individual strand.....	0.25
Colour-stripping.....	5.00
Colour-stripping touch-up.....	5.00
Hair dyeing (including shampoo).....	6.50

Zones
I et IIZones
I and II

Retouche de teinture (incluant shampooing).....	\$6.50
Massage facial.....	1.50
Manicure complet.....	1.50
Mise en plis.....	1.75
Shampooing.....	1.00
Rincage.....	0.75
Épilation des sourcils.....	0.50
Traitement du cuir chevelu.....	1.50

Hair dye touch-up (including shampoo).....	\$6.50
Facial massage.....	1.50
Manicure (complete).....	1.50
Setting.....	1.75
Shampoo.....	1.00
Rinsing.....	0.75
Eye-brow depilation.....	0.50
Scalp treatment.....	1.50

7° L'article 122 sera remplacé par le suivant:

« Prorata des apprentis »

122. Le nombre d'apprentis par salon de coiffure pour dames ne doit jamais dépasser la limite suivante:

1 classe « A »	2 apprentis ou 1 apprenti et 1 classe « B »
1 classe « A » et 1 classe « B »	2 apprentis
2 classe « A » et 1 classe « B »	3 apprentis
2 classe « A » et 2 classe « B »	4 apprentis
3 classe « A » et 2 classe « B »	5 apprentis
4 classe « A » et 3 classe « B »	6 apprentis

Le nombre d'apprentis dans un salon de coiffure pour dames ne devra jamais dépasser six (6) et le nombre de classe « B » sera limité à trois (3) par salon de coiffure pour dames.

Toutefois pour satisfaire au besoin de certains salons de coiffures pour dames, tout employeur a le droit de substituer des classes « A » au nombre d'apprentis et au nombre de classes « B » parmi.

8° L'article 118 sera remplacé par le suivant:

« Prorata des apprentis »

118. Le nombre d'apprentis par salon de coiffure pour hommes ne doit jamais dépasser la limite suivante:

Un (1) apprenti dans un salon où travaillent régulièrement moins de quatre (4) coiffeurs pour hommes, classe « A ».

Deux (2) apprentis dans un salon où travaillent régulièrement au moins cinq (5) coiffeurs pour hommes, classe « A ».

Toutefois, dans les salons où travaillent régulièrement au moins six (6) coiffeurs pour hommes, classe « A », l'employeur peut embaucher un troisième (3e) apprenti au lieu et place du coiffeur pour hommes, classe « B ».

Cependant, il est permis à tout employeur d'embaucher un coiffeur pour hommes, classe « B » à la place d'un apprenti.

Proportion des coiffeurs pour hommes, classe « B »

Il ne doit pas y avoir plus d'un coiffeur pour hommes, classe « B » dans un salon de coiffure pour hommes.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra

7. Section 122 will be superseded by the following:

« Ratio of apprentices »

122. The number of apprentices per ladies' hairdressing salon shall never exceed the following limits:

1 class "A"	2 apprentices or 1 apprentice and 1 class "B"
1 class "A" and 1 class "B"	2 apprentices
2 class "A" and 1 class "B"	3 apprentices
2 class "A" and 2 class "B"	4 apprentices
3 class "A" and 2 class "B"	5 apprentices
4 class "A" and 3 class "B"	6 apprentices

In each ladies' hairdressing salon, the number of apprentices shall never exceed six (6) and that of class "B" employees shall never exceed three (3).

However, to meet the requirements of certain ladies' hairdressing salons, every employer may substitute class "A" employees for the permissible number of apprentices and class "B" employees.

8. Section 118 will be replaced by the following:

« Ratio of apprentices »

118. In each men's hairdressing salon, the number of apprentices shall never exceed the following limits:

One (1) apprentice in a salon where less than four (4) men's hairdressers class "A" work regularly;

Two (2) apprentices in a salon where at least five (5) men's hairdressers class "A" regularly work.

However, in salons where at least six (6) men's hairdressers class "A" work, the employer may hire a third apprentice in lieu of a class "B" men's hairdresser.

Moreover, it is permissible for an employer to hire a class "B" men's hairdresser instead of an apprentice.

Ratio of men's hairdressers class "B"

The shall never be more than one (1) men's hairdresser class "B" in each men's hairdressing salon."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider

les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 février 1967. 18611-o

Avis de modification

Industrie de l'acier de structure — Province

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier de structure dans la province de Québec;

Le paragraphe « c » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« c) Le Comité conjoint de l'industrie de la construction de la région de Montréal formera un sous-comité pour négocier et administrer le régime de bien-être, lequel sous-comité devant être formé d'un (1) représentant de chacune des deux parties contractantes ouvrières et de deux (2) représentants de la partie patronale. Deux (2) membres votants de chaque côté voteront sur toutes les décisions qui affecteront le régime. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 février 1967. 18611-o

Avis de modification

Employés de garages — Ile de Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), qu'une requête lui a été présentée à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, relatif aux employés de garages dans l'Ile de Montréal.

Le nom de « Québec Automotive Machine Shop & Parts Association », partie contractante de première part, sera remplacé par le nom de « Ateliers de Mécanique Automobile du Québec ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 25, 1967. 18611-o

Notice of Amendment

Structural Steel Industry — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends submitting the following amendment to Decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province of Quebec), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Subsection "c" of section VII will be superseded by the following:

"(c) The Construction Industry Joint Committee of the Region of Montréal will set up a sub-committee to negotiate and administer the welfare plan. This sub-committee shall be made up of one (1) representative of each of the two contracting parties (labour) and of two (2) representatives from management. Two (2) voting members from each side shall vote on all decisions affecting the plan."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 25, 1967. 18611-o

Notice of Amendment

Garage Employees — Island of Montréal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that he has been petitioned to submit the following amendment to decree number 184 of February 8, 1950, and amendments (Garage Employees in the Island of Montréal), to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The name of "Québec Automotive Machine Shop & Parts Association", contracting party of the first part, will be replaced by that of "Québec Automotive Machine Shop Association".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 février 1967.

18611-0

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 25, 1967.

18611-0

Avis divers

Robert Rocco Gerald Cece

Avis est par les présentes donné que « Robert Rocco Gerald Cece », domicilié à 155, avenue Dorval, appartement 208, Dorval, P.Q., présentera une demande au secrétaire de la province de Québec pour un décret changeant son nom de famille de Cede à Cecil, d'après les dispositions de la Loi concernant les changements de nom. Cette demande, si elle est accordée, aura également pour effet de changer le nom de famille de l'épouse du requérant, Dame Melodie DeBlois Dunlop, domiciliée à la même adresse.

Montréal, le 8 février 1967.

Les Avocats du requérant,
DESSAULLES & DAWSON.

18483-7-2-o

Aviv, Arie

Arie Aviv et son épouse Shoshana Salamon, résidant au 3027, Chemin Bedford, Montréal, présenteront une requête au secrétaire de la province pour recommander à son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder le changement de leur nom respectif à George Arato et Suzanne Salamon, ainsi que le changement du nom respectif de leurs enfants Gabriel et Ajala Aviv, à Gabriel et Agnes Arato.

Montréal, le 7 novembre 1966.

Les Avocats des requérants,
DU MESNIL, FORTIER, MAILHOT,
TARDI.

18509-7-2-o

Maslowski, Walter

Avis est donné que Walter Maslowski, ingénieur professionnel, domicilié à 7350, Mount, Montréal 16, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour passer un ordre changeant son nom en celui de Walter Marlowe; ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse, Berthe Maslowski, ses fils John Maslowski, Donald Maslowski, James Maslowski, tous de la même adresse.

18511-7-2-o MME WALTER MASLOWSKI.

Cousens, Kathleen Elizabeth

Avis est par les présentes donné que Kathleen Elizabeth Cousens, de la ville de Brossard, district de Montréal, présentera, suivant les délais légaux, une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom de famille ou nom patronymique en celui de Shaw pour qu'à l'avenir son nom soit Kathleen Elizabeth Shaw au lieu de Kathleen Elizabeth Cousens.

Ce changement de nom n'affectera aucune autre personne.

Montréal, le 10 février 1967.

Les Procureurs du requérant,
FOSTER, WATT, LEGGAT, COLBY,
RIOUX & MALCOLM.

18510-7-2-o

Miscellaneous Notices

Robert Rocco Gerald Cece

Notice is hereby given that "Robert Rocco Gerald Cece", of 155 Dorval Avenue, Apartment 208, Dorval, P.Q., intends to apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for an order changing his last name from Cede to Cecil, in accordance with the Change of Name Act. Such application, if granted, will also have the effect of changing the last name of the applicant's wife, Dame Melodie DeBlois Dunlop, of the same address.

Montreal, February 8, 1967.

DESSAULLES & DAWSON,
Attorneys for the Applicant.

18483-7-2-o

Aviv, Arie

Arie Aviv and his wife, Shoshana Salamon, of 3027 Bedford Road, Montreal, will apply to the Provincial Secretary, to recommend to the Lieutenant-Governor in Council to order the change of their names, his to George Arato, hers to Suzanne Salamon, that of their Children Gabriel and Ajala Aviv, to Gabriel and Agnes Arato respectively.

Montreal, November 7, 1966.

DU MESNIL, FORTIER, MAILHOT,
TARDI,
Attorneys for the Petitioners.

18509-7-2-o

Maslowski, Walter

Notice is given that Walter Maslowski, professional engineer, residing at 7350 Mount, Montreal 16, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Walter Marlowe; said change of name shall also benefit his wife, Berthe Maslowski, his sons John Maslowski, Donald Maslowski, James Maslowski, all of the same address.

18511-7-2-o MRS. WALTER MASLOWSKI.

Cousens, Kathleen Elizabeth

Notice is hereby given that Kathleen Elizabeth Cousens, of the town of Brossard in the district of Montreal, will, within the legal delays, present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for a change of her family name of Cousens to that of Shaw, so that, in the future, her name will be Kathleen Elizabeth Shaw instead of Kathleen Elizabeth Cousens.

This change of name will not affect any other person.

Montreal, February 10, 1967.

FOSTER, WATT, LEGGAT, COLBY,
RIOUX & MALCOLM,
Attorneys for the Petitioner.

18510-7-2-o

Julius Mermelstein

Avis est donné que « Julius Mermelstein », résidant à 1370 Patenaude, Sillery, district de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province afin qu'un décret du lieutenant-gouverneur en conseil soit accordé changeant son nom en celui de « Jules Mermel Stein », ledit changement de nom devant également servir à son épouse Libuse (Seibotova) Mermelstein, à ses fils André et Georges et à sa fille Ann, tous de la même adresse.

Québec, le 16 février, 1967.

Les Procureurs du requérant,

18577-8-2-0 BARD, L'HEUREUX & PHILIPPON.

Julius Mermelstein

Notice is hereby given that "Julius Mermelstein", residing at 1370 Patenaude, Sillery, district of Quebec, will apply to the Provincial Secretary praying that an order of the Lieutenant-Governor in Council be granted changing his name to "Julius Mermel Stein", said change of name will also benefit his wife Libuse (Seibotova) Mermelstein, his sons André and Georges and his daughter Ann, all of the same address.

Quebec, February 16, 1967.

BARD, L'HEUREUX & PHILIPPON,

18577-8-2-0 *Attorneys for petitioner.*

Village de St-Joseph, comté de St-Hyacinthe

Avis en vertu de la Loi des cités et villes

Avis est donné, par les présentes, que la Corporation Municipale du village de St-Joseph, dans le comté de St-Hyacinthe, désire l'érection de son territoire en municipalité de ville et a adopté une résolution autorisant la présentation d'une requête en ce sens au lieutenant-gouverneur en conseil.

Le nom de municipalité de ville projeté sera: « La ville de Saint-Joseph ».

Les limites de la municipalité sont les suivantes:

« Un certain territoire connu actuellement sous le nom de village de St-Joseph, dans le comté de St-Hyacinthe, ledit territoire faisant partie du cadastre de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur et du cadastre de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, division d'enregistrement de St-Hyacinthe, et pouvant être plus particulièrement décrit comme suit:

Commençant au point d'intersection formé par la ligne sud-est du boulevard Sir Wilfrid Laurier avec la ligne de division entre les lots 174 et 192 du cadastre de la paroisse St-Hyacinthe-le-Confesseur.

De là, vers le sud-est, suivant la ligne de division entre le lot 192 d'une part, et les lots 175, 176 et 191 d'autre part, jusqu'au coin sud du lot 192.

De là, vers le nord et le nord-est, suivant la ligne de division entre les lots 192, 194 et 195 d'une part, 320, 321 et 322 d'autre part, jusqu'au chemin de fer du Canadien Pacifique.

De là, vers le nord-est, suivant la ligne sud-est du lot 158 (Chemin de Fer du Canadien Pacifique), jusqu'au coin nord du lot 324.

De là, vers le sud-est, suivant la ligne de division entre le lot 147 du cadastre de la paroisse de Ste-Rosalie, et le 196 324 du cadastre de la paroisse St-Hyacinthe-le-Confesseur, jusqu'à la ligne nord-ouest du chemin public (route numéro 20).

De là, vers le sud-ouest, suivant la ligne nord-ouest de la route numéro 20, jusqu'au prolongement de la ligne de division entre les lots 319 et 320.

De là, vers le sud-est, suivant d'abord le prolongement, puis la ligne de division entre les lots 319 et 320, jusqu'au lot 318.

De là, vers le sud-ouest, suivant la ligne de division entre les lots 318 et 319, jusqu'à la route numéro 32.

De là, vers le nord-ouest, suivant la ligne nord-est, de la route numéro 32, jusqu'à la route numéro 20.

De là, vers le sud-ouest, suivant le prolongement de la ligne sud-est de la route numéro 20,

Village of St-Joseph, county of St-Hyacinthe

Notice in pursuance to Cities and Towns Act

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of St-Joseph, in the county of St-Hyacinthe, wishes the erection of its territory into a Town Municipality and has adopted a resolution authorizing the presentation of a petition to this effect to the Lieutenant-Governor in Council.

The name of the planned town municipality will be: "The Town of Saint-Joseph".

The limits of the municipality are the following:

"A certain territory known actually under the name of Village of St-Joseph, in the county of St-Hyacinthe, the said territory being part of the cadastre of the parish of St-Hyacinthe-le-Confesseur and of the cadastre of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, registration division of St-Hyacinthe, and being particularly described as follows:

Starting at the intersection point formed by the southeast line of Sir Wilfrid Laurier Boulevard with the division line between lots 174 and 192 of the cadastre of the parish of St-Hyacinthe-le-Confesseur.

Thence, on the southeast, following the division line between lot 192 on one side, and lots 175, 176 and 191 on the other side, up to the corner south of lot 192.

Thence, on the north and northeast, following the division line between lots 192, 194 and 195 on one side, 320, 321 and 322 on the other side, up to the Canadian Pacific Railway.

Thence, on the northeast, following the line southeast of lot 158 (Canadian Pacific Railway), up to the corner north of lot 324.

Thence, on the southeast, following the division line between lot 147 of the cadastre of the parish of Ste-Rosalie, and lot 196 324 of the cadastre of the parish of St-Hyacinthe-le-Confesseur, up to the northwest line of the public road (Route Number 20).

Thence, on the southwest, following the northwest line of Route Number 20, up to the prolongation of the division line between lots 319 and 320.

Thence, on the southeast, first following the prolongation, then the division line between lots 319 and 320, up to lot 318.

Thence, on the southwest, following the division line between lots 318 and 319, up to Route Number 32.

Thence, on the northwest, following the northeast line of Route Number 32, up to Route number 20.

Thence, on the southwest, following the prolongation of the southeast line of Route

jusqu'au lot 344 du cadastre de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe.

De là, vers le sud-est, suivant la ligne nord-est du lot 344, jusqu'au lot 264 du cadastre de la paroisse St-Hyacinthe-le-Confesseur.

De là, vers le sud-ouest, suivant la ligne de division entre le lot 344 du cadastre de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe et les lots 264 et 265 du cadastre de la paroisse St-Hyacinthe-le-Confesseur, jusqu'au lot 343 du cadastre de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe.

De là, vers le nord-ouest, suivant la ligne de division entre les lots 343 et 344 et son prolongement, jusqu'au centre de la rivière Yamaska.

De là, vers le nord-est, le nord et le nord-ouest, suivant le centre de la rivière Yamaska, jusqu'au Boulevard Sir Wilfrid Laurier.

De là, vers le nord-est, suivant la ligne sud-est du Boulevard Sir Wilfrid Laurier, jusqu'au point de départ.

Le tout tel que montré sur le plan ci-joint, préparé par Grégoire Girard, arpenteur-géomètre, daté du 8 novembre 1966 et formant un territoire d'environ quinze millions, cent trente et un mille quatre cents pieds carrés (15,131,400) ou quatre cent onze arpents et deux dixièmes (411.2). »

Le chiffre de la population, tel que constaté par le recensement ordonné par le Conseil Municipal du village de St-Joseph est de quatre mille six cent trente-trois âmes (4,633).

La Corporation Municipale du village St-Joseph, dans le comté de St-Hyacinthe déclare qu'elle s'adressera par requête au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission de lettres patentes pour l'érection de son territoire en ville, conformément aux dispositions de la Loi des Cités et Villes.

St-Hyacinthe, ce 14 février 1967.

Le Procureur,

18614-8-2-o

MAURICE ROUSSEAU.

Charette, Joseph Edgar Ferdinand

Avis est par les présentes donné que je présenterai une requête au lieutenant-gouverneur en conseil demandant le changement de mon nom de Joseph Edgar Ferdinand Charette en celui de Joseph Edgar Ferdinand Charest.

Québec, le 21 février 1967.

Le Requéant,

(Connu sous le nom de FERDINAND CHAREST)

18629-8-2-o (Signed) FERDINAND CHARETTE.

number 20, up to lot 344 of the cadastre of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe.

Thence, on the southeast, following the north-east line of lot 344, up to lot 264 of the cadastre of the parish of St-Hyacinthe-le-Confesseur.

Thence, on the southwest, following the division line between lot 344 of the cadastre of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe and lots 264 and 265 of the cadastre of the parish of St-Hyacinthe le Confesseur, up to lot 343 of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe.

Thence, on the northwest, following the division line between lots 343 and 344 and its prolongation to the center of Yamaska River.

Thence, on the northeast, north and northwest, following the center of Yamaska River, up to Sir Wilfrid Laurier Boulevard.

Thence, on the northeast, following the south-east line of Sir Wilfrid Laurier Boulevard, up to the point of departure.

The whole such as shown on the plan enclosed, prepared by Grégoire Girard, land-surveyor, dated November 8, 1966, and forming a territory of approximately fifteen million, one hundred and thirty-one thousand four hundred square feet (15,131,400) or four hundred and eleven arpents and two tenths (411.2). »

The total population, such as established by the census ordered by the Municipal Council of the Village of St-Joseph is of four thousand six hundred and thirty-three souls (4,633).

The Municipal Corporation of the Village of St-Joseph, in the county of St-Hyacinthe declares that it will apply, by petition, to the Lieutenant-Governor in Council, asking him to order the issuance of letters patent for the erection of its territory into a town, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act.

St-Hyacinthe, February 14, 1967.

MAURICE ROUSSEAU,

18614-8-2

Attorney.

Charette, Joseph Edgar Ferdinand

Notice is hereby given that I will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the change of my name of Joseph Edgar Ferdinand Charette to that of Joseph Edgar Ferdinand Charest.

Québec, February 21, 1967.

(Signed) FERDINAND CHARETTE,

(known as FERDINAND CHAREST)

18629-8-2-o

Petitioner.

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 17 février 1967.

Aujourd'hui, à une heure et quarante-cinq minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

23 Loi modifiant la Loi du ministère des finances.

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 17th of February, 1967.

This day, at forty-five minutes after one o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

23 An Act to amend the Finance Department Act.

25 Loi assurant le droit de l'enfant à l'éducation et instituant un nouveau régime de convention collective dans le secteur scolaire.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier associé du Conseil législatif, comme suit :

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province sanctionne ces bills. »

27 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1967, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agréé leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

18637-o

25 An Act to ensure for children the right to education and to institute a new schooling collective agreement plan.

To this bill the Royal assent was pronounced by the Clerk Associate of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province assents to these bills."

27 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1967, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

18637-o

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La caisse populaire du domaine St-Sulpice

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La caisse populaire du domaine St-Sulpice » peut recruter ses membres, soit étendu des limites du « Domaine St-Sulpice » aux limites des villes de Montréal et de St-Michel.

Québec, le 20 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18613-o

La caisse populaire du domaine St-Sulpice

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La caisse populaire du domaine St-Sulpice" may recruit its members be extended from the limits of "Domaine St-Sulpice" to the limits of the cities of Montreal and St-Michel.

Quebec, February 20, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18613

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies Licensed to do Business

Gulf American Corporation

Gulf American Corporation

Avis est donné que le 27e jour de janvier 1967, un nouveau permis a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province à « Gulf American Land Corporation », l'autorisant à exercer son commerce en ladite province sous son nouveau nom de « Gulf American Corporation », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570

42-63 — 1353/15

Notice is given that, on the 27th day of January 1967, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Gulf American Land Corporation", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Gulf American Corporation", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

42-63 — 1353/15

Joe Lowe Corporation

Joe Lowe Corporation

Avis est donné que le 25e jour de janvier 1967, un nouveau permis a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province à « Con-Jo Corporation » l'autorisant à exercer son commerce en ladite province, sous son nouveau nom de « Joe Lowe Corporation », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18570-o

43-65 — 1352/120

Notice is given that, on the 25th day of January 1967, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Con-Jo Corporation", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Joe Lowe Corporation", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18570-o

43-65 — 1352/120

Kodiak Petroleum Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Kodiak Petroleum Ltd. », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. J. Austin Murphy, c.r., de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à 1155, ouest, boulevard Dorchester, chambre 914, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18570

1-67 — 1352/24

Kodiak Petroleum Ltd.

Notice is given that "Kodiak Petroleum Ltd.", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 1155 Dorchester Boulevard West, Room 914, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
1-67 — 1352/24

18570-0

Demandes à la Législature**Municipalité scolaire de Joutel**

Avis est par les présentes donné que Armand St-Jacques, chef de service, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi et Roland Bélanger, prêtre curé, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi érigeant en municipalité scolaire un territoire situé dans les comtés d'Abitibi-est et d'Abitibi-ouest, comprenant les cantons Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

Le Procureur des requérants,
C. R. BAILLARGEON.

18307-5-4-0

La cité de Sept-Iles

Nous donnons avis public que « La cité de Sept-Iles », s'adressera à la présente législature pour demander que sa charte, la Loi 14-15 Georges VI, chapitre 69, et les lois qui la modifient soit amendée, à savoir:

a) Pour inclure dans ses limites territoriales Pointe-Noire;

b) Pour modifier la Loi des cités et villes en faveur de la cité des Sept-Iles lui donnant le pouvoir d'obliger tous les contribuables à lui fournir des plans de toute nouvelle subdivision et pour toute autre raison.

Sept-Iles, ce 21 janvier 1967.

Le Procureur de la requérante,
GUY PETTIGREW.

18308-5-4-0

Cité de LaSalle

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de LaSalle » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui permettant d'abroger: l'article 1, chapitre 101 de la loi 10 George V; l'article 11, chapitre 69 de la loi 3-4 Elizabeth II; l'article 1, chapitre 93 de la loi 4-5 Elizabeth II. D'amender pour elle l'article 57 de la Loi de la Régie des Alcools (S.R.Q. 1964, chapitre 44) et l'article 7, chapitre 93 de la loi 4-5 Elizabeth II, pour y modifier les délais; d'établir une pension pour les membres du Conseil; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 1er février 1967.

Les Procureurs de la cité de LaSalle,

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
18372-6-4-0 **THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.**

Applications to Legislature**School Municipality of Joutel**

Notice is hereby given that Armand St-Jacques, chief of service, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, and Roland Bélanger, parish priest, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of a law erecting into a school municipality of territory situated in the counties of Abitibi-East and Abitibi-West, comprising the townships of Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

C. R. BAILLARGEON,
Attorney for the Petitioners.

18307-5-4

The City of Sept-Iles

Notice is hereby given that "The City of Sept-Iles", will apply to the present legislature to request that its charter, Law 14-15 George VI, chapter 69 and the laws that modify it be amended, to wit:

(a) To enclose Pointe-Noire in its territorial limits;

(b) To amend the Cities and Towns Act, in favor of the city of Sept-Iles, giving the power to bind every ratepayers to provide plans of any new subdivision and for any other reason.

Sept-Iles, January 21, 1967.

GUY PETTIGREW,
Attorney for the Petitioner.

18308-5-4

City of LaSalle

Public notice is hereby given that the "City of LaSalle" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to repeal: section 1, chapter 101 of the act 10 George V; section 11, chapter 69 of the act 3-4 Elizabeth II; section 1, chapter 93 of the act 4-5 Elizabeth II. To amend for the city section 57 of the Quebec Liquor Board (S.R.Q. 1964, chapter 44), and section 7, chapter 93 of the act 4-5 Elizabeth II to modify the delays and to establish a pension for the members of the Council; and for all other purposes.

Montreal, 1st of February, 1967.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
18372-6-4-0 *Attorneys for the city of LaSalle.*

Gaz Naturel Radisson Ltée

Avis est par les présentes donné que « Gaz Naturel Radisson Ltée » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° À acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans un territoire comprenant les comtés de Richelieu, Yamaska, Nicolet, Trois-Rivières, Champlain, St-Maurice et Lavolette, y compris les corporations municipales, cités et villes constituées en vertu d'une loi générale, ou par loi spéciale ou lettres-patentes, situées dans les limites géographiques desdits comtés, à l'exception de la distribution du gaz dans le territoire mentionné à l'article 6 des Statuts de Québec 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, tel que modifié par le chapitre 41 de 5-6 Elizabeth II, et le chapitre 95 de 10-11 Elizabeth II.

2° À acquérir de gré à gré tout système de distribution de gaz, avec toutes les franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant, et à exercer ces franchises, droits de passage et servitudes.

3° À exercer dans les limites du territoire décrit ci-dessus les pouvoirs énoncés en ce qui concerne le gaz dans les dispositions des articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de gaz et d'eau (Statuts refondus 1964 chapitre 285).

4° Pour autoriser également les corporations municipales régies par le Code municipal, la Loi des cités et villes ou une loi spéciale, situées dans le territoire ci-dessus décrit, à accorder à la pétitionnaire, sur simple résolution et sans autre formalité, une franchise de distribution de gaz naturel ne dépassant pas vingt-cinq ans.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
GOBEIL, RIVARD, JACQUES,

18373-6-4-0 CIMON, LESSARD & LEMAY.

Congregation Shaar Shalom

Avis est donné que Sam Gazin, vendeur, Mortimer Sherker, préposé aux relations publiques, Mort Shlossman, préposé aux relations publiques, Moe Ackman, avocat, Harold Brender, marchand, Bernard Mandelker, vendeur, Rubin Turner, fourreur, Lenny Gilletz, agent d'assurance, tous de la cité de Laval, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session pour demander l'adoption d'un projet de Loi les constituant en corporation sous le nom de « Congregation Shaar Shalom ».

Daté à Montréal, ce 11e jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,

GLISERMAN, ACKMAN, CUTLER
& DRUKER.

18385-6-4

Ville de Kirkland

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Kirkland, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte,

Radisson Naturel Gas Ltd.

Notice is hereby given that "Radisson Natural Gas Ltd." will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act authorizing it:

1. To acquire, by agreement or by expropriation, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipe-lines for the conveyance and distribution of natural gas in a territory comprising the counties of Richelieu, Yamaska, Nicolet, Trois-Rivières, Champlain, St-Maurice and Lavolette, including municipal corporations, cities and towns erected by virtue of a general Act, special act or letters-patent, situated within the geographical limits of the said counties, with the exception of the distribution of gas in the territory mentioned in section 6 of the Quebec Statutes 4-5 Elizabeth II, chapter 157, as modified by chapter 41 of 5-6 Elizabeth II and chapter 95 of 10-11 Elizabeth II.

2. To acquire by agreement any system of gas distribution, with all the franchises, rights of way and servitudes connected therewith, and to exercise such franchises, rights of way and servitudes.

3. To exercise within the limits of the territory described above the powers set forth respecting gas in the provisions of section 63 to 71 and 73 to 76 inclusive, of the Gas and Water Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 285).

4. To authorize also municipal corporations governed by the municipal Code, the Cities and Towns Act or a special Act, situated within the territory described above, to grant to the petitioner, by resolution and without any other formality a franchise for the sale and distribution of gas, said franchise not to exceed twenty-five years.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,

GOBEIL, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LEMAY,

18373-6-4-0 Attorneys for the petitioner.

Congregation Shaar Shalom

Notice is hereby given that Sam Gazin, Salesman, Mortimer Sherker, Public Relations man, Mort Shlossman, Public Relations man, Moe Ackman, advocate, Harold Brender, merchant, Bernard Mandelker, salesman, Rubin Turner, furrier, Lenny Gilletz, insurance agent, all of the city of Laval, district of Montreal, will apply to the Legislative of the Province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "Congregation Shaar Shalom".

Dated at Montreal, this 11th day of January, 1967.

GLISERMAN, ACKMAN, CUTLER

& DRUKER,

18385-6-4-0 Attorneys for petitioner.

Town of Kirkland

Public notice is hereby given that the town of Kirkland, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter

la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 131, pour ratifier le règlement numéro 72 et pour toutes autres fins. Kirkland, le 1^{er} février 1967.

*Le Secrétaire-trésorier de
la ville de Kirkland,*
ROMÉO LABRÈCHE.

18417-6-4-o

Succession Emma Gascon

Avis public est par les présentes donné que Léo Gascon, laitier, de la ville de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Dame Emma Gascon, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

Décéder que la testatrice, Dame Emma Gascon, en mentionnant dans son testament « l'ordre des vocations sacerdotales » a voulu désigner « l'Oeuvre des vocations du diocèse de Montréal ».

Montréal, le 6 février 1967.

L'Avocat du requérant,
JEAN-NOËL LANCTOT.

18418-6-4-o

La paroisse de St-Charles de Lachenaie

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de « La paroisse de St-Charles de Lachenaie », présentera à la présente session de la Législature un bill privé étendant au territoire de la pétitionnaire les dispositions de l'article 523 de la Loi des cités et villes, Statuts révisés, 1964, chapitre 193.

Joliette, le 9 février 1967.

Le Procureur de la pétitionnaire,
(Signé:) JACQUES DUGAS, C.R.

18517-7-4-o

Vittorio Marco Haim Rodriguez

Avis est par les présentes donné que « Vittorio Marco Haim Rodriguez », s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisé à exercer la profession de notaire dans la Province sous certaines conditions.

Montréal, le 13 février 1967.

Le Procureur du requérant,
GASTON POULIOT, C.R.

18533-7-4-o

the Act 9-10, Elizabeth II, chapter 131, to ratify by-law no. 72 and for all other purposes.

Kirkland, February 1st, 1967.

ROMÉO LABRÈCHE,
*Secretary-Treasurer of the
town of Kirkland.*

18417-6-4-o

Estate Emma Gascon

Public notice is hereby given that Léo Gascon, milkman, of the city of Montreal, in his quality of testamentary executor of Dame Emma Gascon, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purpose:

Enact that the testatrix, Dame Emma Gascon, when referring in her last will and testament to: "L'Ordre des vocations sacerdotales", wanted to refer to: "L'Oeuvre des vocations du diocèse de Montréal".

Montréal, February 6, 1967.

JEAN-NOËL LANCTOT,
Attorney for the petitioner.

18418-6-4-o

La paroisse de St-Charles de Lachenaie

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of "La paroisse de St-Charles de Lachenaie", will petition the Legislative Assembly that a private bill be enacted making applicable to the territory of the Petitioner the provisions of section 523 of cities and towns Act, Revised Statutes, 1964, chapter 193.

Joliette, February 9, 1967.

(Signed:) JACQUES DUGAS, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

18517-7-4-o

Vittorio Marco Haim Rodriguez

Notice is hereby given that "Vittorio Marco Haim Rodriguez", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to be authorized to practise as a notary in the Province, under certain conditions.

Montreal, February 13, 1967.

GASTON POULIOT, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

18533-7-4-o

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Lacadie

Lacadie

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lacadie, dans le comté de Saint-Jean, les lots 117 et 118 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jacques-le-Mineur, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Jacques-le-Mineur, dans le comté de Napierville-Laprairie.

Québec, le 7 février 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

18519-7-2-o

343-66

Montréal « Cath. »

Demande est faite de détacher du territoire sous la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Montréal, les lots et parties de lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, savoir:

Application is made to detach from the school municipality of Lacadie, in the county of Saint-John, lots 117 and 118 of the official plan and book of reference for the parish of St-Jacques-le-Mineur, to annex them to the school municipality of St-Jacques-le-Mineur, in the county of Napierville-Laprairie.

Quebec, February 7, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

18519-7-2

343-66

Montreal «Cath.»

A request is made to detach from the territory under the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission, the following lots and parts of lots of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, to wit:

335 à 363 inclusivement, 366 et la partie des lots 31, 36, 37, 38, 41 et 44, situés au sud des voies des Chemins de Fer nationaux du Canada, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Saint-Laurent, dans les comtés de Jacques-Cartier et Saint-Laurent. Québec, le 7 février 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

18519-7-2-o

439-66

355 to 363 inclusively, 366 and part of lots 31, 36, 37, 38, 41 and 44, situated on the south of the Canadian National Railroad tracks, to annex them, for Catholics only, to the school municipality of Saint-Laurent, in the counties of Jacques-Cartier and Saint-Laurent.

Quebec, February 7, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

18519-7-2

439-66

Ministère des Finances **Assurances**

La Compagnie d'Assurance Mutuelle **de la municipalité de St-Malo,** **comté de Compton**

Avis d'annulation de permis *et d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo », a été formée par un règlement du Conseil Municipal, adopté le 14 septembre 1894;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 22 décembre 1966, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le maire et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service des assurances, le 4 février 1967, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus à ses membres, après avis aux membres;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo », sont annulés à compter du 4 février 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministères des finances, le 4 février 1967.

Pour le Ministre des finances
de la province,

Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

18520-7-2-o

American Home Assurance Company

Avis d'émission de permis *et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « American Home Assurance Company », enregistrée sous le numéro 690, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 969, qui l'autorise, à compter du 31 janvier 1967, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement, agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 102, Maiden Lane, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Omer Pouliot, c.a., 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal 2, son procureur dans la Province.

Department of Finance **Insurance**

La Compagnie d'Assurance Mutuelle **de la municipalité de St-Malo,** **county of Compton**

Notice of Cancellation of License *and Registration*

Whereas « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo », has been incorporated by a Municipal Council by-law on the September 14, 1894;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general special meeting held on December 22, 1966, a by-law to the effect of repealing the by-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the mayor and the secretary-treasurer of the said municipality have filed, on February 4, 1967, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus to its members after notice to its members;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo », are cancelled as from February 4, 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on February 4, 1967.

For the Minister of Finance
of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

18520-7-2-o

American Home Assurance Company

Notice of Issue of License *and Certificate of Registration*

Notice is hereby given that « American Home Assurance Company », registered under number 690, has obtained the license and certificate of registry number 969, authorizing it, as from the 31st of January 1967, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto, civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Inland transportation; Live stock; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situated at 102, Maiden Lane, New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Omer Pouliot, c.a., 630, Dorchester Boulevard West, Montreal 2, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 10 février 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,*
18553-7-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la
Municipalité de la Paroisse de St-Mathias,
comté de Rouville**

*Avis d'annulation de permis
et d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de St-Mathias, comté de Rouville » a été formée par un règlement du Conseil Municipal, adopté le 6 mai 1915;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 26 janvier 1967, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le maire et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service des assurances, le 28 janvier 1967, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de St-Mathias » sont annulés à compter du 20 février 1967.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 20 février 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,*
18596-8-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 10th of February
1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*
18553-7-2-0

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la
Municipalité de la Paroisse de St-Mathias,
county of Rouville**

*Notice of Cancellation of License
and Registration*

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de St-Mathias, county of Rouville", has been incorporated by a Municipal Council By-law on the 6th of May 1915;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 26th of January 1967, a By-law to the effect of repealing the By-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the mayor and the secretary-treasurer of the said Municipality have filed, on the 28th of February 1967, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de St-Mathias" are cancelled as from the 20th of February 1967.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 20th of February,
1967.

*For the Minister of Finance
of the Province
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*
18596-8-2-0

Ministère de la Voirie

Avis

Les routes ci-après désignées ne seront plus entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans le comté de Matapédia:

Dans la municipalité de Ste-Florence:

Ancienne route No 6 (Tour de la Gaspésie):

Une section de 950 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 15-A et 16-A.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal:

Ancienne route Causapsal — Ste-Marguerite:

Une section de 1,600 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P.A-1-18 rang I, 78 et 77 rang Ouest du chemin Kempt; une section de 1,400 pieds au sud de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No 77 rang Ouest du chemin Kempt.

Dans le comté de Roberval:

Dans la municipalité de Roberval:

Ancienne route Élie Bouchard:

Une section de 950 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No 1 rang B canton Roberval; une section de 1,650 pieds au nord de la nouvelle route, ainsi qu'une section de 1,000 pieds au sud de la nouvelle route, vis-à-vis du lot No 21 rang III canton Ouïatchouan.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Louis-de-Chambord:

Department of Roads

Notice

The routes hereafter designated will no longer be upkeep by the Department of Roads:

In the county of Matapédia:

In the municipality of Ste-Florence:

Former Route No. 6 (Tour de la Gaspésie):

A section of 950 feet on the east of the new route, facing lot Nos. 15-A and 16-A.

In the municipality of the parish of St-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal:

Former route Causapsal — Ste-Marguerite:

A section of 1,600 feet on the north of the new route, facing lot Nos. P. A-1-18 range I, 78 and 77 range west of Kempt road; a section of 1,400 feet on the south of the new route, facing lot No. 77 range west of Kempt road.

In the county of Roberval:

In the municipality of Roberval:

Former route Élie Bouchard:

A section of 950 feet on the east of the new route, facing lot No. 1 range B township of Roberval; a section of 1,650 feet on the north of the new route, as well as a section of 1,000 feet on the south of the new route, facing lot No. 21 range III township of Ouïatchouan.

In the municipality of the parish of St-Louis-de-Chambord:

Ancienne route de La Pointe:

Une section de 600 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 1, rang A canton Charlevoix, 56, rang C canton Metabetchouan.

Former route of La Pointe:

A section of 600 feet on the east of the new route, facing lot Nos. 1, range A township of Charlevoix, 56, range C township of Metabetchouan.

Dans la municipalité de St-Michel-de-Mistassini:

In the municipality of St-Michel-de-Mistassini:

Ancienne route Perron:

Une section de 300 pieds au nord-ouest de la nouvelle route, une section de 150 pieds et une section de 800 pieds au sud-est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 16 et 17, rang Mistassini canton Pelletier.

Former route Perron:

A section of 300 feet on the north-west of the new route, a section of 150 feet and a section of 800 feet on the southeast of the new route, facing lot Nos. 16 and 17, range Mistassini township of Pelletier.

Québec, 9 février 1967.

Québec, February 9, 1967.

Le Ministre de la Voirie,
FERNAND J. LAFONTAINE,

FERNAND J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

18599-o

18599

Commission de Géographie de Québec

Quebec Geographical Commission

Delisle

Avis est par le présent donné qu'à une séance de la Commission de Géographie de Québec, tenue le 23 novembre 1966, il a été résolu que le nom de « Delisle » attribué à un lac situé dans le canton de Mousseau, rang IV, lots 43, 44, 45, dans le comté de Labelle, soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, ce 20 février 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18628-o

Delisle

Notice is hereby given that at a meeting of the Quebec Geographical Commission, held on November 23, 1966, a resolution was adopted to the effect that the name of "Delisle" attributed to a lake situated in the township of Mousseau, range IV, lots 43, 44, 45, in the county of Labelle, be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Québec, February 20, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18628

Savigny

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'à sa séance du 23 novembre 1966, il a été résolu que le nom de « Savigny » désignant un lac situé dans le territoire du Nouveau-Québec, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 56°21' et à la longitude 68°51', soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 20 février 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18628-o

Savigny

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that at its meeting of November 23, 1966, a resolution was adopted to the effect that the name of "Savigny", designating a lake situated in the territory of New Quebec, the center of which in geographical co-ordinates is at latitudes 56°21' and at longitude 68°51', be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Québec, February 20, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18628

Verneuil

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'à sa séance du 23 novembre 1966, il a été résolu que le nom de « Verneuil » désignant un lac situé dans le territoire du Nouveau-Québec, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 56°30' et à la longitude 68°22', soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 20 février 1967.

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

18268-o

Verneuil

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that at its meeting of November 23, 1966, a resolution was adopted to the effect that the name of "Verneuil", designating a lake situated in the territory of New Quebec, the center of which in geographical co-ordinates is at latitude 56°30' and at longitude 68°22', be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Québec, February 20, 1967.

JEAN POIRIER,
Secretary.

18628

Montoye

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'à sa séance du 23 novembre 1966, il a été résolu que le nom de « Montoye » désignant un lac situé dans le territoire du Nouveau-Québec, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 56° 07' et à la longitude 68° 37', soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 20 février 1967.

18628-o

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

Roussenot

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'à sa séance du 23 novembre 1966, il a été résolu que le nom de « Roussenot » désignant un lac situé dans le territoire du Nouveau-Québec, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 56° 07' et à la longitude 68° 33', soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 20 février 1967.

18628-o

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

Luché

Suivant une décision de la Commission de Géographie de Québec, avis est par le présent donné qu'à sa séance du 23 novembre 1966 il a été résolu que le nom de « Luché » désignant un lac situé dans le territoire du Nouveau-Québec, dont le centre en coordonnées géographiques est à la latitude 56° 27' et à la longitude 68° 56', soit son appellation officielle.

Cette décision a reçu l'approbation du Ministre des Terres et Forêts en conformité du chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 20 février 1967.

18628-o

Le Secrétaire,
JEAN POIRIER.

Montoye

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that at its meeting of November 23, 1966, a resolution was adopted to the effect that the name of "Montoye", designating a lake situated in the territory of New-Quebec, the center of which in geographical co-ordinates is at latitude 56° 07' and at longitude 68° 37', be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Québec, February 20, 1967.

18628

JEAN POIRIER,
Secretary.

Roussenot

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that at its meeting of November 23, 1966, a resolution was adopted to the effect that the name of "Roussenot", designating a lake situated in the territory of New Quebec, the center of which in geographical co-ordinates is at latitude 56° 07' and at longitude 68° 33', be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Québec, February 20, 1967.

18628

JEAN POIRIER,
Secretary.

Luché

Pursuant to a decision of the Quebec Geographical Commission, notice is hereby given that at its meeting of November 23, 1966, a resolution was adopted to the effect that the name of "Luché", designating a lake situated in the territory of New Quebec, the center of which in geographical co-ordinates is at latitude 56° 27' and at longitude 68° 56', be its official name.

This decision received the approval of the Minister of Lands and Forests in conformity with chapter 100 of the Revised Statutes of Quebec, 1964.

Québec, February 20, 1967.

18628

JEAN POIRIER,
Secretary.

Curatelle publique**Laura Felteau**

Canada — Province de Québec
District de Québec

Succession vacante de Laura Felteau, en son vivant de St-Anselme, comté de Dorchester, P.Q.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 5 octobre 1966 par un juge de la cour supérieure siégeant à Québec dans le district de Québec, que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
680, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal. 18627-o

Public Curatorship**Laura Felteau**

Canada — Province of Québec
District of Québec

Vacant estate of Laura Felteau, in her life time of St-Anselme, county of Dorchester, P.Q.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on October 5, 1966, by a judge of the Superior Court sitting at Québec, in the district of Québec, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, c. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR,
680, Sainte-Catherine Street West,
Montréal. 18627

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Bibliothèque des Jeunes-Duvernay inc.

Avis est par les présentes donné que la corporation « Bibliothèque des Jeunes-Duvernay inc. », ayant son bureau principal en la ville de Laval, demandera au Secrétariat de la Province la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Ville de Laval, le 14 février 1967.

*Les Procureurs de Bibliothèque
des Jeunes-Duvernay Inc.,*

18572-o TETREAU, DURAND & DAGENAI.

Tabagie St-Raphaël Ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Tabagie St-Raphaël Ltée », une compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son bureau chef dans la cité de Jonquière, s'adressera au Secrétariat de la province de Québec afin de demander la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Jonquière, ce 14e jour de février 1967.

*Les Procureurs de la compagnie,
FORTIN, MARCEAU,
TREMBLAY & BÉGIN.*

18573-o

Klemat Corporation

Avis est donné que la compagnie « Klemat Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13e jour de février 1967.

*Le Secrétaire,
PETER KLEINMAN.*

18575

M. Davidovitch & Sons Ltd.

Avis est donné que « M. Davidovitch & Sons Ltd. », ayant son siège social en la cité et district de Montréal fera une demande à l'Honorable secrétaire de la Province de Québec, pour permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il déterminera.

Daté à Montréal, le 15e jour de février, 1967.

*M. Davidovitch & Sons Ltd.,
Par le Secrétaire-trésorier,
S. DAVIDOVITCH.*

18578-o

Marco Realities Inc.

Avis est donné que la compagnie « Marco Realities Inc. », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 15 février 1967.

*Le Procureur de la requérante,
ALEXANDER L. POPLIGER, C.R.*

18579

Questeel Holdings Corporation

Avis est donné que la compagnie « Questeel Holdings Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de

Bibliothèque des Jeunes-Duvernay inc.

Notice is hereby given that "Bibliothèque des Jeunes-Duvernay inc.", having its head office in the ville de Laval, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Ville de Laval, February the 14th, 1967.

*TETREAU, DURAND & DAGENAI,
Attorneys for Bibliothèque des
Jeunes-Duvernay Inc..*

18572-o

Tabagie St-Raphaël Ltée

Notice is hereby given that "Tabagie St-Raphaël Ltée", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Jonquière, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave the surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Jonquière, this 14th day of February, 1967.

*FORTIN, MARCEAU,
TREMBLAY & BÉGIN,
Attorneys for the Company.*

18573-o

Klemat Corporation

Notice is hereby given that "Klemat Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of February, 1967.

*PETER KLEINMAN,
Secretary.*

18575-o

M. Davidovitch & Sons Ltd.

Notice is hereby given that "M. Davidovitch & Sons Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Honourable Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 15th day of February, 1967.

*M. Davidovitch & Sons Ltd.,
Per: S. DAVIDOVITCH,
Secretary-Treasurer.*

18578-o

Marco Realities Inc.

Notice is hereby given that "Marco Realities Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, February 15, 1967.

*ALEXANDER L. POPLIGER, Q.C.,
Attorney for applicant.*

18579-o

Questeel Holdings Corporation

Notice is hereby given that "Questeel Holdings Corporation", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec

Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15^e jour de février 1967.

18580 *Le Secrétaire,*
MYER DEITCHER.

Robico Corp.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Robico Corp. », donne avis qu'elle s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et de l'annuler à compter d'une date à être fixée par lui.

Montréal, 16 février 1967.

18581 *Robico Corp.,*
Par le Président,
ROUBEN RABIE.

Seaburt Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie «Seaburt Ltd.», s'adressera au Secrétaire de la Province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 16 février 1967.

18582 *Seaburt Ltd.,*
Par le Secrétaire-Trésorier,
LOUIS SCHONER.

Westmount Plumbing & Roofing Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Westmount Plumbing & Roofing Ltd. », ayant son siège social en la cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Westmount, ce 15^e jour de février 1967.

18583-o *Le Secrétaire,*
NORMAND LAMOUREUX.

Collège Jean-Jacques Olier

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Collège Jean-Jacques Olier », demandera à l'honorable secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 février 1967.

18597-o *Les Procureurs de la compagnie,*
BOURDON & BOURDON.

Dimet Realty Corp.

« Dimet Realty Corp. », donne avis par la présente sous l'Acte des Compagnies de Québec qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa lettre patente.

Daté à Montréal, ce 17^{ième} jour du mois de février, 1967.

18598-o *Le Procureur du requérant,*
JOHN J. WASSERMAN, C.R.

Brubert Land & Investment Co. Inc.

Prenez avis que la compagnie « Brubert Land & Investment Co. Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

18607-o *Les Procureurs de la compagnie,*
VILLENEUVE, PIGEON, CLÉMENT
& GUILBEAULT.

for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of February, 1967.

18580-o MYER DEITCHER,
Secretary.

Robico Corp.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Robico Corp.", hereby gives notice that it will make application to the Secretary of the Province for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, February 16, 1967.

18581-o *Robico Corp.,*
Per: ROUBEN RABIE,
President.

Seaburt Ltd.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Seaburt Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Secretary of the Province for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, February 16, 1967.

18582-o *Seaburt Ltd.,*
Per: LOUIS SCHONER,
Secretary-Treasurer.

Westmount Plumbing & Roofing Ltd.

Notice is hereby given that "Westmount Plumbing & Roofing Ltd.", having its head office in the city of Westmount, district of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, form and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Westmount, this 15th day of February 1967.

18583-o NORMAND LAMOUREUX,
Secretary.

Collège Jean-Jacques Olier

Notice is hereby given that the Company "Collège Jean-Jacques Olier", will ask to the Honourable Secretary of the Province the permission to surrender its Charter.

Montreal, February 17, 1967.

18597-o BOURDON & BOURDON,
Attorneys for the Company.

Dimet Realty Corp.

"Dimet Realty Corp.", hereby gives notice under the Quebec Companies Act that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 17th day of February, 1967.

18598 JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,
Attorney for Applicant.

Brubert Land & Investment Co. Inc.

Notice is hereby given that "Brubert Land & Investment Co. Inc.", will apply to the Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

18607 VILLENEUVE, PIGEON, CLÉMENT
& GUILBEAULT,
Attorneys for the Company.

Elmar Company Limited

Prenez avis que la compagnie « Elmar Company Limited », ayant son siège social à Greenfield Park, district de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Ville de Brossard, le 15ième jour du mois de février, 1967.

Le Procureur de la compagnie,
GEORGES BROSSARD.

18608

Les Publications Reine-Aurore inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Publications Reine-Aurore inc. », ayant son bureau chef à Berthierville, district de Joliette, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, aux termes de la Loi des compagnies de Québec.

Berthierville, ce 16ième jour de février 1967.

Le Procureur de la compagnie,
JEAN-PAUL STE-MARIE, C.R.

18615-0

**Bonaventure Tobacco Shops Inc.
Débits de Tabac Bonaventure inc.**

Avis est donné que la compagnie « Bonaventure Tobacco Shops Inc. — Débits de Tabac Bonaventure inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 17e jour de février 1967.

Le Secrétaire,
THELMA COULTER.

18645

Louis Rudberg Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Louis Rudberg Enterprises Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1967.

Le Secrétaire,
MICHAEL M. RUDBERG.

18646

Viking Realty Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Viking Realty Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 21e jour de février 1967.

Les Procureurs de la Compagnie,
KAUFMAN, HOFFMAN,
RESPITZ & SEDEROFF.

18656

**Divers
Compagnies**

Foyer St-Jean de St-Raymond inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 décembre 1966, approuvé les règlements

Elmar Company Limited

Notice is hereby given that "Elmar Company Limited", having its head office in Greenfield Park, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

Town of Brossard, 15th day of the month of February, 1967.

GEORGES BROSSARD,
Attorney for the Company.

18608

Les Publications Reine-Aurore inc.

Notice is hereby given that "Les Publications Reine-Aurore inc.", having its head office in Berthierville, district of Joliette, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter, pursuant to the Quebec Companies Act.

Berthierville, this 16th day of February, 1967.

JEAN-PAUL STE-MARIE, Q.C.,
Attorney for the Company.

18615

**Bonaventure Tobacco Shops Inc.
Débits de Tabac Bonaventure inc.**

Notice is hereby given that "Bonaventure Tobacco Shops Inc. — Débits de Tabac Bonaventure Inc.", a corporation, incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 17th day of February, 1967.

THELMA COULTER,
Secretary.

18645-0

Louis Rudberg Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Louis Rudberg Enterprises Ltd.", a corporation, incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, the 20th day of February, 1967.

MICHAEL M. RUDBERG,
Secretary.

18646-0

Viking Realty Ltd.

Take notice that "Viking Realty Ltd.", a Company incorporated under the Companies Act and having its head office at Montreal, Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of February, 1967.

KAUFMAN, HOFFMAN,
RESPITZ & SEDEROFF,
Attorneys for Company.

18656-0

**Miscellaneous
Companies**

Foyer St-Jean de St-Raymond inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on December 20, 1966, approved the

généraux de la corporation « Foyer St-Jean de St-Raymond inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18586-o

3451-65

Comptoir Manufacturier de Textile Itée

Avis est donné que la compagnie « Comptoir Manufacturier de Textile Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,

W. H. PHILLIPS.

18576-o

13983-58

Air Purification Foundation of Greater Montreal Inc.

Fondation pour la purification de l'air du Montréal Métropolitain inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 février 1967, approuvé les règlements généraux de « Air Purification Foundation of Greater Montreal Inc.—Fondation pour la purification de l'air du Montréal Métropolitain inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18584-o

1185-66

Charlevoix Express (1963) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Charlevoix Express (1963) Inc. », a porté de 3 à 10 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,

W. KENNEDY.

18585

12439-55

Industries Samson inc. Samson Industries Inc.

Avis est donné que la compagnie « Industries Samson inc. — Samson Industries Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,

GILLES DEMERS.

18587-o

8165-46

La Prairie Aircraft Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Prairie Aircraft Inc. », a porté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,

G. GOLDSTEIN.

18588

12204-58

Richelieu Raceways Inc. Pistes de Courses Richelieu Inc.

Avis est donné que la compagnie « Richelieu Raceways Inc.—Pistes de Courses Richelieu inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,

PIERRE MERCIER.

18589-o

10993-62

Samson & fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Samson & fils inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,

GILLES DEMERS.

18590-o

5977-64

general by-laws of "Foyer St-Jean de St-Raymond inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18586

3451-65

Comptoir Manufacturier de Textile Itée

Notice is given that "Comptoir Manufacturier de Textile Itée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

W. H. PHILLIPS,

Secretary.

18576

13983-58

Air Purification Foundation of Greater Montreal Inc.

Fondation pour la purification de l'air du Montréal Métropolitain inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 9, 1967, approved the general by-laws of "Air Purification Foundation of Greater Montreal Inc.—Fondation pour la purification de l'air du Montréal Métropolitain inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act,

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18584

1185-66

Charlevoix Express (1963) Inc.

Notice is given that "Charlevoix Express (1963) Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 10.

W. KENNEDY,

Secretary.

18585-o

12439-55

Industries Samson inc. Samson Industries Inc.

Notice is hereby given that "Industries Samson inc. — Samson Industries Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

GILLES DEMERS,

Secretary.

18587

8165-46

La Prairie Aircraft Inc.

Notice is given that "La Prairie Aircraft Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

G. GOLDSTEIN,

Secretary.

18588-o

12204-58

Richelieu Raceways Inc. Pistes de Courses Richelieu inc.

Notice is given that "Richelieu Raceways Inc.—Pistes de Courses Richelieu inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

PIERRE MERCIER,

Secretary.

18589-o

10993-62

Samson & fils inc.

Notice is hereby given that "Samson & fils inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

GILLES DEMERS,

Secretary.

18590

5977-64

Service des loisirs St-Justin

Avis est donné que la corporation « Service des loisirs St-Justin », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le Secrétaire,
HUGUETTE PARENT.
18591-o 2001-66

Service des loisirs St-Justin

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 décembre 1966, approuvé les règlements généraux de « Service des loisirs St-Justin », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18591-o 2001-66

**Le Club des Astronautes
The Astronauts Club**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 février 1967, approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 de « Le Club des Astronautes — The Astronauts Club », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18609-o 13495-61

À la Duchesse d'Aiguillon inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée régulière des membres de la corporation « L'Ouvroir de l'Hôtel Dieu de Québec inc. », tenue à Québec le 15 décembre 1966, le nom de ladite corporation a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « À la Duchesse d'Aiguillon inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18616-o 37-62

National Acceptance Corporation

Avis est donné que la compagnie « National Acceptance Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
JEAN-GUY BÉGIN.
18617-o 1123-64

Nicobois inc.

Avis est donné que la compagnie « Nicobois inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,
JACQUES CLOUTIER.
18618-o 5232-65

Bethel Bible School Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 janvier 1967, approuvé les modifications aux articles 2 et 10 du règlement numéro 1 de « Bethel Bible School Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18636-o 13193-55

**La Chambre de Commerce des jeunes
du district de Montréal**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 janvier 1967, approuvé la modification à l'article 22 des règlements généraux de « La

Service des loisirs St-Justin

Notice is hereby given that «Service des loisirs St-Justin», has changed the number of its directors from 3 to 9.

HUGUETTE PARENT,
Secretary.
18591 2001-66

Service des loisirs St-Justin

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on December 16, 1966, has approved the general by-laws of «Service des loisirs St-Justin», and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18591 2001-66

**Le Club des Astronautes
The Astronauts Club**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 10, 1967, approved by-law numbers 1, 2 and 3 of «Le Club des Astronautes — The Astronauts Club», and such, in pursuance to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18609-o 13495-61

À la Duchesse d'Aiguillon inc.

Notice is hereby given that at a regular meeting of the members of «L'Ouvroir de l'Hôtel Dieu de Québec inc.», held in Quebec on December 15, 1966, the name of the said corporation was, by a resolution duly adopted for this purpose, changed into that of «À la Duchesse d'Aiguillon inc.».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18616 37-62

National Acceptance Corporation

Notice is given that «National Acceptance Corporation», has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN-GUY BÉGIN,
Secretary.
18617 1123-64

Nicobois inc.

Notice is given that «Nicobois inc.», has changed the number of its directors from 4 to 5.

JACQUES CLOUTIER,
Secretary.
18618 5232-65

Bethel Bible School Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 25, 1967, approved the amendments to sections 2 and 10 of by-law number 1 of «Bethel Bible School Inc.», and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18636 13193-55

**La Chambre de Commerce des jeunes
du district de Montréal**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 20, 1967, approved the amendment to section 22 of the general by-

Chambre de Commerce des jeunes du district de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18647-o

3690-40

laws of "La Chambre de Commerce des jeunes du district de Montréal", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
3690-40

18647

Sièges sociaux

Comptoir Manufacturier de Textile Itée

Avis est donné que la compagnie « Comptoir Manufacturier de Textile Itée », a changé son siège social du numéro 204, rue St-Georges, Lévis, au numéro 614, rue St-Jacques ouest, Montréal.

Le Secrétaire,
W. H. PHILLIPS.
13983-58

18576-o

International Concrete Materials Inc.

Avis est donné que la compagnie « International Concrete Materials Inc. », a changé son siège social de Gatineau, à Saint-Michel.

Le Secrétaire,
C. W. SEALE.
14127-59

18592-o

Leronda Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Leronda Investments Ltd. », a changé son siège social du numéro 5400, rue Hochelaga, Montréal, au numéro 5706, avenue Edgemore, Côte St-Luc.

Le Secrétaire,
M. ARONOVITCH, M.D.
14862-58

18593

Noval construction limitée

Avis est donné que la compagnie « Noval construction limitée », a changé son siège social de Jonquière, à rang Double, route rurale No 1, St-Félicien, comté de Roberval.

Le Secrétaire,
C. GARIÉPY.
2080-63

18594-o

Shar-Dav Corp.

Avis est donné que la compagnie « Shar-Dav Corp. », a changé son siège social du numéro 5400, rue Hochelaga, Montréal, au numéro 5706, avenue Edgemore, Côte St-Luc.

Le Secrétaire,
M. ARONOVITCH, M.D.
3791-52

18595

Les éditions Beaumont inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les éditions Beaumont inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 23 janvier 1967, a établi son bureau principal au numéro 450, avenue Beaumont, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15^e jour de février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE MERCIER.
316-67

(Sceau)
18631-o

Head Offices

Comptoir Manufacturier de Textile Itée

Notice is given that "Comptoir Manufacturier de Textile Itée", has transferred its head office from 204 St. Georges Street, Lévis, to 614 St. James Street West, Montreal.

W. H. PHILLIPS,
Secretary,
13983-58

18576

International Concrete Materials Inc.

Notice is given that "International Concrete Materials Inc.", has transferred its head office from Gatineau, to Saint-Michel.

C. W. SEALE,
Secretary,
14127-59

18592

Leronda Investments Ltd.

Notice is given that "Leronda Investments Ltd.", has transferred its head office from 5400 Hochelaga Street, Montreal, to 5706 Edgemore Avenue, Côte St-Luc.

M. ARONOVITCH, M.D.,
Secretary,
14862-58

18593-o

Noval construction limitée

Notice is hereby given that "Noval construction limitée", has changed its head office of Jonquière, to Rang Double, Rural Route No 1, St-Félicien, county of Roberval.

C. GARIÉPY,
Secretary,
2080-63

18594

Shar-Dav Corp.

Notice is given that "Shar-Dav Corp.", has transferred its head office from 5400 Hochelaga Street, Montreal, to 5706 Edgemore Avenue, Côte St-Luc.

M. ARONOVITCH, M.D.,
Secretary,
3791-52

18595-o

Les éditions Beaumont inc.

Notice is hereby given that "Les éditions Beaumont inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Quebec) by letters patent dated January 23, 1967, has established its head office at number 450, Beaumont Avenue, City and district of Montreal, Province of Quebec

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of February, 1967.

PIERRE MERCIER,
Secretary-Treasury,
316-67

(Seal)
18631-o

**Clinique Notre-Dame
d'Oto-Laryngologie inc.**

Prenez avis que « Clinique Notre-Dame d'Oto-Laryngologie inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes émises le 15 décembre 1966 en vertu de la partie I de la Loi des compagnies de Québec et qu'elle a établi son siège social à 1326 est, rue Sherbrooke dans les cité et district de Montréal.

Montréal, le 4 janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GERMAIN JOLICOEUR, M.D.
18630-o 5175-66

Mija Corporation

Avis est donné que « Mija Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées du 22 décembre 1960, a transporté son bureau principal de 1135, rue Drummond dans la cité de Montréal à 1 Place Ville-Marie dans ladite ville.

Montréal, le 31 janvier 1967.

Le Secrétaire,
GASTON MELOCHE.
(Sceau) 18632-o 15773-60

Les Placements Quenneville inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Quenneville inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 5 mai 1966, a établi son siège social à St-Paul d'Abbotsford, dans le district de St-Hyacinthe.

À compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Paul d'Abbotsford, ce 9e jour de février 1967.

Le Secrétaire,
FRANÇOISE QUENNEVILLE.
(Sceau) 18633-o 1326-66

La Société d'Angoulême Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société d'Angoulême Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent soixante-six, aura sa principale place d'affaires à Tracy, au no 645 de la route Marie-Victorin.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Tracy, le 13 décembre 1966.

Le Secrétaire,
JEAN RACINE.
(Sceau) 18634-o 4269-66

Randall Properties Ltd.

Avis est donné que « Randall Properties Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 31ème jour d'octobre, 1966, et ayant son siège social à Montréal, situé auparavant à suite 930, 1 Place Ville Marie, a transporté son siège social à 4ème étage, 505 ouest, boul. Dorchester, dans les ville et district de Montréal.

Montréal, le 20 février, 1967.

Le Secrétaire,
JOHN J. O'CONNOR.
18648-o 4442-66

**Clinique Notre-Dame
d'Oto-Laryngologie inc.**

Take notice that "Clinique Notre-Dame d'Oto-Laryngologie inc.", was duly incorporated by Letters Patent issued on December the 15th, 1966, and that it has established its head office and principal place of business at 1326 Sherbrooke Street East, in the city and district of Montreal.

Montreal, January the 4, 1967.

GERMAIN JOLICOEUR, M.D.,
Secretary-Treasurer.
18630-o 5175-66

Mija Corporation

Notice is hereby given that "Mija Corporation", incorporated under part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 22, 1960, has moved its head office from 1135 Drummond Street in the City of Montreal to 1 Place Ville-Marie, in the said city.

Montreal, January 31, 1967.

GASTON MELOCHE,
(Seal) 18632-o *Secretary.* 15773-60

Les Placements Quenneville inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Quenneville inc.", a company incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies Act on May 5th, 1966, has established its head office at St-Paul d'Abbotsford, district of St-Hyacinthe.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St-Paul d'Abbotsford, this 9th of February, 1967.

FRANÇOISE QUENNEVILLE,
(Seal) 18633-o *Secretary.* 1326-66

La Société d'Angoulême Inc.

Notice is hereby given that "La Société d'Angoulême Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the twenty-sixth day of October nineteen hundred and sixty-six, has its head office at Tracy, 645, Marie-Victorin Road.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Tracy, December 13, 1966.

JEAN RACINE,
(Seal) 18634-o *Secretary.* 4269-66

Randall Properties Ltd.

Notice is hereby given that "Randall Properties Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 31, 1966 has moved its head office from Suite 930, 1 Place Ville Marie in the city of Montreal to 4th Floor, 505 Dorchester Blvd. West, in the city of Montreal.

Montreal, February 20, 1967.

JOHN J. O'CONNOR,
Secretary. 18648-o 4442-66

Tempo Lodge Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tempo Lodge Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15 novembre 1966, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à ce jour au 110 Place Crémazie ouest, chambre 721, l'a transporté à 50 Place Crémazie ouest, chambre 208.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 23^{ième} jour de janvier 1967.

Le Secrétaire de la compagnie,
LÉO LAURIN.

18635-o

4660-66

Realty Group Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Realty Group Incorporated », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises le 21^e jour de novembre 1962, sous le nom de « Combined Realtors Incorporated », et dont le nom fut changé en celui de « Realty Group Incorporated » par lettres patentes supplémentaires, en date du 4 mars 1963, a transporté son siège social de suite 107, 3445, rue Drummond, Montréal, P.Q., à suite 215, 4018, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, P.Q. et depuis, cette dernière adresse sera considérée par la compagnie comme étant la situation de son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 12^e jour de janvier 1967.

Le Vice-Président,
HECTOR MACKENZIE.

18649

14739-62

Joseph Tabah et fils ltée

Avis est donné que la compagnie « Joseph Tabah et fils ltée », a changé son siège social du numéro 350, rue Notre-Dame est, Montréal, au numéro 8851, rue Crescent 3, Anjou.

Le Secrétaire,
RICHARD TABAH.

18650-o

6003-64

Tempo Lodge Inc.

Notice is hereby given that the "Tempo Lodge Inc.", company incorporated by letters patent on the 15th day of November 1966, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 110 Place Crémazie, west, room 721, has moved it to 50 Place Crémazie, west, room 208.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 23rd of January 1967.

LÉO LAURIN,
Secretary of the company.

18635-o

4660-66

Realty Group Incorporated

Notice is hereby given that "Realty Group Incorporated", incorporated in virtue of Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued on the 21st of November, 1962, under the name "Combined Realtors Incorporated" with its name changed to "Realty Group Incorporated" by supplementary letters patent, dated the 4th of March, 1963, has moved its head office from suite 107, 3445 Drummond Street, Montreal, P.Q., to suite 215, 4018 St. Catherine Street, West, Montreal, P.Q., and that hereafter the address last shown herein shall be considered by the company as the location of its head office.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of January, 1967.

HECTOR MACKENZIE,
Vice-President.

18649-o

14739-62

Joseph Tabah et fils ltée

Notice is given that "Joseph Tabah et fils ltée", has transferred its head office from 350 Notre-Dame Street East, Montreal, to 8851 Crescent 3 Street, Anjou.

RICHARD TABAH,
Secretary.

18650

6003-64

**Ministère des Terres et Forêts
Compagnies****Paroisse de Charlesbourg**

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 319-10, 319-81, 319-82 et 319-83 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 février 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18644-o

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 303-7 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 février 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18644-o

**Department of Lands and Forests
Companies****Parish of Charlesbourg**

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 319-10, 319-81, 319-82 and 319-83 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 9, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18644-o

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 303-7 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 7, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18644-o

Paroisse de St-Laurent

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la cité de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que deux parties du lot 2638 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 février 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18644-o

Parish of St-Laurent

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the city of St-Laurent, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that two parts of the lot 2638 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 14, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18644-o

Paroisse de Ste-Marie de Monnoir

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie de Monnoir, municipalité de la paroisse de Ste-Marie de Monnoir, division d'enregistrement de Rouville.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 156-73 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 février 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

18644-o

Parish of Ste-Marie de Monnoir

Official cadastre of the parish of Ste-Marie de Monnoir, municipality of the parish of Ste-Marie de Monnoir, registration division of Rouville.

Notice is hereby given that one part of the lot 156-73 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 9, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

18644-o

**Régie des Marchés
Agricoles du Québec**

**Quebec Agricultural
Marketing Board**

**Le Plan conjoint des producteurs
d'oeufs de consommation du Québec**

**Quebec Egg for Consumption Producers'
Joint Plan**

Règlement No 1 concernant les Quotas

Regulation No. 1 relative to Quotas

Prenez avis qu'en vertu de l'article 48 de la Loi des marchés agricoles du Québec, et suite à une requête à cette fin déposée par la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le 8 février 1967, le règlement concernant les quotas de production et de vente adopté par ladite Fédération le 22 décembre 1966, et a ordonné sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*:

Notice is hereby given that, considering section 48 of the Quebec Agricultural Marketing Act, and the petition submitted by the Eggs for Consumption Producers' Federation, the Quebec Agricultural Marketing Board has approved, on February 8, 1967, the regulation concerning production and sales quotas adopted by the said Federation on December 22, 1966, and has ordered its publication in the *Quebec Official Gazette*.

SECTION I

SECTION I

Dispositions générales

General provisions

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent:

1. In these regulations, unless the context implies a different interpretation, the following expressions shall mean or designate:

a) « quota global »: La production en douzaine d'oeufs, au cours d'une période déterminée, d'un nombre de poules que l'ensemble des producteurs de la province de Québec peut produire et vendre;

(a) "total quota": the egg production, in dozens, during a stated period, of a number of laying birds which all the producers of Quebec may produce and sell;

b) « quota individuel »: La production en douzaine d'oeufs, au cours d'une période déterminée, d'un nombre déterminé de poules appartenant à un producteur de la province de Québec qu'il peut produire et vendre;

(b) "individual quota": the egg production, in dozens, during a specified period, of a specified number of laying birds belonging to a Quebec producer, which he may produce and sell;

c) « exploitation avicole »: L'ensemble des bâtiments et de toute installation requise pour la production d'oeufs de consommation;

(c) "poultry-keeping enterprise": all the buildings and equipment used in the production of eggs for consumption;

d) « poule »: Une poule domestique telle que définie dans le règlement sur la vente des oeufs en coque, édicté sous l'article 3 de la Loi des produits agricoles (S.R.Q. 1964, chapitre 119), en date du 13 mars 1962, âgée de 20 semaines et plus;

(d) "laying bird": a domestic hen as defined in regulation on the sale of shell eggs, enacted by section 3 of the Agricultural Products Act (R.S.Q. 1964, chapter 119), dated March 13, 1962, aged 20 weeks or more;

e) « Fédération »: La Fédération des producteurs d'oeufs de consommation;

(e) "Federation": The Eggs for Consumption Producers' Federation;

f) « Fournisseur d'articles d'utilité professionnelle »: comprend toute personne qui vend,

(f) "Supplier of articles of professional use": includes any person who sells, rents, consigns,

loue, consigne, dépose de l'équipement, des grains, des moulées, des médicaments, des poussins, poulettes ou pondeuses.

2. Aucun producteur de la province de Québec ne peut produire et vendre des oeufs sans s'être au préalable procuré de la Fédération un quota individuel de production et de vente;

3. La Fédération arrête, périodiquement, le quota global et, delà, fixe les quotas individuels, dont le total ne doit pas dépasser le quota global;

4. a) La base d'établissement du quota global pour une période à venir est le quota de la période en cours.

b) La base d'établissement du quota individuel pour une période à venir est la production de la période précédente, d'après les renseignements fournis par les producteurs sur les formules FPO-1 et FPO-3, divisée par le facteur de production par pondeuse arrêté au début de cette période par la Fédération.

Pour tenir compte des aléas de la production, une marge d'échec ne dépassant pas 25% sera admise lorsque le produit de la division prévue au paragraphe précédent sera inférieur en nombre de pondeuses au nombre déterminé lors de l'attribution du quota de la période dont la production sert de base. Tout producteur qui ne dépasse pas cette marge est réputé avoir atteint le quota de la période qui sert de base et tout producteur qui la dépasse est réputé ne l'avoir pas atteint.

Si le quota individuel de la période qui sert de base a été atteint ou dépassé, la Fédération peut utiliser ce quota pour établir le quota de la période à venir.

5. La Fédération doit au moins cinq (5) mois à l'avance, faire connaître le quota global pour la période où il sera en application et déterminer, en même temps, l'augmentation de quota individuel dont tous les producteurs ou une catégorie de producteurs pourra bénéficier.

6. Tout producteur qui est en droit de prétendre à un quota pour une période déterminée pourra, tant et aussi longtemps que la Fédération n'a pas attribué définitivement les quotas individuels pour cette période, se prévaloir d'un quota égal à la production sur laquelle il a acquitté sa contribution pour l'administration du plan conjoint pendant la période précédente divisée par le facteur de production par pondeuse de cette période.

Si le produit de cette division dépasse, en nombre de pondeuses, le quota attribué pour cette période, le producteur ne pourra se prévaloir que du quota qui lui a été attribué pour cette période.

7. La Fédération détermine la durée de la période pendant laquelle le quota global et chaque quota individuel est en application, ainsi que la date du début et la date d'expiration de cette période, au moment où elle fait connaître le quota global.

8. La Fédération confirme à chaque producteur qu'un quota lui a été attribué.

Au propriétaire de pondeuses qui produit lui-même tout le quota qu'il met en marché, cette confirmation se fait par l'émission d'un seul certificat.

Au propriétaire de pondeuses qui ne produit pas lui-même tout le quota qu'il met en marché, cette confirmation se fait par l'émission d'autant de certificats que ce producteur indique d'exploitations avicoles où est produit son quota. Chaque certificat indique une fraction du quota égale

deposes equipment, grains, mashes, medications, chicks, chickens or hens.

2. No Quebec producer shall sell or produce eggs without having previously obtained from the Federation an individual production and marketing quota;

3. The Federation shall prescribe, periodically, the total quota, and then set the individual quotas, the sum of which shall not exceed the total quota;

4. (a) The basis for establishing the total quota for a period to come is the quota for the present period.

(b) The basis for establishing an individual quota for a future period is the production for the preceding period, according to the information supplied by the producers on FPO-1 and FPO-3 forms, divided by the constant production factor per laying bird laid down by the Federation at the beginning of said period.

To allow for production hazards, a failure margin not exceeding 25% shall be permitted if the result of the division mentioned in the preceding paragraph is inferior with respect to the number laying birds specified in the quota for the preceding period, the production for which serves as a basis.

Any producer who remains within said margin shall be considered to have attained the quota for the period which serves as a basis, and any producer who goes beyond such margin shall be considered not to have attained his quota.

If the individual quota for the period which serves as basis was attained or exceeded, the Federation may use this quota to establish the quota for the next period.

5. At least five (5) months previously, the Federation must make known the total quota for the period during which it will apply, and determine, at the same time, the increase in the individual quota which could benefit all producers or one class of producers.

6. Any producer who has the right to claim a quota for a specified period may, as long as the Federation has not definitely granted individual quotas for this period, avail himself of a quota equal to the production on the basis of which he made his contribution for the administration of the joint plan during the preceding period divided by the constant production factor per laying bird for this period.

If the production of this division exceeds the quota granted for this period in the number of laying birds, the producer may avail himself only of the quota granted him for this period.

7. The Federation shall determine the period during which the total quota and each individual quota shall apply, as well as the starting date and expiry date of this period, when it makes known the total quota.

8. The Federation confirms to each producer that a quota has been assigned to him.

To the owner of laying birds who himself produces the quota which he markets, this confirmation is made by issuing only one certificate.

To the owner of laying birds who does not himself produce the quota which he markets, this confirmation is made by issuing as many certificates as the said producer operates poultry-keeping enterprises where his quota is produced. Each certificate indicates a fraction of the quota

au nombre de pondeuses dont la production est prévue à chaque exploitation avicole identifiée par le nom de son propriétaire.

Tout producteur doit prendre les dispositions requises pour que chaque certificat émis soit affiché en vue dans le bâtiment principal de l'exploitation avicole où les oeufs sont produits, ainsi que pour assurer la vérification de l'affichage par les inspecteurs de la Fédération.

9. Durant une période où on quota est en application, aucun producteur ne peut garder plus de pondeuses que le nombre prévu par son quota.

10. Chaque producteur est tenu de fournir à la Fédération, dans le délai prescrit, tous les renseignements qu'elle requiert pour permettre d'arrêter le quota global et de fixer chaque quota individuel.

11. La Fédération pourra contrôler la véracité des renseignements fournis par le producteur et, à cette fin, celui-ci est tenu de produire, à demande, tout document d'où ces renseignements peuvent avoir été tirés et de permettre ou de prendre les dispositions requises pour qu'il soit permis à tout inspecteur, dûment accrédité par la Fédération, toute protection sanitaire étant prise, de pénétrer dans tout bâtiment de l'exploitation avicole où le quota est produit.

12. Le refus ou le défaut d'un producteur de se conformer aux dispositions des articles 10 et 11 justifie la Fédération de lui refuser un quota individuel de production et de vente.

13. Dans les cas de force majeure (incendie de l'exploitation avicole, maladie du troupeau, expropriation et autres cas) qui auraient empêché un producteur d'atteindre son quota individuel de production et de vente, au cours d'une période déterminée, la Fédération pourra lorsque cette période sera utilisée comme vase d'établissement du quota pour une période à venir déroger à la règle établie à l'article 4 et utiliser comme base le quota attribué pour telle période déterminée.

14. Le producteur qui avait droit à un quota individuel de production et de vente pour une période déterminée a droit de prétendre à un quota pour la période qui suit. Toutefois ce droit est personnel, intransmissible et limité, compte tenu des dispositions de l'article 4 soit au quota de la période précédente si le quota de cette période a été atteint, soit un quota égal à la production de cette période divisée par le facteur de production arrêté pour cette période, si le quota de cette période n'a pas été atteint.

Le syndic aux biens d'un producteur qui a fait cession pour le bénéfice de ses créanciers ou qui a été mis en faillite jouit de tous les droits de ce producteur, tant et aussi longtemps qu'il administre l'exploitation avicole pour le bénéfice des créanciers. L'acheteur de l'exploitation du failli ou cessionnaire peut se prévaloir des dispositions de l'article 16 s'il remplit les conditions qui y sont prévues.

15. Le quota individuel d'un nouveau producteur sera établi par la Fédération. Un tel quota peut être attribué en tout temps mais ne peut avoir pour effet d'augmenter le quota global de la période pour laquelle il est attribué.

16. La Fédération n'est tenue d'attribuer un quota à un nouveau producteur que dans les cas suivants:

a) la vente, la donation, la transmission par décès de tout ou partie de l'exploitation avicole à un enfant, un petit-enfant, un époux, une épouse ou un gendre;

equal to the number of laying birds the production of which is forseen in each poultry-keeping enterprise identified by the name of its proprietor.

All producers must take the necessary measures to display each issued certificate in view in the main building of the poultry-keeping enterprise wherein the eggs are produced, and to insure the verification of the posting-up by the Federation's inspectors.

9. During a period in which a quota applies, no producer may keep more laying birds than the number provided for in his quota.

10. Each producer shall, within the required time, give the Federation any information it may need to set the total and individual quotas.

11. The Federation shall have the right to verify the information given by the producer. Upon request, the producer shall present any document where from such information has been taken, and shall allow or take the necessary measures permitting any duly accredited inspector of the Federation, once he has taken the necessary sanitary precautions, to enter any building of the poultry-keeping enterprise wherein quota is produced.

12. Refusal or failure by a producer to conform to the provisions of sections 10 and 11 shall be sufficient grounds for the Federation to withhold his individual production and marketing quota.

13. In the event of circumstances outside one's control (fire, outbreak of disease, expropriation and other eventualities) preventing a producer from attaining his individual production and marketing quota during a specified period, the Federation may, when this period is to be used as a basis for establishing the quota for a future period, disregard the procedure established in section 4, and use as a basis the quota attributed for said specified period.

14. The producer who had a right to an individual production and sales quota for a specified period shall have the right to claim such a quota for the ensuing period. However, such right shall be personal, non-transferable, and limited, subject to the provisions of section 4, either to the quota of the preceding period if it was met, or to a quota equal to the production of this period divided by the production factor fixed for this period, if the quota of the said period was not attained.

The official receiver of the property of a producer who made a transfer for the good of his creditors or who went bankrupt shall enjoy all the rights of said producer for as long as he administers the poultry-keeping operation for the benefit of the creditors. The buyer of the enterprise of the bankrupt or cessionary may avail himself of the provisions of section 16 if he fulfills the conditions provided for therein.

15. The individual quota of a new producer shall be established by the Federation. Such a quota may be granted at any time, but shall not have the effect of increasing the total quota for the period for which it is granted.

16. The Federation is not obliged to grant a quota to a new producer except in the following cases:

(a) the sale, donation, transfer through death of all or a part of the poultry-keeping enterprise to a child, grandchild, husband, wife or son-in-law;

b) la vente de tout ou partie de l'exploitation avicole d'un producteur intéressé à un autre producteur;

c) la vente de tout ou de partie des exploitations avicoles de plusieurs producteurs à une compagnie à fonds social dont ils conservent le contrôle.

d) d'un jugement déclaratif du droit de propriété du détenteur d'une créance hypothécaire enregistrée contre une exploitation avicole par suite du défaut du producteur de rencontrer les obligations de l'acte constituant hypothèque, sauf et à l'exclusion du cas où tel détenteur est un fournisseur d'articles d'utilité professionnelle.

17° La vente ou la donation de partie d'une exploitation avicole a pour effet de diminuer le quota du vendeur ou du donateur dans la proportion de ce qu'il vend de son exploitation par rapport au tout.

Aucune transaction ne peut avoir pour effet d'entraîner un cumul de quota. Il n'est permis que d'opter entre le quota que l'on possède et celui auquel avait droit le vendeur ou donateur.

Telle transaction influence directement tout quota auquel pourrait avoir droit la partie qui ne vend ou donne que partie de son exploitation avicole et entraîne une modification proportionnelle dans la base d'établissement du quota.

Si le vendeur ou le donateur dispose de toute son exploitation avicole: il renonce, par le fait même, aux droits auxquels il aurait pu prétendre à un quota pour la période en cours et toute période à venir.

18° Le producteur qui se croira lésé dans l'attribution de son quota individuel pourra chercher un redressement en s'adressant au Comité de bonne entente prévu par le plan conjoint. Ce Comité jouera le rôle d'arbitre et rendra sa décision après avoir entendu le producteur et la Fédération. Cette décision sera finale.

SECTION II

Dispositions particulières pour l'année 1967

19° Pour l'année 1967, la période où le quota global et les quotas individuels seront en application commencera le 1er janvier 1967, pour se terminer le 31 décembre 1967.

20° Le quota global pour cette période est la production de la période précédente, d'après les renseignements fournis par les producteurs sur les formules FPO-1 et FPO-3, divisée par le facteur de production arrêté au début de cette période par la Fédération.

La Fédération n'attribuera aucune augmentation de quota individuel pour cette période.

21° Sous réserve des exceptions prévues dans la présente section, la Fédération n'admettra pas de nouveaux producteurs pour l'année 1967.

22° Seules les personnes mentionnées à l'article 16 et les personnes qui n'étaient pas soumises à l'application du règlement de quota au cours de l'année 1966 parce que leur production n'était pas mise en marché dans la province de Québec pourront, à titre de nouveaux producteurs, obtenir un quota de production et de vente.

23° Le quota individuel du producteur qui n'était pas soumis à l'application du règlement de quota en 1966 parce que sa production n'était pas mise en marché dans la province de Québec, est la production du plus grand nombre de poules dont il a été propriétaire au cours des neuf (9) mois précédant le 1er mai 1966.

(b) the sale of all or a part of the poultry-keeping enterprise by an interested producer to another producer;

(c) the sale of all or a part of poultry-keeping enterprises belonging to several producers to a joint stock company over which they retain control;

(d) of a declarative judgment of the ownership of the holder to a mortgage claim registered against a poultry-keeping enterprise by default of the producer to meet the obligations of the deed constituting a mortgage, save and in the exception of the case where such a holder is a supplier of articles of professional use.

17. The sale or donation of a part of a poultry-keeping enterprises has the effect of diminishing the vendor's or donor's quota in the ratio of what he sells of his enterprise with connection to the whole.

No transaction shall have the effect of bringing a plurality of quotas. It is permissible only to choose an option between the quota which one has and the one to which the vendor or donor had right.

Such a transaction directly influences all quotas to which the party who sells or gives only a part of his poultry-keeping enterprise may have right, and brings about a proportional modification on the basis of establishing the quota.

If the vendor or donor disposes of his entire poultry-keeping enterprise, he renounces, by the fact itself, the rights by which he could have claimed a quota for the present period and all future periods.

18. The producer who believes he has been unfairly dealt with as concerns his individual quota may appeal to the good-will Committee to study the producers' grievances referred to in the joint plan. After having heard both the Federation and the producer, the Committee shall arbitrate and make known its decision, which shall be final.

SECTION II

Special provisions for 1967

19. In 1967, the period during which the total quota and individual quotas shall apply will start on January 1, 1967 and shall end on December 31, 1967.

20. The total quota for this period is the production for the preceding period, in accordance with the information supplied by the producers on FPO-1 and FPO-3 forms, divided by the constant production factor fixed at the beginning of this period by the Federation.

The Federation shall not grant any increase in individual quotas for this period.

21. Subject to the exceptions referred to in this section, the Federation will not admit new producers for the year 1967.

22. Only the persons mentioned in section 16 and those who were not subject to the application of the quota regulation for the year 1966 because their production was not marketed in the Province of Quebec may, as new producers, obtain a production and sales quota.

23. The individual quota of a producer who was not subject to the application of the quota regulation in 1966 because his production was not marketed in the Province of Quebec, is the production of the largest number of laying birds owned by the proprietor in the nine (9) months preceding May 1, 1966.

24° Le facteur de production par pondeuse pour la période se terminant le 31 décembre 1967 auquel la Fédération aura recours tant pour la surveillance de l'application du présent règlement au cours de la période que pour la fixation des quotas pour une période à venir est 18.

SECTION III

Dispositions finales

25° Tout producteur qui déroge au présent règlement est passible de se voir retirer son quota de production et de vente pour la période en cours.

26° La Fédération est autorisée à abroger, modifier ou amender le présent règlement en aucun temps, sujet à l'approbation de la Régie des marchés agricoles.

27° Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent règlement, le texte français prévaudra.

28° Le présent règlement est sujet aux dispositions de l'article 48 de la Loi et il entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

29° Le règlement concernant les quotas, en vigueur depuis le 30 avril 1966, est abrogé.

*La Fédération des producteurs
d'œufs de consommation.*

18625-0

Avis

Projet de plan conjoint des producteurs de volailles du Québec

Prenez avis que la Fédération des propriétaires de volailles du Québec, incorporée sous la Loi des Syndicats Professionnels et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, Province de Québec, a adressé à la Régie des marchés agricoles du Québec une demande d'approbation d'un plan conjoint.

Le produit agricole visé par cette demande est la volaille vivante mise en marché dans la province de Québec pour fins d'abattage ou pour fins d'élevage en vue de la reproduction ou de l'abattage, ainsi que la volaille abattue et les produits de la volaille appartenant au producteur. Pour les fins de ce projet de plan conjoint, l'expression « volaille » signifie les mâles et les femelles, jeunes et adultes, des espèces poules domestiques, dindons, canards et oies; l'expression « produit de la volaille » signifie tout ce qui peut être mis en marché provenant de la volaille, sauf les œufs pour fins de consommation, et le producteur intéressé est « toute personne, propriétaire de volailles, qui met en marché ou qui produit et met en marché le produit visé » dans la province de Québec.

Montréal, ce 15 février 1967.

*Le Secrétaire-exécutif,
GILLES PRÉSENT.*

18625-0

24. For the period ending December 31, 1967, the production factor per laying bird to which the Federation shall have recourse to supervise the application of this regulation during the period, and on which it shall base its quotas for a coming period, shall be 18.

SECTION III

Final provisions

25. Any infringement of these regulations shall render a producer liable to the withdrawal of his production and marketing quota for the current period.

26. The Federation shall be authorized to repeal, modify or amend these regulations at any time, subject to the approval of the Quebec Agricultural Marketing Board.

27. In the case of discrepancy or inconsistency between the French and English texts, the French text shall prevail.

28. These regulations shall be subject to the provisions of Section 48 of the Act, and they shall come into force on the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*.

29. The regulation concerning quotas, in force since April 30, 1966, is repealed.

*The Eggs for Consumption
Producers' Federation.*

18625

Notice

Draught of the joint plan of Quebec poultry producers

Notice is hereby given that the Federation of poultry owners of Quebec, incorporated under the Professional Syndicates Act, and having its head office in Montreal, Province of Quebec, applied to the Quebec Agricultural Marketing Board for approval of a joint plan.

The farm product mentioned in this request is living poultry marketed in the Province of Quebec for slaughtering or for breeding purposes in view of reproduction or slaughtering, as well as slaughtered poultry and poultry products belonging to the producer. For the purposes of this draught of a joint plan, the expression "poultry" means males and females, young and adult, types of domestic fowl, turkey-cocks, ducks and geese. The expression "poultry product" means anything that comes from poultry and which may be marketed, save eggs for consumption. The interested producer is "any person, poultry owner, who markets or produces and markets the product mentioned" in the Province of Quebec.

Montreal, February 15, 1967.

*GILLES PRÉSENT,
Executive Secretary.*

18625

Syndicats professionnels

L'Association des principaux d'écoles de la Région de Champlain

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 janvier 1967, autorisé le changement de nom de l'« Association des principaux du diocèse de Saint-Jean-de-Québec », dont la constitution a été autorisée le 15 novembre 1965, et dont le siège social est situé à Saint-Jean, en

Professional Syndicates

L'Association des principaux d'écoles de la Région de Champlain

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 30, 1967, authorized the change of name of the "Association des principaux du diocèse de Saint-Jean-de-Québec", whose incorporation has been authorized on November 15, 1965, and whose head office is situated at Saint-

celui de « L'Association des principaux d'écoles de la Région de Champlain », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 14 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18600-o

8-62

La Fraternité des Policiers de Mont-Royal
The Mount Royal Policemen's Brotherhood

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « La Fraternité des Policiers de Mont-Royal — The Mount Royal Policemen's Brotherhood », a été autorisée par le secrétaire de la province le 20 avril 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à case postale 121, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18601-o

4-66

Syndicat canadien des employés
du transport routier

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 janvier 1967, autorisé le changement de nom de « L'Union des employés de Yvon Larocque transport ltée », dont la constitution a été autorisée le 26 juin 1959, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de « Syndicat canadien des employés du transport routier », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 14 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18602-o

401-59

Syndicat professionnel des Institutrices
catholiques de Shawinigan

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 janvier 1967, décrété la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel « Syndicat professionnel des Institutrices catholiques de Shawinigan », dont la constitution avait été autorisée le 17 février 1943, avec siège social à Shawinigan, et ce, en vertu de l'article 25 de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1964, chapitre 146).

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18603-o

2048-42

Jean, to that of "L'Association des principaux d'écoles de la Région de Champlain", and such, in virtue of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, February 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18600

8-62

La Fraternité des Policiers de Mont-Royal
The Mount Royal Policemen's Brotherhood

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "La Fraternité des Policiers de Mont-Royal — The Mount Royal Policemen's Brotherhood", has been authorized by the Provincial Secretary on April 20, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Post Office Box 121 Mont-Royal, judicial district of Montreal.

Quebec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18601

4-66

Syndicat canadien des employés
du transport routier

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 31, 1967, authorized the change of "L'Union des employés de Yvon Larocque transport ltée", whose incorporation had been authorized on June 26, 1959, with head office in Montreal, to that of "Syndicat canadien des employés du transport routier", and such, in conformity with the Professional Syndicates Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 146).

Quebec February 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18602

401-59

Syndicat professionnel des Institutrices
catholiques de Shawinigan

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 9, 1967, decreed the end of the corporative existence of the professional syndicate "Syndicat professionnel des Institutrices catholiques de Shawinigan", whose incorporation had been authorized on February 17, 1943, with a head office at Shawinigan, and such, in pursuance to section 25 of the Professional Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 146).

Quebec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18603

2048-42

Soumissions

Ville de Charny Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné P. H. Fréchette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 800, 10^{ième} rue, Charny, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi,

Tenders

Town of Charny County of Lévis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned P. H. Fréchette, secretary-treasurer, Town Hall, 800, 10th Street, Charny, county of Lévis, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, March 13, 1967, for the purchase

le 13 mars 1967 pour l'achat de \$227,000 d'obligations de la ville de Charny, comté de Lévis, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: V-5 — \$30,000 — aqueduc et égouts; V-6 — \$197,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$227,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....	\$ 1,000
1er avril 1969.....	1,500
1er avril 1970.....	1,500
1er avril 1971.....	1,500
1er avril 1972.....	1,500
1er avril 1973.....	2,000
1er avril 1974.....	2,000
1er avril 1975.....	2,500
1er avril 1976.....	2,500
1er avril 1977.....	2,500
1er avril 1978.....	3,000
1er avril 1979.....	3,000
1er avril 1980.....	3,000
1er avril 1981.....	3,500
1er avril 1982.....	3,500
1er avril 1983.....	3,500
1er avril 1984.....	3,500
1er avril 1985.....	4,000
1er avril 1986.....	4,000
1er avril 1987.....	177,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 mars 1967, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 800, 10ième rue, Charny, comté de Lévis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charny, (Comté de Lévis), ce 20 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

P. H. FRÉCHETTE.

Hôtel de Ville, 800, 10ième rue,

Charny, (Lévis), P.Q.

Téléphone: 832-2551, code 418.

18619-0

Village de L'Épiphanie

Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-

of an issue of \$227,000 of bonds for the town of Charny, county of Lévis, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: V-5 — \$30,000 — aqueduct and sewers; V-6 — \$197,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$227,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	1,000
April 1, 1969.....	1,500
April 1, 1970.....	1,500
April 1, 1971.....	1,500
April 1, 1972.....	1,500
April 1, 1973.....	2,000
April 1, 1974.....	2,000
April 1, 1975.....	2,500
April 1, 1976.....	2,500
April 1, 1977.....	2,500
April 1, 1978.....	3,000
April 1, 1979.....	3,000
April 1, 1980.....	3,000
April 1, 1981.....	3,500
April 1, 1982.....	3,500
April 1, 1983.....	3,500
April 1, 1984.....	3,500
April 1, 1985.....	4,000
April 1, 1986.....	4,000
April 1, 1987.....	177,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charny.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 13, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 800, 10th Street, Charny, county of Lévis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Charny, (County of Lévis), February 20, 1967.

P. H. FRÉCHETTE,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 800, 10th Street,

Charny, (Lévis), P.Q.

Telephone: 832-2551, code 418.

18619

Village of L'Épiphanie

County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Livernoche,

signé Roger Livernoche, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 66, rue Notre-Dame, l'Épiphanie, comté de l'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 14 mars 1967, pour l'achat de \$110,000 d'obligations du village de l'Épiphanie, comté de l'Assomption datées du 1^{er} avril 1967 et remboursables par séries du 1^{er} avril 1968 au 1^{er} avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 145 — \$16,880 — Hôtel de Ville; 152 — \$55,000 — Égouts; 157 — \$38,120 — travaux additionnels à l'Hôtel de Ville.

Pour l'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$110,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} avril 1968.....	\$3,000
1 ^{er} avril 1969.....	3,000
1 ^{er} avril 1970.....	3,000
1 ^{er} avril 1971.....	3,500
1 ^{er} avril 1972.....	4,000
1 ^{er} avril 1973.....	4,000
1 ^{er} avril 1974.....	4,000
1 ^{er} avril 1975.....	4,000
1 ^{er} avril 1976.....	4,500
1 ^{er} avril 1977.....	5,500
1 ^{er} avril 1978.....	5,500
1 ^{er} avril 1979.....	6,000
1 ^{er} avril 1980.....	6,000
1 ^{er} avril 1981.....	6,000
1 ^{er} avril 1982.....	7,000
1 ^{er} avril 1983.....	7,000
1 ^{er} avril 1984.....	7,500
1 ^{er} avril 1985.....	8,500
1 ^{er} avril 1986.....	9,000
1 ^{er} avril 1987.....	9,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Épiphanie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 mars 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 66, rue Notre-Dame, l'Épiphanie, comté de l'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Épiphanie, (Comté de l'Assomption), ce 17 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER LIVERNOCHE.

Hôtel de Ville, 66, rue Notre-Dame, C.P. 190,
L'Épiphanie, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 832-2425, code 514. 18620-0

secretary-treasurer, Town Hall, 66 Notre-Dame St., L'Épiphanie, county of L'Assomption, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 14, 1967, for the purchase of an issue of \$110,000 of bonds for the village of L'Épiphanie, county of L'Assomption, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7% payable semi-annually on April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 145 — \$16,880 — Town Hall; 152 — \$55,000 — sewers; 157 — \$38,120 — additional works to the Town Hall.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$110,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	\$3,000
April 1, 1969.....	3,000
April 1, 1970.....	3,000
April 1, 1971.....	3,500
April 1, 1972.....	4,000
April 1, 1973.....	4,000
April 1, 1974.....	4,000
April 1, 1975.....	4,000
April 1, 1976.....	4,500
April 1, 1977.....	5,500
April 1, 1978.....	5,500
April 1, 1979.....	6,000
April 1, 1980.....	6,000
April 1, 1981.....	6,000
April 1, 1982.....	7,000
April 1, 1983.....	7,000
April 1, 1984.....	7,500
April 1, 1985.....	8,500
April 1, 1986.....	9,000
April 1, 1987.....	9,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Épiphanie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, March 14, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 66 Notre-Dame St., L'Épiphanie, county of L'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Épiphanie, (County of L'Assomption), February 17, 1967.

ROGER LIVERNOCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 66, Notre-Dame St., P.O. Box 190,
L'Épiphanie, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 832-2425, code 514. 18620

Cité de Granby
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 13 mars 1967, pour l'achat de \$1,115,000 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 513 — \$14,500 — aqueduc et égouts; 539 — \$60,000 — achat du terrain pour l'arena; 540 — \$7,500 — aqueduc et égouts; 541 — \$4,500 — aqueduc et égouts; 542 — \$8,000 — aqueduc et égouts; 543 — \$20,500 — aqueduc et égouts; 561 — \$1,000,000 — construction de l'arena.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$1,115,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....	\$ 30,000
1er avril 1969.....	32,000
1er avril 1970.....	34,500
1er avril 1971.....	35,500
1er avril 1972.....	38,000
1er avril 1973.....	40,500
1er avril 1974.....	44,000
1er avril 1975.....	46,000
1er avril 1976.....	48,000
1er avril 1977.....	51,500
1er avril 1978.....	54,000
1er avril 1979.....	58,000
1er avril 1980.....	61,000
1er avril 1981.....	64,500
1er avril 1982.....	68,500
1er avril 1983.....	73,000
1er avril 1984.....	77,000
1er avril 1985.....	81,500
1er avril 1986.....	86,500
1er avril 1987.....	91,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rechetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 mars 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville,

City of Granby
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, clerk, Town Hall, 87 Principale Street, Granby, county of Shefford, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 13, 1967, for the purchase of an issue of \$1,115,000 of bonds for the city of Granby, county of Shefford, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos.: 513 — \$14,500 — aqueduc and sewers; 539 — \$60,000 — buying of land for an arena; 540 — \$7,500 — aqueduc and sewers; 541 — \$4,500 — aqueduc and sewers; 542 — \$8,000 — aqueduc and sewers; 543 — \$20,500 — aqueduc and sewers; 561 — \$1,000,000 — construction of an arena.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$1,115,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	\$ 30,000
April 1, 1969.....	32,000
April 1, 1970.....	34,500
April 1, 1971.....	35,500
April 1, 1972.....	38,000
April 1, 1973.....	40,500
April 1, 1974.....	44,000
April 1, 1975.....	46,000
April 1, 1976.....	48,000
April 1, 1977.....	51,500
April 1, 1978.....	54,000
April 1, 1979.....	58,000
April 1, 1980.....	61,000
April 1, 1981.....	64,500
April 1, 1982.....	68,500
April 1, 1983.....	73,000
April 1, 1984.....	77,000
April 1, 1985.....	81,500
April 1, 1986.....	86,500
April 1, 1987.....	91,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, of any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 13, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town

87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 20 février 1967.

Le Greffier,

DONAT BROUSSEAU.

Hôtel de Ville, 87, rue Principale,
Granby, (Shefford), P.Q.

Téléphone: 372-5825, code 514. 18621-o

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de la ville d'Anjou
Comté de Lafontaine**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Pilon, secrétaire-trésorier, 665, avenue Merriam, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, mardi, le 14 mars 1967, pour l'achat de \$296,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, comté de Lafontaine, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du 28 mai 1956 — \$73,000 — renouvellement; 28 mai 1956 — \$155,000 — renouvellement; 3 mars 1964 — \$68,500 — achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$296,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....	\$20,500
1er avril 1969.....	21,000
1er avril 1970.....	22,000
1er avril 1971.....	23,000
1er avril 1972.....	24,500
1er avril 1973.....	25,500
1er avril 1974.....	27,000
1er avril 1975.....	28,500
1er avril 1976.....	29,500
1er avril 1977.....	31,000
1er avril 1978.....	3,500
1er avril 1979.....	3,500
1er avril 1980.....	4,000
1er avril 1981.....	4,000
1er avril 1982.....	4,000
1er avril 1983.....	4,500
1er avril 1984.....	4,500
1er avril 1985.....	5,000
1er avril 1986.....	5,500
1er avril 1987.....	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Hall, 87 Principale Street, Granby, county of Shefford, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), February 20, 1967.

Donat Brosseau,

Clerk.

Town Hall, 87 Principale Street,
Granby, (Shefford), P.Q.

Telephone: 372-5825, code 514. 18621

**The School Commissioners
for the Municipality of the town of Anjou
County of Lafontaine**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Pilon, secretary-treasurer, 6695 Merriam Avenue, Town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q., until 7:00 o'clock p.m., Tuesday, March 14, 1967, for the purchase of an issue of \$296,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Anjou, county of Lafontaine, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolutions dated May 28, 1956 — \$73,000 — renewal; May 28, 1956 — \$155,000 — renewal; March 3, 1964 — \$68,500 — purchase of terrains.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$296,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	\$20,500
April 1, 1969.....	21,000
April 1, 1970.....	22,000
April 1, 1971.....	23,000
April 1, 1972.....	24,500
April 1, 1973.....	25,500
April 1, 1974.....	27,000
April 1, 1975.....	28,500
April 1, 1976.....	29,500
April 1, 1977.....	31,000
April 1, 1978.....	3,500
April 1, 1979.....	3,500
April 1, 1980.....	4,000
April 1, 1981.....	4,000
April 1, 1982.....	4,000
April 1, 1983.....	4,500
April 1, 1984.....	4,500
April 1, 1985.....	5,000
April 1, 1986.....	5,500
April 1, 1987.....	5,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 14 mars 1967, à 7 heures du soir, 6695, avenue Merriam, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Anjou, (Comté de Lafontaine), ce 20 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL PILON.

6695, avenue Merriam,
Ville d'Anjou, (Lafontaine), P.Q.
Téléphone: 352-4440, code 514. 18622-o

Ville d'Arthabaska
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Jean Moisan, greffier, Hôtel de Ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, comté d'Arthabaska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 15 mars 1967, pour l'achat de \$230,000 d'obligations de la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 213 — \$120,000 — aqueduc, égouts et voirie; 217 — \$25,000 — travaux à l'Hôtel de Ville; 220 — \$85,000 — travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie, et l'acquisition d'équipement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$230,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....	\$ 6,000
1er avril 1969.....	6,500
1er avril 1970.....	7,000
1er avril 1971.....	8,000
1er avril 1972.....	8,000
1er avril 1973.....	8,500
1er avril 1974.....	9,000
1er avril 1975.....	9,500
1er avril 1976.....	9,500
1er avril 1977.....	10,500
1er avril 1978.....	11,000
1er avril 1979.....	12,000
1er avril 1980.....	12,500
1er avril 1981.....	13,500
1er avril 1982.....	14,000
1er avril 1983.....	15,000
1er avril 1984.....	16,000
1er avril 1985.....	16,500
1er avril 1986.....	18,000
1er avril 1987.....	19,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, March 14, 1967, at 7:00 o'clock p.m., at 6695 Merriam Avenue, Town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Anjou, (County of Lafontaine), February 20, 1967.

JEAN-PAUL PILON,
Secretary-Treasurer.

6695 Merriam Avenue,
Town of Anjou, (Lafontaine), P.Q.
Téléphone: 352-4440, code 514. 18622

Town of Arthabaska
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Me Jean Moisan, Town Clerk, Town Hall, 56 Beauchesne Street, Arthabaska, county of Arthabaska, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 15, 1967, for the purchase of an issue of \$230,000 of bonds for the town of Arthabaska, county of Arthabaska, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 213 — \$120,000 — aqueduct, sewers and roads; 217 — \$25,000 — works to Town Hall; 220 — \$85,000 — aqueduct, sewers and road works and purchase of equipment.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$230,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	\$ 6,000
April 1, 1969.....	6,500
April 1, 1970.....	7,000
April 1, 1971.....	8,000
April 1, 1972.....	8,000
April 1, 1973.....	8,500
April 1, 1974.....	9,000
April 1, 1975.....	9,500
April 1, 1976.....	9,500
April 1, 1977.....	10,500
April 1, 1978.....	11,000
April 1, 1979.....	12,000
April 1, 1980.....	12,500
April 1, 1981.....	13,500
April 1, 1982.....	14,000
April 1, 1983.....	15,000
April 1, 1984.....	16,000
April 1, 1985.....	16,500
April 1, 1986.....	18,000
April 1, 1987.....	19,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms

ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 mars 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 56, rue Beauséne, Arthabaska, comté d'Arthabaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arthabaska, (Comté d'Arthabaska), ce 21 février 1967.

Le Greffier,
ME JEAN MOISAN.

Hôtel de Ville, 56, rue Beauséne,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.,
Téléphone: 357-2345, code 819. 18651-0

Ville d'Orsainville
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Létourneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 4215, avenue des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 15 mars 1967, pour l'achat de \$227,500 d'obligations de la Ville d'Orsainville, comté de Chauveau, datées du 1er avril 1967, et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 299 — \$10,700 — aqueduc et égouts; 300 — \$44,300 — aqueduc et égouts; 301 — \$14,200 — aqueduc, égouts, voirie; 302 — \$58,700 — aqueduc et égouts; 303 — \$55,400 — aqueduc, égouts, voirie; 304 — \$32,000 — aqueduc, égouts, voirie; 305 — \$12,200 — voirie et achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$227,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....	\$ 2,500
1er avril 1969.....	2,500
1er avril 1970.....	3,000
1er avril 1971.....	3,000
1er avril 1972.....	3,000
1er avril 1973.....	3,000
1er avril 1974.....	3,500
1er avril 1975.....	3,500
1er avril 1976.....	3,500
1er avril 1977.....	4,000
1er avril 1978.....	4,500
1er avril 1979.....	4,500
1er avril 1980.....	4,500

only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Arthabaska.

Capital and interest are payable at all branches of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 15, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 56 Beauséne Street, Arthabaska, county of Arthabaska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Arthabaska, (County of Arthabaska), February, 21, 1967.

ME JEAN MOISAN,
Town Clerk.

Town Hall, 56 Beauséne Street,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.,
Telephone: 357-2345, code 819. 18651

Town of Orsainville
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand Létourneau, secretary-treasurer, Town Hall, 4215 des Sauges Avenue, Orsainville, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 15, 1967, for the purchase of an issue of \$227,500 of bonds for the town of Orsainville, county of Chauveau, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968, to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 229 — \$10,700 — aqueduct and sewers; 300 — \$44,300 — aqueduct and sewers; 301 — \$14,200 — aqueduct, sewers, roads; 302 — \$58,700 — aqueduct and sewers; 303 — \$55,400 — aqueduct, sewers, roads; 304 — \$32,000 — aqueduct, sewers, roads; 305 — \$12,200 — roads and purchase of lands.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$227,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	\$ 2,500
April 1, 1969.....	2,500
April 1, 1970.....	3,000
April 1, 1971.....	3,000
April 1, 1972.....	3,000
April 1, 1973.....	3,000
April 1, 1974.....	3,500
April 1, 1975.....	3,500
April 1, 1976.....	3,500
April 1, 1977.....	4,000
April 1, 1978.....	4,500
April 1, 1979.....	4,500
April 1, 1980.....	4,500

1er avril 1981.....	\$ 5,000
1er avril 1982.....	5,500
1er avril 1983.....	6,500
1er avril 1984.....	6,500
1er avril 1985.....	6,500
1er avril 1986.....	7,000
1er avril 1987.....	145,500

April 1, 1981.....	\$ 5,000
April 1, 1982.....	5,500
April 1, 1983.....	6,500
April 1, 1984.....	6,500
April 1, 1985.....	6,500
April 1, 1986.....	7,000
April 1, 1987.....	145,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 mars 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 4215, avenue des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Chauveau), ce 20 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND LÉTOURNEAU.

Hôtel de Ville, 4215, avenue des Sauges,
Orsainville, (Chauveau), P. Q.

Téléphone: 623-5431, code 418. 18652-o

Cité de Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Théodore Bardier, greffier, Hôtel de Ville, 71 rue Charlotte, C.P. 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 7:30 heures du soir, mardi, le 14 mars 1967, pour l'achat de \$509,500 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 773 — \$180,400 — usine de filtration; 779 — \$49,600 — agrandissement de l'usine de filtration; 802 — \$35,000 — achat de terrain pour l'aménagement d'un parc; 812 — \$170,000 — agrandissement de l'Hôtel de Ville; 821 — \$74,500 — aqueduc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$509,500 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1968.....	\$ 11,500
1er avril 1969.....	11,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, March 15, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 4215 des Sauges Avenue, Orsainville, county of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville, (County of Chauveau), February 20, 1967.

ARMAND LÉTOURNEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 4215 des Sauges Avenue,
Orsainville, (Chauveau), P.Q.

Telephone: 623-5431, code 418. 18652

City of Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned M. Théodore Bardier, city clerk, City Hall, 71 Charlotte Street, P.O. Box 97, Sorel, county of Richelieu, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, March 14, 1967, for the purchase of an issue of \$509,500 of bonds for the city of Sorel, county of Richelieu, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 773 — \$180,400 — filtration plant; 779 — \$49,600 — enlargement of the filtration plant; 802 — \$35,000 — purchase of terrain for the arrangement of a park; 812 — \$170,000 — enlargement of the City Hall; 821 — \$74,500 — aqueduct.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$509,500 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1968.....	\$ 11,500
April 1, 1969.....	11,500

1er avril 1970.....	\$ 12,000
1er avril 1971.....	12,500
1er avril 1972.....	13,500
1er avril 1973.....	14,000
1er avril 1974.....	15,000
1er avril 1975.....	15,500
1er avril 1976.....	16,000
1er avril 1977.....	17,500
1er avril 1978.....	18,000
1er avril 1979.....	20,000
1er avril 1980.....	21,500
1er avril 1981.....	23,000
1er avril 1982.....	23,500
1er avril 1983.....	25,000
1er avril 1984.....	26,500
1er avril 1985.....	27,500
1er avril 1986.....	30,500
1er avril 1987.....	155,000

April 1, 1970.....	\$ 12,000
April 1, 1971.....	12,500
April 1, 1972.....	13,500
April 1, 1973.....	14,000
April 1, 1974.....	15,000
April 1, 1975.....	15,500
April 1, 1976.....	16,000
April 1, 1977.....	17,500
April 1, 1978.....	18,000
April 1, 1979.....	20,000
April 1, 1980.....	21,500
April 1, 1981.....	23,000
April 1, 1982.....	23,500
April 1, 1983.....	25,000
April 1, 1984.....	26,500
April 1, 1985.....	27,500
April 1, 1986.....	30,500
April 1, 1987.....	155,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 mars 1967, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, C.P. 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel, (Comté de Richelieu), ce 22 février 1967.

Le Greffier,

M. THÉODORE BARDIER.

Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, C.P. 97,
Sorel, (Richelieu), P.Q.

Téléphone: 742-4583, code 514. 18653-o

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Sept-Iles
Comté de Duplessis**

Avis de correction

Veuillez prendre note que concernant l'avis de demande de soumissions publié à la page 1236 de la *Gazette officielle de Québec* du 11 février 1967, relativement à une émission de \$210,000 d'obligations, un octroi total de \$100,000 a été accordé par le gouvernement provincial à la commission scolaire de Sept-Iles et sera payé en quatre versements de \$25,000 chacun, de 1968 à 1971 inclusivement et qui seront applicable au service de dette de cet emprunt.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 14, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the City Hall, 71 Charlotte Street, P.O. Box 97, Sorel, county of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu), February 22, 1967.

M. THÉODORE BARDIER,
City Clerk.

City Hall, 71 Charlotte Street, P.O. Box 97,
Sorel, (Richelieu), P.Q.

Téléphone: 742-4583, code 514. 18653

**The School Commissioners
for the municipality of Sept-Iles
County of Duplessis**

Notice of correction

Please kindly note that in the notice of call for tenders published on page 1236 of the *Québec Official Gazette* of February 11th, 1967, relative to an issue of \$210,000 of bonds, a total amount of \$100,000 granted by the Provincial Government shall be received by the School Commission of Sept-Iles and payable in four instalments of \$25,000 each for the years 1968 to 1971 inclusively, will applied to the amortizing of the said loan.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

Sept-Iles, 22 février 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,
JACQUES MORENCY.

École St-Paul, 652, Avenue Dequen, C.P. 640,
Sept-Iles, (Duplessis), P.Q. 18657-0

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Sept-Iles, February 22, 1967.

JACQUES MORENCY,
Secretary-Treasurer.

St-Paul School, 652, Dequen Avenue, P.O.
Box 640, Sept-Iles, (Duplessis), P.Q. 18657-0

Vente d'effet non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant la premier jour de mars 1966, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, ville Mont-Royal, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le 20 MARS 1967, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 janvier, 1967.

Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service des Postes et Bagages,
18140-3-6-o W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1966, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, town of Mount Royal, at TEN o'clock in the forenoon, on MONDAY, MARCH 20, 1967, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 16, 1967.

Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
18140-3-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, {
No 20,010. BANQUE CANADIENNE

ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs PAUL-ÉMILE GAGNÉ, de Victoriaville, district d'Arthabaska, défendeur.

« Un terrain ou emplacement, situé dans la ville de Victoriaville, à l'angle sud-ouest des rue St-Jean Baptiste et Perreault, connu et désigné au cadastre officiel révisé du canton d'Arthabaska, paroisse de Ste-Victoire, comme étant les lots numéros; un, subdivision du lot originaire deux cent quarante et un (241-1); un, subdivision du lot originaire deux cent quarante-deux (242-1); et un, subdivision du lot originaire deux cent quarante-trois (243-1); avec toutes bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve actuellement, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et pouvant l'affecter ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, 33, avenue Laurier à Arthabaska, SAMEDI le PREMIER jour d'AVRIL 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.
18604-0

Bureau du Shérif,
16 février 1967.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, {
No. 20,010. BANQUE CANADIENNE

having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, vs PAUL-ÉMILE GAGNÉ, of Victoriaville, district of Arthabaska, defendant.

« A piece of land or emplacement, situated in the town of Victoriaville, at the south-west angle of St-Jean-Baptiste and Perreault Streets, known and designated on the official revised cadastre of the township of Arthabaska, parish of Ste-Victoire, as being lot numbers: one, subdivision of original lot two hundred and forty-one (241-1); one, subdivision of original lot two hundred and forty-two (242-1); and one, subdivision of original lot two hundred and forty-three (243-1); with all buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Such as the whole is presently found, subject to all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immoveable and affecting it ».

To be sold at the registration office, 33 Laurier Avenue, at Arthabaska, SATURDAY, the FIRST day of APRIL 1967, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
February 16, 1967.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.
18604-0

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **LAURENT TROTTIER**,
No 18-416. { avocat, domicilié prati-
quant à Victoriaville, deman-
deur *vs* **ADRIEN LANGLOIS**, domicilié à 2, rue
Provencher à Victoriaville, défendeur.

« La subdivision du lot originaire quatre cent soixante-douze (472-148), du cadastre officiel révisé de cette partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Ste-Victoire.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec, aussi, toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes pouvant concerner ledit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'Arthabaska, 33, avenue Laurier, à Arthabaska, SAMEDI, le PREMIER jour d'AVRIL 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 16 février 1967.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.
18605-0

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { **LAURENT TROTTIER**,
No. 18-416. { advocate, domiciled and
practicing in Victoriaville,
plaintiff *vs* **ADRIEN LANGLOIS**, domiciled at
2 Provencher Street, in Victoriaville, defendant.

"The subdivision of original lot four hundred seventy-two (472-148), of the revised official cadaster of this part of the township of Arthabaska forming the parish of Ste-Victoire.

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also with all the servitudes active and passive apparent or unapparent that may concern the said immoveable."

To be sold at the registration office of the division of Arthabaska, 33 Laurier Avenue, in Arthabaska, SATURDAY, the FIRST day of APRIL, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Arthabaska, February 16, 1967.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.
18605-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Cour Supérieure, { **SOCIÉTÉ CENTRALE**
Cause No 39,020. { **D'HYPOTHÈQUE**
ET DE LOGEMENT,
corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à 23, rue Racine, Chicoutimi, demanderesse; *vs* **LES HÉRITIERS de RENÉ TREMBLAY**, décédé, contremaitre, domicilié à 69, Elgin, Bagotville, défendeurs; et **MM. LAPOINTE & GAGNON**, registrateurs de la division d'enregistrement de Chicoutimi, domiciliés à Chicoutimi, mis en cause.

« Un lopin de terre ou emplacement de figure parallélogrammatique et comprenant:

a) Une partie du lot numéro trois cent neuf trois (No 309-3) au cadastre officiel du village de Bagotville, dans les limites de la ville de Bagotville, comté et division d'enregistrement de Chicoutimi, et comprises dans les bornes suivantes: En front du côté nord-est par le Chemin Sydenham, du côté nord-ouest partie par le résidu dudit lot No 309-3 et partie par la partie du lot No 339, décrite au paragraphe « b » des présentes du côté sud-ouest par le lot No 309-5 et du côté sud-est par le lot No 309-2.

b) Une partie du lot numéro trois cent trente-neuf (No 339) du susdit cadastre et comprise dans les bornes suivantes: du côté nord-ouest par le résidu dudit lot No 339, du côté sud-ouest par une autre partie dudit lot No 339 et du côté sud-est par la partie du lot No 309-3 sus décrite.

L'ensemble du terrain compris dans les paragraphes « a » et « b » mesure soixante-cinq pieds (65') de largeur, distance mesurée parallèlement au chemin Sydenham par cent cinquante pieds (150') de profondeur. Ce terrain ainsi délimité contient une superficie de neuf mille sept cent cinquante pieds (9,750') carrés.

Le tout avec bâtisses circonstances et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu « en bloc » au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { **CENTRAL MORTGAGE**
Brief No. 39,020. { **AND HOUSING**
CORPORATION, a corporation legally incorporated having a business place at 23 Racine Street, Chicoutimi, plaintiff; *vs* **THE HEIRS of RENÉ TREMBLAY**, deceased, foreman, domiciled at 69 Elgin, Bagotville, defendants, and Messrs **LAPOINTE & GAGNON**, registrars of the registration division of Chicoutimi, domiciled at Chicoutimi, mis-en-cause.

"A strip of land or emplacement of a parallelogrammatical figure and including:

(a) A part of lot number three hundred and nine three (No. 309-3) of the official cadastre of the village of Bagotville, in the limits of the town of Bagotville, county and registration division of Chicoutimi, and included in the following boundaries: In front on the northeast side by Sydenham Road, on the northwest side part by the residue of said lot No. 309-3 and part by part of lot No. 339, described in paragraph "b" of the presents, on the southwest side by lot No. 309-5 and on the southeast side by lot No. 309-2.

(b) A part of lot number three hundred and thirty-nine (No. 339) of the above-mentioned cadastre and included in the following boundaries: on the northwest side by the residue of said lot No. 339, on the southwest side by another part of said lot No. 339 and on the southeast side by part of lot No. 309-3 above-described.

The whole of the land included in paragraphs "a" and "b" measures sixty-five feet (65') in width, distance measured parallel to Sydenham Road by one hundred and fifty feet (150') in depth. This land also delimited contains an area of nine thousand seven hundred and fifty square feet (9,750').

The whole with buildings, circumstances and dependencies erected thereon.

To be sold "en bloc" at the office of the registrar of the registration division of Chicoutimi, at the

Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.
Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 15 février 1967. 18610-0

Court House, at Chicoutimi, the TWENTY-NINTH day of the month of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.
RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, February 15, 1967. 18610-0

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { DAME GABRIELLE
No 15 388. MERRY, demanderesse
ménagère et demeurant en la
cité d'Iberville dit district, vs ARMAND BIS-
SONNETTE, défendeur, boulanger, résidant en
la cité d'Iberville et ANTOINE BOURASSA,
mis en cause syndic, demeurant en la cité de
Saint-Jean, dit district d'Iberville.

1° Le lot numéro trois cent soixante-dix-huit
(No 378) du cadastre officiel de la ville d'Iber-
ville, avec les bâtisses y érigées.

2° La partie sud du numéro trois cent soixante-
dix-neuf (P.S. 379) dudit cadastre, mesurant
soixante-huit pieds de longueur sur quarante-
cinq pieds de largeur, et bornée au sud par le
No 382, à l'est par le lot No 380, à l'ouest par le
lot No 378 et au nord par le résidu dudit lot No
379 appartenant au représentant de A. J. Benoit.

Avec et sujet aux servitudes de vues y attar-
chées.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregis-
trement du comté d'Iberville division d'Iberville
situé au 55 de la 5e rue, Iberville, SAMEDI, le
PREMIER jour d'AVRIL 1967 à ONZE heures
de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME.
ce 20e jour de février 1967. 18654-0

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { DAME GABRIELLE
No. 15 388. MERRY, plaintiff, hou-
sewife, residing in the city of
Iberville, said district, vs ARMAND BISSON-
NETTE, defendant, baker, residing in the city of
Iberville, and ANTOINE BOURASSA, mis-en-
cause, trustee, residing in the city of Saint John,
said district of Iberville.

1. Lot number three hundred and seventy-
eight (No. 378), in the official cadaster of the
Town of Iberville, with the buildings erected
thereon.

2. The south part of lot number three hundred
and seventy-nine (S.P. 379) in the said cadaster,
measuring sixty-eight feet in length by forty-five
feet in width, and bounded on the south by
No. 382, on the east by lot No. 380, on the west
by lot No. 378, and on the north by the remainder
of said lot No. 379 belonging to the representative
of A. J. Benoit.

With and subject to servitudes of view attached
thereto.

To be sold "en bloc" in the Registry Office of
the county of Iberville, division of Iberville,
situated at 55, 5th St., Iberville, on SATURDAY,
the FIRST day of APRIL, 1967, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

R. PRUD'HOMME,
Sheriff's Office, Sheriff.
February 20, 1967. 18654

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { ARMAND SARRAZIN
No 709 522. LUMBER INC., corps
politique et corporation dû-
ment constitué selon la Loi et ayant son siège
social et principale place d'affaires à Laval des
Rapides, district de Montréal, demanderesse, vs
ARBOUR WARNETT, de L'Annonciation, dis-
trict de Labelle, province de Québec, défendeur.

Avis de vente

« Une propriété appartenant au défendeur,
Monsieur Arbour Warnett, située dans la paroisse
de L'Annonciation, connue et désignée comme
étant la subdivision neuf (9) du lot originaire
No deux cent cinquante (250) aux plan et livre
de renvoi officiel de la paroisse de L'Annoncia-
tion, et bâtiesse ci-dessus érigée. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement
au Palais de Justice à Mont-Laurier, comté
et district de Labelle, MARDI, le VINGT-
HUITIÈME jour de MARS 1967, à DEUX
heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JEAN-RÉMI MARTIN.
Mont-Laurier, ce 17 février 1967. 18623-0

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, { ARMAND SARRAZIN
No. 709 522. LUMBER INC., body
politic and corporation duly
constituted pursuant to Law and having its head
office and principal place of business in Laval
des Rapides, district of Montreal, plaintiff, vs
ARBOUR WARNETT, of L'Annonciation, dis-
trict of Labelle, Province of Quebec, defendant.

Notice of sale

"A property belonging to the defendant, Mr.
Arbour Warnett, situated in the parish of
L'Annonciation, known and designated as being
subdivision nine (9) of original lot No. two
hundred fifty (250) upon the official plan and
book of reference for the parish of L'Annoncia-
tion, and building thereon erected."

To be sold at the Registration Office, at the
Court House, in Mont-Laurier, county and
district of Labelle, TUESDAY, the TWENTY-
EIGHTH day of MARCH, 1967, at TWO
o'clock in the afternoon.

JEAN-RÉMI MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Mont-Laurier, February 17, 1967. 18623

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Labelle
(District électoral de Gatineau)

Cour Provinciale, { **W. P. McCONNERY & SONS LTD.**, corporation légalement constituée ayant son siège social à Maniwaki, district électoral de Gatineau, demanderesse, *vs* **LES HÉRITIERS DE DAME JEANNETTE DUQUETTE** de son vivant épouse de Simon Marchand, de Maniwaki, district électoral de Gatineau, défendeurs.

Avis de vente

Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent un (Ptie 1-101) dans le rang de front de la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain mesure vingt-cinq pieds de front sur la rue Scott, ainsi qu'à l'arrière par une profondeur de trente-cinq pieds et bornée comme suit savoir: vers l'est par la rue Scott, vers le nord et l'ouest par la propriété des vendeurs aussi partie dudit lot No 1-101 et vers le sud par la propriété de Noé Duquette.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

2° Une partie du lot de terre portant le numéro un-cent un (Ptie 1-101) dans le rang de front à la rivière Désert dans le canton de Maniwaki, laquelle partie de terrain est décrit comme suit, à savoir: commençant à mesurer à un point situé sur la rue Cartier à la limite est de la propriété de Edmond Léveillé se dirigeant vers le sud en longeant la propriété de Edmond Léveillé une distance de soixante-six pieds, de là tournant à angle droit vers l'est une distance de trente-cinq pieds, de ce point tournant à angle droit vers le nord une distance de vingt-cinq pieds, de ce point tournant à angle droit vers l'est une distance de trente-cinq pieds, de ce point tournant à angle droit vers le nord une distance de quarante et un pieds, jusqu'à la rue Cartier et de ce point longeant ladite rue Cartier pour revenir au premier point de départ une distance de soixante-six pieds, bornée telle dite partie vers l'est par la rue Scott et par la propriété de Madame Simon Marchand acquise suivant acte enregistré à Gatineau sous le numéro 25443, vers le sud par la propriété de Noé Duquette, vers le nord par la rue Cartier et vers l'ouest par la propriété de Edmond Léveillé. Toutes les dimensions ci-dessus sont plus ou moins.

Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances et avec toutes les servitudes attachées audit immeuble.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement de Maniwaki, comté de Gatineau, JEUDI, le TRENTIÈME jour de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **JEAN-RÉMI MARTIN.**
Mont-Laurier, ce 17 février 1967. 18624-0

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Provinciale, { **L. LAURENT MAROIS**, cultivateur, domicilié à St-Méthode, district de Beau-

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Labelle
(Electoral district of Gatineau)

Provincial Court, { **W. P. McCONNERY & SONS LTD.**, corporation legally incorporated having its head office in Maniwaki, electoral district of Gatineau, plaintiff, *vs* **THE HEIRS OF DAME JEANNETTE DUQUETTE** in her lifetime wife of Simon Marchand, of Maniwaki, electoral district of Gatineau, defendants.

Notic of sale

A part of the lot of land bearing number one-one hundred and one (Pt. 1-101) in the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which part of land measures twenty-five feet in front on Scott Street, as well as at the rear by a depth of thirty-five feet and bounded as follows, to wit: towards the east by Scott Street, towards the north and towards the west by the property of the vendors and part of said lot No. 1-101, and towards the south by the property of Noé Duquette.

Such as the whole appears presently with all the servitudes active and passive apparent or occult attached to said immoveable.

2. A part of the lot of land bearing number one-one hundred and one (Pt. 1-101) in the front range of the Désert River in the township of Maniwaki, which part of land is described as follows, to wit: starting to measure at a point situated on Cartier Street at the east limit of the property of Edmond Léveillé going towards the south running along the property of Edmond Léveillé a distance of sixty-six feet, thence turning at right angle towards the east a distance of thirty-five feet, from this point turning at right angle towards the north a distance of twenty-five feet, from this point turning at right angle towards the east a distance of thirty-five feet, from this point turning at right angle towards the north a distance of forty-one feet, up to Cartier Street and from this point running along said Cartier Street to return to the first point of commencement a distance of sixty-six feet, bounded said part towards the east by Scott Street and by the property of Mrs. Simon Marchand acquired according to registered deed at Gatineau under number 25443, towards the south by the property of Noé Duquette, towards the north by Cartier Street and towards the west by the property of Edmond Léveillé. All the dimensions above described are more or less.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies and with all the servitudes attached to said immoveable.

To be sold at the registry office of Maniwaki, county of Gatineau, THURSDAY, the THIRTIETH day of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

Jean-Rémi Martin,
Sheriff's Office, **JEAN-RÉMI MARTIN,**
Mont-Laurier, February 17, 1967. 18624

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Megantic

Provincial Court, { **L. LAURENT MAROIS**, farmer, domiciled at St-Méthode, district of Beauce,

ce, demandeur, *vs* PAUL THIBODEAU, résidant à Thetford-Mines, district de Mégantic, défendeur.

« Un chalet en bois rond de couleur rouge situé au lac St-François, près de St-Daniel et sis sur le lot numéro 87 du rang B, canton d'Adstock, division d'enregistrement de Frontenac, situé à Lac Mégantic, et autres bâtiments situés sur le même terrain. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Frontenac, situé à Lac Mégantic, district de Beauce, le ONZIÈME jour du mois d'AVRIL 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

18642-o

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.

plaintiff, *vs* PAUL THIBODEAU, residing at Thetford-Mines, district of Megantic, defendant.

"A log cabin of red colour situated on St-François Lake, near St-Daniel, and erected on lot number 87 of range B, township of Adstock, registration division of Frontenac, situated at Megantic Lake, and other buildings erected on the same terrain."

To be sold at the registry office of the county of Frontenac, situated at Megantic Lake, district of Beauce, on the ELEVENTH day of the month of APRIL, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

18642

DENIS GUENETTE,
Sheriff.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { SOCIÉTÉ CENTRALE
D'HYPOTHÈQUES
No 720 306. { ET DE LOGEMENT, de-
manderesse, *vs* STAN

BROCK, défendeur.

« Ce certain emplacement ayant front sur la rue Filion, dans la cité de Chomedey, dans la province de Québec, étant connu et désigné comme le lot numéro quatre-vingt-onze de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495-91) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par quatre-vingt-dix pieds et trois dixièmes de pied (90.3') de profondeur dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-dix pieds et soixante-six centièmes de pied (90.66') de profondeur dans sa ligne nord-ouest.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1945 de ladite rue Filion, dans ladite cité de Chomedey.

Avec et sujet à une servitude de droit de lumière et de vue en faveur de l'emplacement décrit ci-dessus et présentement vendu et sur l'emplacement au nord-ouest étant connu comme lot numéro 495-90 dudit cadastre, le tout tel qu'établi en vertu des termes de l'acte de prêt ci-après mentionné et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Laval sous le numéro 212560.

Toutes les mesures ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Telle que la propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Laval, le TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 20 février 1967. 18638

Le Shérif,

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { SOCIÉTÉ CENTRALE
D'HYPOTHÈQUES
No 719593. { ET DE LOGEMENT, de-
manderesse, *vs* GERALD RAE, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard Pelletier, dans la ville de Brossard, connu et désigné comme subdivision du lot numéro quatre-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CENTRAL MORTGAGE
& HOUSING COR-
No. 720 306. { PORATION, plaintiff, *vs*
STAN BROCK, defendant.

"That certain emplacement fronting on Filion Street, in the city of Chomedey, in the Province of Quebec, being known and designated as lot number ninety-one of the subdivision of original lot number four hundred and ninety-five (495-91) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring fifty feet (50') in width by ninety feet and three tenths of a foot (90.3') in depth in its south easterly line and ninety feet and sixty-six hundredths of a foot (90.66') in depth in its northwesterly line.

With the building thereon erected bearing civic number 1945 of the said Filion Street, in the said city of Chomedey.

Together with and subject to a servitude of right of light and view in favour of the emplacement hereinabove described and herein sold and upon the emplacement to the northwest being known as lot number 495-90 of the said cadastre, the whole as established under the terms of a deed of loan hereinafter mentioned and duly registered at the registry office for the county of Laval under the number 212560.

All the above measurements are English measure and more or less.

As the said property now subsists, together with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in Laval, on the THIRTY-FIRST day of the month of MARCH 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, Montreal, February 20, 1967. 18638-o

Le Shérif,

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CENTRAL MORTGAGE
& HOUSING COR-
No. 719593. { PORATION, plaintiff, *vs* GE-
RALD RAE, defendant.

"An emplacement fronting on Pelletier Boulevard, in the town of Brossard, known and designated as subdivision lot number eighty-seven

vingt-sept du lot originaire numéro quatre-vingt (80-87) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine.

Avec une maison dessus construite portant le numéro civique 6800, boulevard Pelletier, dont le mur nord est mitoyen. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, à Laprairie, le TRENTIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 20 février 1967. 18639

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { PIERRE DANSEREAU
No 710 445. { ET AL., demandeurs,
vs ELIO SCATTOLIN, dé-

fendeur.

« Les lots sept cent quatre-vingt-quatre et sept cent quatre-vingt-cinq de la subdivision du lot originaire cent cinquante-neuf (159-784, 159-785) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 384 et 386 rue Verchères, à Ville Jacques-Cartier. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TRENTIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 20 février 1967. 18640-0

Fieri Facias de Terris

Cout du Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { GREENFIELD PARK
No 767 578. { LUMBER & BUILD-
ERS SUPPLIES LTD.,
demanderesse, vs J. A. SMITH, défendeur.

« Une propriété située dans le comté de Chambly, dans la province de Québec, plus particulièrement connue et désignée comme étant les lots numéros trois cent quatre-vingt-deux, trois cent quatre-vingt-trois, trois cent quatre-vingt-quatre et trois cent quatre-vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-trois (233-382-383-384-385) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Comme ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans aucune exception ou réserve que ce soit. »

Ladite propriété portant le numéro civique 3894, rue MacKay, ville de Lafèche.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le TRENTIÈME jour du mois de MARS, 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 20 février 1967. 18641

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { MOE GEORGE SOLO-
No 715 740. { MON, demandeur,
vs RAYMOND HAME-
LIN, défendeur.

« 1^o Un emplacement ayant front sur le boulevard Levesque, ou rang de la Grande Côte, ville de Duvernay, Co. Laval, P.Q., faisant

of the original lot number eighty (80-87) on the official plan and book of reference of the parish of Laprairie de la Magdeleine.

With a house thereon erected bearing civic number 6800 Pelletier Boulevard, the northerly wall thereof is mitoyen. »

To be sold at the registry office of the county of Laprairie, in Laprairie, on the THIRTY. FIRST day of the month of MARCH 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, C.R.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1967. 18639-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { PIERRE DANSEREAU
No. 710 445. { ET AL., plaintiffs, vs
ELIO SCATTOLIN, defen-

dant.

« Lots seven hundred and eighty-four and seven hundred and eighty-five of the subdivision of original lot one hundred and fifty-nine (159-784, 159-785) on the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, registration division of Chambly, with buildings thereon erected, bearing civic numbers 384 and 386 Verchères Street, in Town of Jacques-Cartier. »

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the THIRTIETH day of the month of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, C.R.,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1967. 18640

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { GREENFIELD PARK
No. 767 578. { LUMBER & BUILD-
ERS SUPPLIES LTD.,
plaintiff, vs J. A. SMITH, defendant.

« A property situated in the county of Chambly in the Province of Quebec, more particularly known and described as being lots numbers three hundred and eighty-two, three hundred and eighty-three, three hundred and eighty-four and three hundred and eighty-five of the official subdivision of the original lot number two hundred thirty-three (233-382-383-384-385) on the official plan and book of reference of parish of St. Antoine de Longueuil.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind. »

The said property bearing civic number 3894 MacKay St. in ville Lafèche.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, in Longueuil, on the THIRTIETH day of the month of MARCH 1967, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, C.R.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1967. 18641-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { MOE GEORGE SOLO-
No. 715 740. { MON, plaintiff, vs
RAYMOND HAMELIN, defendant.

« 1. An emplacement fronting on Levesque Blvd., or Grande Côte Range, Town of Duvernay, county of Laval, P.Q., forming part of the lot

partie du lot connu et désigné sous le No trois cent quarante-sept (Ptie No 347) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, mesurant quatre-vingts pieds et deux dixièmes de pied dans la ligne nord-est; quarante pieds dans la ligne sud-est; quatre-vingt-cinq pieds et soixante-deux centièmes de pied dans la ligne sud-ouest; quarante et un pieds de largeur à la façade (cette largeur est prise perpendiculairement à la ligne sud-ouest), et contenant en superficie 3358 pieds carrés, le tout mesure anglaise; et borné en front vers le nord-ouest par le boulevard Lévesque; en arrière vers le sud-est par une autre partie dudit lot No 347 ci-après décrite; d'un côté vers le nord-est par partie du même lot No 347 appartenant à la succession Eustache Bissonnette ou représentants; et de l'autre côté vers le sud-ouest par partie du même lot No 347 appartenant à M. Jos. Dupéré.

Avec la maison et les autres bâtisses y érigées portant le No civique 7320 dudit boulevard Lévesque.

Le tout avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant, et particulièrement avec droit de passage en commun en faveur de l'immeuble ci-haut décrit sur une lisière de terrain, partie du même lot 347, de forme trapesoïdale, bornée au nord-est, au sud-est et au sud-ouest par d'autres parties du même lot originaire No 347, et au nord-ouest par une autre partie du même lot 347 (Boulevard Lévesque); mesurant dix pieds de largeur par une profondeur de quatre-vingt-trois pieds et quarante-cinq centièmes de pied dans la ligne nord-est; de quatre-vingt-cinq pieds et soixante-deux centièmes de pied dans la ligne sud-ouest, et contenant en superficie 845.35 pieds carrés, le tout mesure anglaise.

2° Un emplacement situé au rang de la Grande Côte, ville de Duvernay, Co. Laval, P.Q., se trouvant en prolongement de l'immeuble et du passage ci-haut décrits, et faisant partie du lot connu et désigné sous le No trois cent quarante-sept (Ptie No 347) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul; mesurant quarante pieds de largeur dans la ligne nord-ouest; quatre-vingt-neuf pieds et soixante-trois centièmes de pied de profondeur dans la ligne nord-est; quatre-vingts pieds et trente-huit centièmes de pied de profondeur dans la ligne sud-ouest; et trente-neuf pieds dans la ligne sud-est (cette dernière dimension étant prise perpendiculairement à la ligne sud-ouest); et contenant en superficie 3358 pieds carrés, le tout mesure anglaise; et borné vers le nord-ouest par l'immeuble et le passage ci-haut décrits; en arrière vers le sud-est par la rive de la rivière des Prairies; d'un côté vers le nord-est par partie du même lot No 347 appartenant à la succession Eustache Bissonnette ou représentants; et de l'autre côté vers le sud-ouest par partie du même lot No 347 appartenant à M. Jos. Dupéré ou représentants.

Avec la maison y érigée portant le No civique 7324 dudit boulevard Lévesque.

Le tout avec tous droits y inhérents et toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes s'y rattachant, et particulièrement avec servitude de passage en commun en faveur de chacun des immeubles présentement hypothéqués, sur la lisière de terrain plus haut décrite.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Laval, le TRENTIÈME

known and designated under No. three hundred and forty-seven (P. No. 347), on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Vincent de Paul, measuring eighty and two-tenths feet on its north-east line, forty feet on its south-east line, eighth-five and sixty-two-hundredths feet on its south-west line, forty-one feet in width in front (this width is measured perpendicularly to the south-west line) and has an area of 3358 square feet, the whole English measure, and is bounded in front, on the north-west, by Levesque Blvd., in the rear, on the south-east, by another part of said lot No 347 described below, on the side, on the north-east, by part of the same lot No. 347 belonging to the Estate of Eustache Bissonnette or representatives, and on the other side, on the south-west, by part of the same lot No. 347 belonging to Mr. Jos. Dupéré.

With the house and other buildings thereon erected, bearing civic No. 7320 said Levesque Blvd.

The whole with all rights inherent therein, and all active and passive servitudes, apparent or unapparent attached thereto, and especially a common right of way in favour of the above-described immovable on a strip of land, part of same lot 347, in the form of a trapezoid, bounded on the north-east, south-east and south-west by other parts of the same original lot No. 347, and on the north-west by another part of same lot 347 (Levesque Blvd.), measuring ten feet in width by a depth of eighty-three and forty-five hundredths feet on the north-east line, eighty-five and sixty-two-hundredths feet on its south-west line, and having an area of 845.35 square feet, the whole English measure.

2. An emplacement situated on Grande Côte Range, Town of Duvernay, county of Laval, P.Q., situated on the extension of the above-described immovable and passage, and forming part of the lot known and designated under number three hundred and forty-seven (P. 347), on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Vincent de Paul, measuring forty feet in width on its north-west line, eighty-nine and sixty-three-hundredths feet in depth on its north-east line, eighty and thirty-eight-hundredths feet on its south-west line, and thirty-nine feet on its south-east line (this latter dimension was taken perpendicularly to the south-west line), and having an area of 3358 square feet, the whole English measure, and bounded on the north-west by the above-described immovable and passage-way, in the rear, on the south-east, by the bank of Rivière des Prairies, on one side, on the north-east, by part of the same lot No. 347 belonging to the Eustache Bissonnette Estate or representatives, and on the other side, on the south-west, by part of same lot No. 347, belonging to Mr. Jos. Dupéré or representatives.

With the house erected thereon, bearing civic No. 7324 said Levesque Boulevard.

The whole with all the rights inherent therein, and all active and passive servitudes, apparent or unapparent attached thereto, and especially a servitude of right of way in common in favour of each of the immovables now mortgaged, on the above-described strip of land.

To be sold in the registry office of the county of Laval, in Laval, on the THIRTIETH day

jour du mois de MARS 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 20 février 1967. 18655-o

SAINT — HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 17,532. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, requérant, vs BER-
NARD DUBUC, intimé.

« 1^o Une terre sise en la paroisse de St-Césaire, d'un arpent de largeur par trente arpents de profondeur, connue et désignée comme étant une partie du lot trois cent cinquante et un (ptie 351) du cadastre de la paroisse de St-Césaire, avec bâtisses, bornée en front par la rivière Yamaska, en profondeur, les terres du rang Caroline, d'un côté le résidu du lot 351 et de l'autre côté le lot 352;

2^o Une terre de trois arpents sur trente, plus ou moins, étant le lot numéro trois cent cinquante-deux (352) des plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Césaire, avec grange, maison et autres bâtisses y érigées; à distraire de ce dernier lot, les parties de terrain vendues suivant actes enregistrés sous les numéros 30238, 31621, 43910 et 51374;

Sujettes lesdites terres à une servitude de passage en faveur de Southern Canada Power suivant actes enregistrés sous les numéros 66630 et 70742.

3^o Une terre à bois, située en la paroisse de St-Michel de Rougemont, de la contenance de sept arpents et cinq perches en superficie, connue et désignée comme étant le lot six cent soixante (660) du cadastre de la paroisse de St-Césaire, sans bâtisse.

4^o Un lopin de terre à bois, situé dans le rang des Vingt de Corbin, dans la partie de la paroisse de St-Damase qui a été annexée à St-Michel de Rougemont, de la contenance de deux arpents en superficie, faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-six (ptie 386) du cadastre de la paroisse de St-Damase, aujourdhui cadastre de St-Michel de Rougemont, borné d'un côté par Émile Lussier ou représentants, de l'autre côté par Stanislas Choquette ou représentants, d'un bout par le terrain de Lucien Robert ou représentants et de l'autre bout par Ernest Fréchette ou représentants.

5^o Un terrain boisé se trouvant dans la paroisse de St-Michel de Rougemont, dans les Vingt de Corbin, de la contenance d'un demi arpent de largeur sur dix arpents de profondeur, étant partie des lots numéros trois cent quatre-vingt-douze et trois cent quatre-vingt-treize (ptie 392 et 393) du cadastre de la paroisse de St-Damase, aujourdhui du cadastre de St-Michel de Rougemont, borné à un bout par le rang Cordélia, à l'autre bout par le résidu des lots 392 et 393, étant la propriété de C. E. Leves ou représentants, d'un côté par le lot 395 et de l'autre côté par le lot 391.»

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement du comté de Rouville, division de Rouville, situé à Marieville dit district JEUDI le TRENTIÈME jour de MARS 1967 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif Interim,

Bureau du Shérif, R. PRUD'HOMME,
Saint-Hyacinthe, le 20 février 1967. 18643-o

of the month of MARCH, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

Bernard Sarrazin, Q.C.,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 20, 1967. 18655

SAINT — HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 17,532. { CREDIT BUREAU,
plaintiff, vs BERNARD DUBUC, respondent.

"1. A piece of land situated in the parish of St-Césaire, of an arpent in width by thirty arpents in depth, known and designated as being a part of lot three hundred and fifty-one (Pt. 351) of the cadastre of the parish of St-Césaire, with buildings, bounded in front by Yamaska River, in depth, the land of Caroline Range, on one side the remainder of lot 351 and on the other side lot 352;

2. A piece of land of three arpents on thirty, more or less, being lot number three hundred and fifty-two (352) of the plan and book of reference of the parish of St-Césaire, with a barn, house and other buildings erected thereon; to withdraw from this latter lot, the parts of land sold according to deeds registered under numbers 30238, 31621, 43910 and 51374;

The said land subject to a servitude of passage in favor of Southern Canada Power according to deeds registered under numbers 66630 and 70742.

3. A wood piece of land, situated in the parish of St-Michel de Rougemont, of a contenance of seven arpents and five rods in area, known and designated as being lot six hundred and sixty (660) of the cadastre of the parish of St-Césaire, without buildings.

4. A strip of wooded land, situated in Vingt de Corbin Range, in the part of the parish of St-Damase which was annexed to St-Michel de Rougemont, of a contenance of two arpents in area, being part of lot three hundred and eighty-six (Pt. 386) of the cadastre of the parish of St-Damase, presently the cadastre of St-Michel de Rougemont, bounded on one side by Émile Lussier or representatives, on the other side by Stanislas Choquette or representatives, on one end by the land of Lucien Robert or representatives and on the other end by Ernest Fréchette or representatives.

5. A wooded piece of land found in the parish of St-Michel de Rougemont, in Vingt de Corbin, of a contenance of half an arpent in width by ten arpents in depth, being part of lot numbers three hundred and ninety-two and three hundred and ninety-three (Pt. 392 and 393) of the cadastre of the parish of St-Damase, presently of the cadastre of St-Michel de Rougemont, bounded on one end by Cordélia Range, on the other end by the remainder of lots 392 and 393, being the property of C. E. Leves or representatives, on one side by lot 395 and on the other side by lot 391."

To be sold "en bloc" at the registration office of the county of Rouville, division of Rouville, situated at Marieville, said district, on THURSDAY, the THIRTIETH day of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

R. Prud'homme,

Sheriff's Office, Interim Sheriff.
Saint-Hyacinthe, February 20, 1967. 18643

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Ville de Lennoxville

Town of Lennoxville

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessus désignés, seront vendus à l'enchère publique à DIX heures de l'avant-midi (heure normale) le QUINZIÈME jour de MARS, 1967 à l'Hôtel de Ville, Lennoxville, Qué. pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente.

Public notice is hereby given that the immovable property hereinafter described, will be sold by public auction at the Town Hall, town of Lennoxville, the FIFTEENTH day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the morning (Standard Time) for the payment of general and special municipal taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs, have been paid before the sale of sale.

Nom de propriétaire Name of proprietor	Nos. de cadastre Cadastral numbers	Taxes	Intérêts Interest	Total
Raycraft, Mme-Mrs. Doris.....	Lot 299-42.....	\$690.55	\$ 84.20	\$ 774.75
Raycraft, Mme-Mrs. Doris.....	Lot P. 307.....	528.90	63.45	592.35

Les immeubles ci-haut mentionnés sont au plan et livre de renvoi de la ville de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

Termes: argent comptant ou chèque visé.

Donné à la ville de Lennoxville, le 13e jour de février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
K. G. HERRING.

18567-7-2-o

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the town of Lennoxville and situated in the town of Lennoxville.

Terms: cash or accepted cheque.

Given at the town of Lennoxville, this 13th day of February, 1967.

K. G. HERRING,
Secretary-Treasurer.

18567-7-2-o

Municipalité du comté de Matane

Municipality of the county of Matane

Erratum

Erratum

Veuillez noter que dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette Officielle* du 28 janvier 1967, « Municipalité du comté de Matane », page 844, et en date du 4 février 1967, « Municipalité du comté de Matane » page 983, au lieu de:

Please that in the notice of sale for taxes published in the *Official Gazette* of January 28, 1967, "Municipality of the county of Matane", page 844, and in that of February 4, 1967, "Municipality of the county of Matane", page 983, instead of:

« Paradis, Antoine », 37, 10, Matane. Taxes municipale: \$77.20 ».

«Paradis, Antoine», 37, 10, Matane. Municipal taxes: \$77.20".

on aurait dû lire:

we should read:

Un chalet restaurant appelé « Chez Tonio » situé sur un terrain appartenant à Stanislas Desjardins, lequel terrain mesurant cinquante pieds (50') de front par cinquante pieds (50') de profondeur, et borné au nord, au sud et à l'est, à la propriété de Stanislas Desjardins et à l'ouest, par la route.

A cottage restaurant called "Chez Tonio" situated on a terrain belonging to Stanislas Desjardins, which terrain measuring fifty feet (50') in front by fifty feet (50') in depth, and bounded on the north, on the south and on the east, by the property of Stanislas Desjardins, and on the west by the road.

Le Secrétaire-trésorier,
G. ALEX LEBEL.

G. ALEX LEBEL,
Secretary-Treasurer.

18606-8-2-o

18606-8-2

Municipalité du comté de Frontenac

Municipality of the county of Frontenac

Erratum

Erratum

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle* des 14 et 28 janvier 1967, pages 135 et 567, dans la municipalité de Notre-Dame-des-Bois, concernant Scott Brothers, on aurait dû lire: Lot 42 (complet) et 43-a (complet) rang 5, Chesham, etc., au lieu de ½ lot 42 et partie 43 ouest, rang 5, Chesham, etc.

In the notice of sale for taxes published in the *Official Gazette* of January 14 and 28, 1967, pages 135 and 567, in the municipality of Notre-Dame-des-Bois, concerning Scott Brothers, we should read: Lot 42 (complete) and 43-a (complete) range 5, Chesham, etc., instead of ½ lot 42 and part 43 west, range 5, Chesham, etc.

18626-o

18626

INDEX No 8

ACTION
en séparation de biens

ACTION
for Separation as to Property

Gervais vs Perrault.....

1436

ARRÊTÉS en Conseil

157 — Construction, Hull, Gatineau, Papineau et Pontiac (<i>Erratum</i>)	1436
157 — Construction, Hull, Gatineau, Papineau and Pontiac (<i>Erratum</i>)	1436
199 — Construction, Saguenay (<i>Erratum</i>)	1436
199 — Construction, Saguenay (<i>Erratum</i>)	1436

ASSOCIATIONS coopératives

Association coopérative d'économie familiale (Thetford-Mines) (<i>Formation</i>)	1437
Association coopérative étudiante du consortium Marguerite d'Youville (<i>Formation</i>)	1437

AVIS divers

Aviv, Arie (<i>Dem.-Appl.</i>)	1442
Cece, Rocco Gerald (<i>Dem.-Appl.</i>)	1442
Charette, Joseph Edgar Ferdinand (<i>Dem.-Appl.</i>)	1444
Cousens, Kathleen Elizabeth (<i>Dem.-Appl.</i>)	1442
Maslowski, Walter (<i>Dem.-Appl.</i>)	1442
Mermelstein, Julius (<i>Dem.-Appl.</i>)	1443
St-Joseph, village (<i>Dem.-Appl.</i>)	1443

Bills

Sanctioned	1444
Sanctionnés	1444

CAISSES**d'épargne et de crédit and credit unions**

Caisse populaire du domaine St-Sulpice (La) (<i>Ext. terr.</i>)	1445
---	------

COMMISSION de géographie**GEOGRAPHICAL Commission**

Delisle	1451
Luché	1452
Montoye	1452
Roussenet	1452
Savigny	1451
Verneuil	1451

COMPAGNIES**Avis relatifs à la loi des****COMPANIES****Notices relative to the Act of****Autorisées****à faire des affaires****Licensed to do Business**

Gulf American Corporation	1445
Kodiak Petroleum Ltd.	1446
Lowe (Joe) Corporation	1445

Chartes — Abandon de**Charters — Surrender of**

Bibliothèque des Jeunes-Duvernay inc.	1453
Bonaventure Tobacco Shops Inc.	1455
Brubert Land & Investment Co. Inc.	1454
Collège Jean-Jacques Olier	1454
Davidovitch (M.) & Sons Ltd.	1453
Débit de Tabac Bonaventure inc.	1455
Dimet Realty Corp.	1454
Elmar Company Limited	1455
Klemat Corporation	1453
Marco Realities Inc.	1453
Publications Reine-Aurore inc. (Les)	1455
Questeel Holdings Corporation	1453
Robico Corp.	1454
Rudberg (Louis) Enterprises Ltd.	1455
Seaburt Ltd.	1454
Tabagie St-Raphaël ltée	1453
Viking Realty Ltd.	1455
Westmount Plumbing & Roofing Ltd.	1454

Divers**Miscellaneous**

À la Duchesse d'Aiguillon inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)	1457
Air Purification Foundation of Greater	

ORDERS in Council**COOPERATIVE Associations**

Association coopérative d'économie familiale (Thetford-Mines) (<i>Formation</i>)	1437
Association coopérative étudiante du consortium Marguerite d'Youville (<i>Formation</i>)	1437

MISCELLANEOUS Notices

Montreal Inc. (<i>By-laws</i>)	1456
Astronauts Club (The) (<i>By-laws</i>)	1457
Bethel Bible School Inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	1457
Chambre de Commerce des jeunes du district de Montréal (La) (<i>Règl.-By-laws</i>)	1457
Charlevoix Express (1963) Inc. (<i>Dir.</i>)	1456
Club des Astronautes (Le) (<i>Règl.</i>)	1457
Comptoir manufacturier de textile ltée (<i>Dir.</i>)	1456
Fondation pour la purification de l'air du Montréal Métropolitain inc. (<i>Règl.</i>)	1456
Foyer St-Jean de St-Raymond inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	1455
Industries Samson inc. (<i>Dir.</i>)	1456
La Prairie Aircraft Inc. (<i>Dir.</i>)	1456
National Acceptance Corporation (<i>Dir.</i>)	1457
Nicobois inc. (<i>Dir.</i>)	1457
Pistes de courses Richelieu inc. (<i>Dir.</i>)	1456
Richelieu Raceways Inc. (<i>Dir.</i>)	1456
Samson & fils inc. (<i>Dir.</i>)	1456
Samson Industries Inc. (<i>Dir.</i>)	1456
Service des loisirs St-Justin (<i>Dir.</i>) (<i>Règl.-By-laws</i>)	1457

Lettres patentes**Letters Patent**

A.L.M. Exterior Decorators Inc.	1408
A & W Coffee Shop (McGill College) Ltd.	1396
Accommodation Granby 67 inc.	1396
Agence de distributions Brillex inc.	1397
Agence Maurice Fortin inc.	1397
Allard (René) isolation inc.	1397
Almor Investment Inc.	1398
Arella Construction inc.	1398
Artion Enterprises Ltd.	1398
B.T. Auto Leasing Inc.	1424
Bar-B Foods Inc.	1399
Beaudin (Charles A.) inc.	1399
Beaver Painting Co. Ltd.	1399
Bergeron (Maurice) inc.	1400
Bisson (Roger) associés inc.	1400
Blainville's Estate Inc.	1409
Blum's Discount Store Ltd.	1400
Boutique Marie-Christine inc.	1401
Breber (M.V.) & Associates Inc.	1401
Brillig Limited	1401
Brunette (P.) inc.	1401
C.M. Distribution Joliette Limited	1409
Camp Trailers Inc.	1402
Carpet Sales (Montreal) Inc.	1402
Centre de l'Art et des Loisirs de Shipton inc. (Le)	1402
Centre musical de Thetford inc.	1403
Century Laminating & Bonding Corp.	1403

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)
Charette (P.E.) inc.....	1403
Chassures Lyne inc.....	1404
Chef des Pizzas inc. (Le).....	1431
Club Auto-neige Matambin inc.....	1404
Club de l'Age d'or, Marieville.....	1404
Club Playboy (Montréal) inc.....	1431
Conseillers en administration pour l'Industrie et la Construction inc.....	1425
Corporation Inter-Service inc.....	1405
Corporation Sportive de Baie-des-Sables inc. (La).....	1405
Cortina Furniture Ltd.....	1405
Cottage Industry Emporium Ltd.....	1406
Courrier-Rivière Itée.....	1406
Craftsman Printing Ink Ltd.....	1406
Cygne Blanc inc.....	1407
Cyr (Lucien) Itée.....	1407
D.G.L. Super Market Inc.....	1407
D. & M. Development Ltd.....	1408
Décorateurs d'extérieurs A.L.M. inc.....	1408
Dee (Diana) Inc.....	1408
Développement D. & M. Ltée.....	1408
Direct Provisions (Quebec) Inc.....	1409
Distribution C.M. Joliette limitée.....	1409
Domaine Blainville inc.....	1409
Domaine Désormiers inc.....	1410
Dominion Automobile Sales Inc.....	1410
Driver's Education Motor League Inc.....	1410
Dubeau & frères inc.....	1411
Dubreuil & fils inc.....	1411
Ducas inc.....	1411
Dyke's Caravans Sales & Service Inc.....	1412
Écurie Mont-Gilford Itée (Les).....	1428
Entreprises Courchesne Itée (Les).....	1412
Entreprises de Louis Vachon inc. (Les).....	1412
Entreprises maritimes (1966) inc. (Les).....	1413
Entreprises Techni-Québec inc. (Les).....	1413
Expert Carpenters Ltd.....	1413
Exposal Appraisal Inc.....	1413
Fédération cyclotouriste Provinciale (FCP).....	1414
Ferronnerie Trudeau inc.....	1414
Fonderies Timco inc. (Les).....	1435
Forget (Paul) inc.....	1414
Fournisseurs d'Aliments de Montréal inc. (Les).....	1428
Foyer de Val d'Or inc.....	1415
Gagnon (Henri) Itée.....	1415
Garage Leduc & Pilon Ltd.....	1415
Garage Leduc & Pilon Itée.....	1415
Garceau électrique Itée.....	1416
Gareau (Marcel) inc.....	1416
Golden Moon Restaurant Inc.....	1416
Hébert (L.A.) Itée.....	1417
Hexatec Inc.....	1417
Immeubles Dupuy inc.....	1417
Immeubles Jacques Itée.....	1418
Imperial Carpets Inc.....	1434
Industrial Knitting Inc.....	1418
Italcasa Import Co. Ltd.....	1418
Italo Construction inc.....	1418
Jalumar inc.....	1419
Talon (Jean) automobile Itée.....	1419
Journal-Administration Itée.....	1419
Jouvencelles de l'Est inc. (Les).....	1420
Klondyke Trailer Park & Camping Inc.....	1420
Labbé (Emmanuel) inc.....	1420
Lachine Metal Works Inc.....	1421
Lachine Tire Inc.....	1421
Laguë (René) inc.....	1421
Landry (J.A.) inc.....	1422
Laurex électronique Itée.....	1422
Laval Moulding Inc.....	1429

Lavauto de Lévis limitée.....	1422
Lavoie (P.E.) autos limitée.....	1423
Lee-Son Inc.....	1423
Loisirs de Pointe-du-Lac inc. (Les).....	1423
Loisirs de St-Raphaël inc. (Les).....	1424
Lyne Footwear Inc.....	1404
Plateau Loranger inc.....	1424
Louage d'autos B.T. inc.....	1424
Mackimmie (J.P.) Funeral Home Ltd.....	1425
Management Consultants for Construction and Industry Inc.....	1425
Manoir Sacré-Coeur.....	1425
Marc Shoes Jobbers Inc.....	1426
Marjo inc.....	1426
Meklyn Investment Ltd.....	1426
Menuiserie D. Pouliot inc.....	1427
Miami Ornamental Itée.....	1427
Modella Inc.....	1427
Mont Gilford Stables Ltd.....	1428
Montreal Food Provisionners Inc.....	1428
Morrisette asphalte Itée.....	1428
Motel St-Hyacinthe inc.....	1429
Mouluers Laval inc. (Les).....	1429
Musée d'Art de Joliette.....	1429
New Style Woodwork Inc.....	1430
Pan-Rhodian Association of Montreal « Colossos ».....	1430
Les Pervenches de Repentigny inc.....	1430
Pizza Chef Inc. (The).....	1431
Playboy Club (Montreal) Inc.....	1431
Plaza (L.G.) Inc.....	1431
Raymond industries inc.....	1432
Romar (d'Anjou) Inc.....	1432
S.O.S. Drywall inc.....	1432
Sacred Heart Manor.....	1425
St. Regis Building Corporation.....	1433
Salle Horizon Itée.....	1433
Samson Beauty Salon Inc.....	1433
Sound Installations (Quebec) Limited.....	1434
Stearn Draperies Ltd.....	1434
Tapis Imperial inc.....	1434
Théâtre des Marguerites inc. (Le).....	1434
Timco-Smelthers Inc.....	1435
Trans-Sonor limitée.....	1435
505 Administration inc.....	1435

Sièges sociaux

Head Offices

Clinique Notre-Dame d'Octo-Laryngologie inc.....	1459
Comptoir manufacturier de textile Itée.....	1458
Éditions Beaumont inc. (Les).....	1458
International Concrete Materials Inc.....	1458
Leronda Investments Ltd.....	1458
Mija Corporation.....	1459
Noval construction limitée.....	1458
Placements Quenneville inc. (Les).....	1459
Randall Properties Ltd.....	1459
Realty Group Incorporated.....	1460
Shar-Dav Corp.....	1458
Société d'Angoulême inc. (La).....	1459
Tabah (Joseph) et fils Itée.....	1460
Tempo Lodge Inc.....	1460

Curatelle publique

Public Curatorship

Succession vacante:

Vacant Estates:

Felteau, Laura.....	1452
---------------------	------

**DEMANDES
à la Législature**

**APPLICATIONS
to Legislature**

Congregation Shaar Shalom.....	1447
Estate Emma Gascon.....	1448
Gaz Naturel Radisson Ltée.....	1447
Joutel, comm. scol. - school munic.....	1446
Kirkland, ville - town.....	1447

DEMANDES
à la Législature
(suite)

APPLICATIONS
to Legislature
(continued)

LaSalle, cité - city	1446
Radisson Naturel Gas Ltd.	1447
Rodriguez, Vittorio Marco Haim	1448
Sept-Iles, cité - city	1446
St-Charles de Lachenaie, par.	1448
Succession Emma Gascon	1448

MINISTÈRES
DEPARTMENTS
Éducation
Education

Municipalité scolaire de: School municipality of:

Lacadie, (Dem.- Appl.)	1448
Montréal « Cath. », (Dem.- Appl.)	1448

Finances
Finance

Assurances:

Insurance:

American Home Assurance Company	1449
Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de St- Mathias, comté de Rouville	1450
Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Malo, comté de Compton (La)	1449
Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Malo, county of Compton (La)	1449

Terres et Forêts
Lands and Forests

Cadastre:

Cadastre:

Charlesbourg, par.	1460
Charlesbourg, par.	1460
St-Laurent, par.	1461
Ste-Marie de Monnoir, par.	1461

Tavail
Labour

Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:

Acier de structure, province (Mod.)	1441
Coiffeurs et coiffeuses, Terrebonne, Deux-Montagnes et al (Mod.)	1437
Employés de garages, Ile de Montréal (Mod.)	1441
Garage Employees, Island of Montreal (Amend.)	1441
Hairdressers, Terrebonne, Deux-Mon- tagnes et al, (Amend.)	1437
Structural Steel, Province (Amend.)	1441

Voirie
Roads

Entretien de routes discontinuées	1450
Maintenance of roads discontinued	1450

RÉGIE
QUEBEC

des marchés agricoles
du Québec

Agricultural
Marketing Board

Producteurs de volailles du Québec, (Projet de plan conjoint)	1465
Quebec poultry producers, (Draught of the joint plan)	1465
Plan conjoint des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (Le)	1461
Quebec Egg for Consumption Producers' Joint Plan	1461

SOUMISSIONS
TENDERS

Anjou, c.s.-s.c.	1470
Arthabaska, ville-town	1471
Charny, ville-town	1466
Granby, cité-city	1469

L'Épiphanie, village	1467
Orsainville, ville-town	1472
Sept-Iles, c.s.-s.c. (Correction)	1474
Sorel, cité-city	1473

SYNDICATS
SYNDICATES
Professionnels
Professional

Association des principaux d'écoles de la région de Champlain (L') (Nom- Name ch.)	1465
Mount Royal Policemen's Brotherhood (The) (Const. Inc.)	1466
Fraternité des policiers de Mont-Royal (La) (Const.-Inc.)	1466
Syndicat canadien des employés du transport routier (Nom-Name ch.)	1466
Syndicat professionnel des institutrices catholiques de Shawinigan (Forma- tion)	1466

VENTES
SALES

Effets non-réclamés Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railways	1475
---------------------------	------

SHÉRIFS
SHERIFFS
Arthabaska
Arthabaska

Banque Canadienne Nationale vs Gagné	1475
Trottier vs Langlois	1476

Chicoutimi
Chicoutimi

Central Mortgage and Housing Corpo- ration vs Heirs of René Tremblay	1476
Société centrale d'hypothèques et de logement vs Les Héritiers de René Tremblay	1476

Iberville
Iberville

Merry vs Bissonnette et al.	1477
-----------------------------	------

Labelle
Labelle

Mc Connery (W. P.) & Sons Ltd. vs Héritiers-Heirs Jeannette Duquette	1478
Sarrazin (Armand) Lumber Inc. vs Warnett	1477

Mégantic
Mégantic

Marois vs Thibodeau	1478
---------------------	------

Montréal
Montreal

Central Mortgage & Housing Corpo- ration vs Brock	1479
Central Mortgage & Housing Corpo- ration vs Rae	1479
Dansereau et al vs Scattolin	1480
Greenfield Park Lumber & Builders Supplies Ltd. vs Smith	1480
Solomon vs Hamelin	1480
Société centrale d'hypothèques et de logement vs Brock	1479
Société centrale d'hypothèques et de logement vs Rae	1479

Saint-Hyacinthe
Saint Hyacinthe

Office du crédit agricole du Québec (L') vs Dubuc	1482
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Dubuc	1481

Taxes
Taxes

Frontenac, comté-county (Erratum)	1483
Lennoxville, ville - town	1483
Matane, comté-county (Erratum)	1483